

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DES
MAINMORTES
PERSONNELLE ET RÉELLE
EN NIVERNAIS

PAR

Ant. BOUCOMONT

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le *Lundi 16 Décembre 1895*, à 9 heures

Président : M. LEFEBVRE, *professeur*.

Suffragants } MM. PLANIOL, *professeur-adjoint*.
CHÉNON, *agrégé*.

PARIS

LIBRAIRIE DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL GÉNÉRAL DES LOIS ET DES ARRÊTS
ET DU JOURNAL DU PALAIS

Ancienne Maison L. LAROSE & FORCEL
22, rue Soufflot, 22

L. LAROSE, Directeur de la Librairie

1895

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

IMPRIMERIE
CONTANT-LAGUERRE



BAR-LE-DUC

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DES

MAINMORTES

PERSONNELLE ET RÉELLE

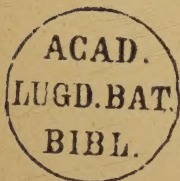
EN NIVERNAIS

PAR

Ant. BOUCOMONT

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le *Lundi 16 Décembre 1895*, à 9 heures



Président : M. LEFEBVRE, professeur.

Suffragants { MM. PLANIOL, *professeur-adjoint.*
CHÉNON, *agréé.*

PARIS

LIBRAIRIE DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL GÉNÉRAL DES LOIS ET DES ARRÊTS
ET DU JOURNAL DU PALAIS

Ancienne Maison L. LAROSE & FORCEL

22, rue Soufflot, 22

L. LAROSE, Directeur de la Librairie

1895

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

DES MAINMORTES

PERSONNELLE ET RÉELLE

EN NIVERNAIS

INTRODUCTION

La mainmorte ⁽¹⁾ est une institution coutumière d'après laquelle le seigneur prenait tout ou partie des biens de certaines personnes lorsqu'elles décédaient. Ces personnes, qui étaient dites mainmortables, ne pouvaient pas disposer des biens frappés de mainmorte au préjudice du seigneur. C'est ainsi qu'on a pu dire que leur main, la main qui donne et qui transmet, était morte ⁽²⁾.

(1) La mainmorte ecclésiastique, dont nous ne nous occupons pas, est une institution toute différente de la nôtre. Les biens de l'Église, qui ne changeaient jamais de main, étaient appelés biens de mainmorte, et comme tels soumis à un droit d'amortissement.

(2) On a prétendu, sans en donner aucune preuve, qu'autrefois le seigneur exigeait qu'on lui apportât la main du mainmortable décédé (Voltaire, *La voix du curé*).

L'origine de cette institution est assez difficile à découvrir; ce qui paraît certain, c'est que la mainmorte est née du servage, et qu'elle est le produit d'une lente transformation de la condition des non libres opérée par les mœurs. C'est de cette transformation que nous allons chercher à préciser les causes et les effets.

De tout temps la condition des personnes non libres en Gaule a été fort complexe. A partir de l'invasion des Barbares, il y eut plusieurs catégories d'individus soumis à la puissance d'autrui, distinctes les unes des autres par la nature et le degré d'assujettissement. Ainsi, à l'époque franque, il y avait des esclaves, romains et germaines, et des serfs de la glèbe, sans parler des colons et des lides ⁽¹⁾, dont les conditions tenaient le milieu entre celles de l'esclave et de l'homme libre ⁽²⁾.

L'esclave de cette époque différerait peu de l'ancien esclave romain, n'ayant aucun patrimoine propre, il était lui-même un véritable objet de propriété; il disparut d'assez bonne heure; rare à la fin de l'époque carolingienne, il n'existe plus au ^{xii}^e siècle ⁽³⁾.

L'esclavage disparut sous l'influence de l'Église, qui déclarait le maître et l'esclave égaux devant Dieu, leur donnait la même communion et les recevait dans la même

(1) D'après Perréiot, il faut chercher l'origine de la mainmorte exclusivement dans la condition lidique.

(2) Guérard, *Prolegomènes du polyptique d'Irminon*, p. 210 et s. Fustel de Coulanges, *L'alleu et le domaine rural*.

(3) Guérard, *op. cit.*, p. 387. Esmein, *Histoire du droit*, p. 232.

mariage, qui affranchissait ses esclaves pour en faire des serfs de la glèbe ou des colons ⁽¹⁾.

Peut-être aussi les mœurs, qui s'étaient transformées, ont-elles contribué à faire disparaître l'esclavage : Le travail de l'esclave est peu productif, comme celui de tout homme qui n'est pas stimulé par l'espoir d'un salaire ou d'un avantage quelconque ; de plus, l'exploitation de la terre par les esclaves n'était possible que lorsque le maître exerçait lui-même une surveillance constante. Or, on a remarqué qu'à l'époque franque les hommes libres, riches ou pauvres, commencèrent à désertir les campagnes pour aller chercher dans les villes, les uns le plaisir, les autres un salaire plus rémunérateur, et tous la sécurité ⁽²⁾. Les propriétaires ne voulant exploiter eux-mêmes leurs terres et ne pouvant pas trouver de fermiers libres furent tout naturellement amenés à modifier la condition de leurs esclaves ruraux. Ils confièrent à chaque famille d'esclaves un petit domaine, lui permirent de l'exploiter librement, de s'approprier une partie de la récolte, et reconnurent au chef de cette famille le droit de posséder, au moins pendant sa vie, le fruit de ses épargnes. Cet esclave qui, à l'origine, demeura soumis à l'arbitraire du maître, tendit à se confondre avec le serf de la glèbe.

Le serf de la glèbe est attaché à la terre en ce sens qu'il

(1) Encore l'Église n'a-t-elle peut-être obéi qu'à son propre intérêt en affranchissant ses esclaves. Fournier, *Des affranchissements aux v^e et xiii^e siècles*, *Revue historique*, 1883, tome XXI.

(2) Guérard, *op. et loc. cit.* Fustel de Coulanges, *op. cit.*

est obligé et a le droit d'y demeurer ⁽¹⁾. Il ressemble beaucoup au *servus casatus* des Romains, qui n'est lui-même qu'une variété du colon ⁽²⁾. Les *servi casati*, qui sont probablement fort anciens, puisque Varron ⁽³⁾ conseille aux propriétaires d'en établir, devaient être assez nombreux au Bas-Empire et former avec les colons la plus grande partie de la population rurale, car plusieurs textes s'en occupent ⁽⁴⁾. C'est donc à Rome que s'est commencé le mouvement d'émancipation de l'esclave agricole, qui fut repris et continué en Gaule; et c'est peut-être par là qu'il faut expliquer la coexistence de l'esclave et du serf de la glèbe en ce pays ⁽⁵⁾.

Au ix^e siècle on retrouve les mêmes catégories de non libres et l'on en voit apparaître une nouvelle, celle des colliberts, sorte d'affranchis qui n'étaient ni serfs, ni libres ⁽⁶⁾.

Jusqu'ici la condition des personnes n'avait eu aucune influence sur la condition des terres, mais déjà on rencontre dans les textes de cette époque les expressions de

(1) V. cependant Esmein, *op. cit.*, p. 232 et s., et le *Le livre des serfs de Marmoutier, passim*, où l'on voit de nombreux actes qui ont pour effet de déplacer des serfs ou des colliberts de leurs tenures.

(2) « *Quasi colonus* », Ulpian, D. 33, VII, 12, § 3. Fustel de Coulanges, *op. cit.*, p. 53.

(3) *De re rustica*, I, 17, cité par Fustel de Coulanges, *op. et loc. cit.*

(4) Notamment C. XI, 48.

(5) Guérard, *op. cit.*, p. 280.

(6) Guérard, *Cartulaire de Saint-Père de Chartres, Prolégomènes*, p. XLII. Salmon et Grandmaison, *Le livre des serfs de Marmoutier*.

« manse servile », « collibertile », « libre », ce qui montre qu'on tendait à donner à la terre la qualité de son possesseur ⁽¹⁾. Cette tendance s'accrut à l'époque féodale et les terres furent hiérarchiquement classées en terres nobles, roturières, serviles. On put alors remarquer une certaine influence de la condition des terres sur celle des personnes. Les héritages communiquèrent à leurs possesseurs la qualité qu'ils tenaient eux-mêmes d'un précédent possesseur ⁽²⁾.

Lors de la dissolution de l'Empire carolingien, la condition des non libres s'était déjà notablement modifiée; les colons, les lides et les colliberts avaient disparu, le serf de la glèbe subsistait seul. Le servage s'était lui-même transformé sous l'influence d'un phénomène économique curieux, c'est la tendance à reconnaître au tenancier perpétuel un droit de propriété ⁽³⁾; le serf ne pouvant être déplacé par son maître était un tenancier perpétuel, il fut donc considéré comme propriétaire de sa tenure de même que l'emphytéote, auquel on reconnut un domaine utile. Les maîtres n'étaient pas lésés par cette transformation, car ils pouvaient toujours aliéner leur droit aux prestations serviles, c'est-à-dire leur domaine direct, d'autant plus qu'ils avaient la faculté de fixer une redevance plus grosse, ce qui forçait les serfs à défricher les terres incultes. Cette transformation se produisit à l'époque où,

(1) Guérard, *Polyptique d'Irminon*, p. 224, 275, 305.

(2) Salmon et Grandmaison, *Le livre des serfs de Marmoutier*, p. xii.

(3) Guérard, *op. cit.*, p. 390. Fournier, *op. cit.*

par un phénomène identique, les bénéfices devinrent patrimoniaux ⁽¹⁾.

Nous avons supposé jusqu'ici que les tenures serviles avaient été concédées par les maîtres; mais il arriva souvent que de petits propriétaires libres, sous l'action de la violence, de la famine, ou pour échapper aux exactions des bandes armées, demandaient la protection d'un homme puissant et riche auquel ils aliénaient leurs biens et leur liberté, celui-ci leur rétrocédait leurs biens sous la condition du paiement d'une redevance. Souvent aussi des hommes libres faisaient don de leur liberté et de leurs biens à l'Église dans l'espoir d'obtenir le salut éternel ⁽²⁾. Ces oblations volontaires qui remontent aux *patrocinia vicorum* du Bas-Empire ⁽³⁾ furent si fréquentes à toutes les époques jusqu'à la fin du moyen-âge qu'on peut les considérer comme une des origines du servage aussi bien que comme une des manières de devenir serf.

Le droit de propriété concédé par le maître à son esclave ou rétrocédé à celui qui avait fait oblation volontaire de ses biens n'était pas perpétuel, le seigneur se réservait un droit de retour qui s'ouvrait lors du décès du tenancier. Il pouvait à ce moment disposer de la tenure comme il l'entendait et la concéder à un nouvel individu; mais le plus souvent il la concédait aux hé-

(1) Guérard, *op. cit.*, p. 392.

(2) Beaumanoir, ch. 45, n° 19. *Le livre des serfs de Marmoutier, passim*. Fournier, *op. cit.*

(3) Fustel de Coulanges, *Les origines du système féodal*, p. 235 et s.

ritiers naturels du défunt moyennant une indemnité.

Lors du décès du serf, le seigneur prenait non seulement les héritages concédés ou considérés comme tels, mais toute la succession du *de cujus*. Or s'il est possible d'expliquer le droit de retour en disant que le maître a voulu se réserver la faculté de choisir ses tenanciers, il est plus difficile d'expliquer le droit en vertu duquel il prend les meubles et les acquêts, peut-être faut-il penser que sous l'influence des théories romaines qui avaient passé dans le droit des francs, le seigneur était considéré comme un patron qui succédait à son affranchi *jure patronatus*. C'est ainsi que le serf qui était à peu près libre de disposer entre-vifs, mais qui était incapable de disposer à cause de mort, a pu être comparé au latin junien *qui vivit ut liber, moritur ut servus* (1).

Plus tard, les mœurs s'adoucissant de plus en plus, on fut amené à reconnaître aux serfs un certain droit à la succession de leurs parents. On admit que les enfants et même les collatéraux d'un serf pourraient recueillir la succession de ce dernier lorsqu'ils vivaient en communauté avec lui lors de son décès (2). Cette coutume favorisa le développement des communautés taisibles qui furent si nombreuses au moyen-âge et au commencement de l'ère moderne. Il est probable que l'intérêt même des seigneurs a été la principale cause de cette nouvelle trans-

(1) Guérard, *op. cit.*, p. 383, 384.

(2) Esmein, *op. cit.*, p. 242.

formation. Le maître doit ménager ses serfs s'il veut se réserver des bénéfices futurs car *cil qui a une fois escorche deus ne trois ne tont* ⁽¹⁾. En outre, le domestique agricole était fort rare autrefois, et comme la taille était arbitraire avant la rédaction des coutumes, le seigneur prenant d'autant plus que le serf gagnait davantage, avait intérêt à ce que la tenure fût cultivée, par une famille nombreuse ; il fallait donc qu'il donnât un avantage aux parents qui acceptaient la vie commune.

A partir du xiv^e siècle il est admis à peu près partout que le serf peut transmettre ses biens à des parents communs, mais encore au temps de Beaumanoir les enfants doivent racheter le droit d'échute seigneuriale.

Cependant on rencontre à une époque postérieure dans les pays de droit écrit du sud-ouest et en Bourgogne des serfs auxquels le seigneur peut tout prendre comme il y en avait du temps de Beaumanoir ⁽²⁾.

Au xv^e siècle, le servage est cantonné dans l'est et le centre de la France, les coutumes qui lui consacrent quelques développements sont celles de Bourgogne, de Franche-Comté, de Nivernais, de Bourbonnais, de la Marche et de Troyes. Quelques autres en parlent mais d'une façon plus incidente comme celles de Meaux, de

(1) Beaumanoir, ch. 45, n^o 37.

(2) Beaumanoir, ch. 45, n^o 31, p. 233. — Les *questaux* de la coutume de Saint-Sever. — Les *serfs servage* de l'ancienne coutume de Bourgogne (art. 119). Bouhier, I, 149, cité par Beaune, *Condition des personnes*.

Chaumont, de Vitry, d'Auvergne et certaines coutumes locales du Berry ⁽¹⁾.

Dans la plupart de ces provinces l'influence déjà signalée de la condition des terres sur celle de leurs possesseurs s'est accentuée, le servage est moins personnel et tend à devenir de plus en plus une condition non plus des personnes mais des tenanciers de terres serviles, quelques coutumes disent même : « Toutes personnes sont franches et celles qui sont réputées serves, c'est à cause des héritages qu'elles tiennent ⁽²⁾ ».

Cependant en Nivernais, en Bourbonnais et à Vitry ⁽³⁾, le servage demeure une condition des personnes, les serfs s'appellent hommes de corps, bien que le plus souvent les coutumes, par euphémisme, leur donnent les noms de conditionnés, gens de condition ou même simplement de mainmortables comme dans les autres provinces.

Il y eut donc deux sortes de serfs au ^{xv}^e siècle, il y eut aussi deux espèces de mainmorte.

L'une, la *mainmorte personnelle*, était une qualité des personnes qui avait pour effet de rendre le mainmortable incapable de transmettre ses biens à ses héritiers s'ils n'étaient communs avec lui.

L'autre, la *mainmorte réelle*, d'après laquelle le tenancier d'une terre serve était incapable de transmettre ses

(1) Le servage existait encore en Savoie, en Alsace et en Lorraine.

(2) Marche, art. 123 ; Auvergne, XXVII, art. 1.

(3) Et dans quelques coutumes locales d'Auvergne, de Troyes, de Meaux, de la Bresse et du Bugey (Beaune, *op. cit.*).

biens ou seulement cette terre serve à des héritiers non communs.

Mais nous avons vu plus haut qu'il y eut des terres serves qui communiquaient leur qualité à leurs propriétaires, il y en eut d'autres qui ne produisaient pas cet effet mais qui n'en restaient pas moins serves ; de même il y eut deux sortes de mainmorte réelle.

L'une, que nous appellerons *mainmorte réelle servile*, qui portait sur tout le patrimoine du détenteur lequel était nécessairement serf.

L'autre, la *mainmorte réelle franche* ⁽¹⁾, qui ne portait que sur la terre serve et dans laquelle le détenteur n'était pas nécessairement serf. Cette mainmorte n'était pas une condition des personnes mais une condition des terres, elle consistait non plus en une incapacité du tenancier mais en une indisponibilité du bien. On pourrait même dire que c'est le bien lui-même qui est mainmortable quoique cette expression ne soit pas scientifique et qu'en réalité ce soit bien la *main* du tenancier qui soit *morte* par rapport à l'héritage assujetti. Si nous considérons les choses de près, nous voyons que même dans la mainmorte réelle servile il y a une indisponibilité du tènement serf jointe à l'incapacité du tenancier, car ce tènement restera serf dans quelques mains qu'il passe, au contraire les acquêts

(1) Ces expressions de *mainmorte réelle servile* ou *mainmorte réelle franche* sont inusitées chez les auteurs, nous avons été contraints de les employer pour distinguer deux institutions différentes mais qui doivent être rapprochées.

que le mainmortable a pu faire en lieux francs demeureront libres si toutefois la prescription trentenaire ne leur a pas fait acquérir la condition de leur possesseur ⁽¹⁾, de sorte que les biens libres du serf sont soumis à la mainmorte en vertu de l'incapacité de leur propriétaire, et les héritages serviles à cause de l'indisponibilité dont ils sont frappés. Le résultat est le même, nous verrons cependant que cette distinction a un intérêt.

Nous avons montré que la mainmorte était née du servage, mais il ne faudrait pas croire que ces deux institutions aient toujours été réunies; nous avons dit que dans la mainmorte réelle franche le mainmortable n'était pas nécessairement serf, et il y eut même en Dauphiné des nobles mainmortables ⁽²⁾, il est également vrai de dire que la mainmorte n'est pas de l'essence du servage, car il y eut des serfs qui n'étaient pas mainmortables ⁽³⁾.

En résumé la mainmorte renferme l'idée d'une concession de terre faite par un seigneur à un homme à la condition que le seigneur recueillerait la succession de cet homme lors de son décès, ou seulement le bien concédé. Dans la plupart des coutumes, les parents du main-

(1) Marche, art. 154.

(2) Salvaing, *De l'usage des fiefs*, p. 133. Ces nobles étaient ceux qui s'étaient reconnus hommes liges *de corpore et persona*. Le dernier Dauphin Humbert II les affranchit à la condition qu'ils affranchiraient leurs serfs de la mainmorte; la condition ne fut pas remplie. Ils ne furent libérés définitivement que par Henri II en 1552.

(3) Troyes, art. 3. Ancienne coutume de Nivernais, art. 3; coutume de Saint-Pierre-le-Moûtier, art. 3.

mortable peuvent lui succéder lorsqu'ils vivent en communauté avec lui au moment de sa mort, mais ce qui caractérise la mainmorte c'est l'impossibilité de transmettre au préjudice du seigneur; au xiii^e siècle les héritiers naturels n'avaient aucun droit de succession, et nous rencontrerons des tenures en mainmorte de l'époque coutumière qui se transmettent d'une façon tout autre.

Nous nous proposons d'étudier les mainmortes en Nivernais. Dans ce pays comme en Bourbonnais la mainmorte réelle servile n'a jamais existé, mais on y trouve la mainmorte personnelle qui s'y trouve rattachée au servage et la mainmorte réelle franche rattachée à la condition des *bordelages*.

Bien que la mainmorte servile fût essentiellement personnelle en Nivernais, on rencontre dans la coutume les expressions de « tènement serf » ou « héritage servile » et de « terre mainmortable ». Ces mots n'ont pas la signification qu'ils paraissent avoir. « Tènement serf » désigne la terre qui a fait l'objet de la convention primitive par opposition aux immeubles acquis (1). Quant à l'expression de « terre mainmortable », il faut sans hésiter la considérer comme inexacte : elle signifie simplement, terre soumise à la mainmorte personnelle, c'est-à-dire biens immeubles appartenant à un serf. Les rédacteurs de la coutume ont été influencés par la terminologie adoptée en Bourgogne (2),

(1) Coquille, sous l'art. 7, *Des servitudes pers.*, Nivernais.

(2) Coquille, sous l'art. 8, *eod. tit.*, éd. Dupin.

pays voisin où les serfs étaient beaucoup plus nombreux qu'en Nivernais et dont la coutume a servi de guide à presque tous les auteurs qui ont traité de la mainmorte ⁽¹⁾.

Tout en prenant la coutume de Nivernais comme guide nous nous occuperons simultanément des mainmortes bourbonnaises. Comme la nôtre la coutume de Bourbonnais adopte à côté de la mainmorte servile qui est personnelle également, une mainmorte franche qu'elle appelle *taille réelle*. Ces deux coutumes qui, sur notre matière ne diffèrent que par quelques points de détail, sont assurément celles qui ont consacré le servage le plus rigoureux et le plus voisin de l'esclavage, « il tient et adhère à sa chair et aux os » ; de même aussi les bordelages et tailles réelles qui sont de « misérables et tyranniques servitudes » ne se rencontrent dans aucune autre province, au moins à l'état endémique comme dans les nôtres.

Dans une première partie nous examinerons la condition des personnes serves, nous traiterons des bordelages dans une seconde partie, et enfin dans une troisième, de la transmission des biens soumis à la mainmorte.

(1) Dunod, Bailly, Dom Grappin, etc.

PREMIÈRE PARTIE

DE LA MAINMORTE PERSONNELLE EN NIVERNAIS.

CHAPITRE PREMIER

Sources du servage.

Les sources du servage en droit coutumier étaient : la naissance, la convention, la prise de meix et la prescription.

Le mariage qui avait quelquefois pour conséquence de conférer la liberté à la femme ⁽¹⁾ n'entraînait plus le servage de l'époux libre comme cela avait lieu chez les Francs jusqu'à l'époque de Charlemagne en cas de mariage mixte ⁽²⁾.

Les deux premières sources du servage, la naissance et la convention existent dans toutes les coutumes, les deux dernières n'existent que dans celles où la mainmorte servile était réelle. La prise de meix n'est consacrée que par

(1) V. *infra*, p. 34 et 43.

(2) Guérard, *op. cit.*, p. 284, 399.

les coutumes de Bourgogne et de Franché-Comté ⁽¹⁾, la prescription de trente ans que par celle de la Marche ⁽²⁾.

En Nivernais la mainmorte servile étant personnelle, les seules sources du servage sont la naissance et la convention.

I. — A toutes les époques et dans toutes les coutumes, l'enfant né de parents serfs était serf lui-même; mais la même uniformité n'existe plus lorsqu'il s'agissait d'un enfant issu d'un mariage mixte. Le droit coutumier n'a pas connu moins de cinq systèmes différents sur cette matière :

1° L'enfant suit la condition de sa mère « servitude vient de par les mères », « le fruit ensuit le ventre ». C'est la règle romaine, c'est celle qui est en vigueur en Beauvaisis du temps de Beaumanoir; elle fut adoptée par les coutumes de Rebaix, de Bar et de Troyes ⁽³⁾.

2° L'enfant suit la condition du père. C'est ce qui avait lieu dans les Bourgognes, et à Meaux lorsque le père était noble ⁽⁴⁾.

3° L'enfant est serf, « la pire condition emporte la meilleure ». C'est le système des lois barbares, il fut en vigueur en Nivernais et en Bourbonnais ⁽⁵⁾.

(1) Bourgogne, IX, art. 6; Franche-Comté, XIV, art. 2. Tout individu qui venait demeurer sur une terre de mainmorte devenait serf après l'an et jour.

(2) Marche, art. 125.

(3) Beaumanoir, ch. 45, n° 13, p. 222; Rebets (*Coutume locale dépendant de Meaux*), art. 4; Bar, VI, art. 92; Troyes, art. 8.

(4) Bourgogne, IX, art. 3; Franche-Comté, XIV, art. 10; Meaux, art. 77.

(5) Nivernais, art. 22; Bourbonnais, art. 199.

4° L'enfant est franc (Troyes) (1).

5° L'enfant a un droit d'option (Nivernais, Troyes) (2).

La coutume de Nivernais adopta la plus rigoureuse de ces règles, elle déclare serf l'enfant né d'un mariage mixte. Les feudistes expliquent cette bizarrerie par l'intérêt du seigneur : l'Église n'exigeant pas son consentement pour célébrer le mariage de ses serfs, ceux-ci auraient pu par leur seule volonté soustraire leur lignée à la servitude (3).

Quand l'un des parents avait changé de condition dans l'intervalle entre la conception et l'accouchement on appliquait la règle romaine : si c'était le père qui avait changé d'état, l'enfant suivait sa condition au moment de la conception; si c'était la mère, il suffisait qu'elle ait été libre à un moment quelconqué de sa grossesse pour que l'enfant naquit libre, en supposant que le père le fût lui-même (4).

Lorsque le père et la mère étaient serfs de deux seigneuries différentes leurs enfants étaient partagés entre les seigneurs (5).

Le droit d'option de l'enfant issu d'un mariage mixte est consacré en Nivernais par la coutume locale du Val de Lurcy en la châtellenie de Montenoison; d'après cette coutume le premier, le troisième, le cinquième enfant et ainsi de suite ont le droit d'élire la franchise dans l'année

(1) Troyes, art. 7 *in fine*.

(2) *Coutume locale du Val de Lurcy*, Nivernais, ch. IX; Troyes, art. 7.

(3) Dunod, *Traité des mainmortes*.

(4) Coquille, sous l'art. 23.

(5) Nivernais, art. 23.

du décès de leur père et mère ⁽¹⁾, les autres enfants demeurent serfs. Lorsque les deux époux sont serfs, le mari a le droit d'affranchir sa femme en l'avouant bourgeoise du comte de Nevers, pour que ses enfants puissent opter ⁽²⁾. L'option pour la liberté n'est faite qu'à la condition de l'abandon par l'optant de tous les biens de ses parents ⁽³⁾, c'est pourquoi Coquille nous dit qu'il est quelquefois utile d'élire la servitude. Cet abandon profite aux frères du renonçant, ou au seigneur si le renonçant est enfant unique ⁽⁴⁾.

Ce droit d'option est également admis par la coutume de Troyes pour les pays compris entre la Seine et l'Aube et entre la Seine et l'Yonne. Tous les enfants sans distinction d'ordre de naissance peuvent opter. Partout ailleurs en France cette institution paraît avoir été inconnue.

La coutume de Nivernais ne parle pas des bâtards des serfs; il est probable qu'on appliquait la coutume de Bourbonnais qui faisait suivre à l'enfant la condition de sa mère ⁽⁵⁾.

II. — Les oblations volontaires sont rares à l'époque coutumière, celles qu'on rencontre sont presque toutes antérieures à la rédaction des coutumes ⁽⁶⁾. Elles

(1) Nivernais, ch. IX, art. 3.

(2) Nivernais, ch. IX, art. 7.

(3) Nivernais, ch. IX, art. 5.

(4) Coquille, sous l'art. 5.

(5) Bourbonnais, art. 194.

(6) Charte de 1391 rapportée dans Morellet, *Du servage en Nivernais*; Archives de la Nièvre, notaires de Decize : 1^o 10 février 1294 (Rouy), 2^o 19 juin 1369 (Tamenay).

étaient toujours accompagnées de la donation des biens.

La qualité servile se prouvait par titre, c'est-à-dire par la convention originaire ou par reconnaissances, une seule reconnaissance ne suffisait pas, il en fallait au moins deux ⁽¹⁾. Peut-être aussi la preuve par présomptions fut-elle admise quoiqu'elle fût contraire à l'esprit de la coutume ⁽²⁾.

(1) *Encyclopédie méthodique*, v° *Mainmorte*, p. 695.

(2) V. Parmentier, *Mémoire sur la mainmorte de Marcy* dans Dupin, *Coutume de Nivernais*, appendice. En Bourbonnais ceux qui payaient les quatre deniers de Chantelle étaient réputés serfs et mainmortables, il est probable que la châtellenie de Chantelle fut la première en Bourbonnais à adopter la mainmorte. Ce nombre de quatre deniers paraît avoir été sacramental : à l'époque ancienne presque tous les non libres payaient quatre deniers, le *lidimonium* et la capitation collibertile étaient de quatre deniers. Les oblations volontaires se faisaient en plaçant quatre deniers sur sa tête, l'affranchissement, en les laissant tomber sur l'ordre du seigneur. Sur cette matière, V. Guérard, *Proleg. du polyptique d'Irminon*, p. 269 et 692 ; *Cartulaire de Saint-Père de Chartres*, I, 797, col. 1 ; Salmon et Grandmaison, *Le livre des serfs de Marmoutier*, p. XV ; Marchegay, *Les colliberts de Saint-Aubin d'Angers* ; Boudant, *Histoire de Chantelle*, p. 119 et Bouhier, *Commentaire sous l'art. 119 de l'ancienne coutume de Bourgogne* à propos du serf servage.

CHAPITRE II

Capacité des serfs.

Si nous laissons de côté les incapacités qui dérivent de la mainmorte et que nous étudierons dans la troisième partie, nous pouvons dire que le serf coutumier est presque pleinement capable. Il peut en général résider où bon lui semble, pourvu qu'il ne désavoue pas son seigneur ⁽¹⁾, il peut, sans autorisation exercer une profession quelconque sauf celle de prêtre; ainsi, il y eut des serfs notaires royaux, maîtres de poste, etc. ⁽²⁾; il peut se marier, contracter, être propriétaire, acheter, recevoir à titre gratuit ⁽³⁾, mais il ne peut pas recueillir la succession d'un homme libre ⁽⁴⁾; nous verrons dans quelle mesure il peut aliéner.

Le serf peut plaider même contre un homme franc,

(1) Beaumanoir, ch. 45, n° 36; p. 237; V. cependant chap. suiv.

(2) Jabely, sous l'art. 170 de la Coutume de la Marche; Chassin, *L'Église et les derniers serfs*, p. 4, citant Voltaire.

(3) Bourbonnais, art. 200, 204.

(4) Nivernais, art. 2, *Des successions*; *Contrà*, Bourbonnais, art. 200.

même contre son seigneur ⁽¹⁾. De tout temps les non libres furent admis à plaider contre leur maître sur la liberté, la quotité des redevances, ou toute autre cause de ce genre ⁽²⁾, mais au temps de Bouteiller ⁽³⁾ ils ne pouvaient être demandeurs contre un homme libre sans autorisation du roi; cette limitation a disparu à l'époque de la rédaction des coutumes.

Le serf peut, en principe, être cité comme témoin ⁽⁴⁾. A Rome les esclaves ne pouvaient pas plus être témoins que parties dans un procès ⁽⁵⁾, il en était à peu près de même chez les Germains ⁽⁶⁾. Au ^{xii}^e siècle, les serfs ne pouvaient être témoins en matière criminelle contre des hommes libres ni contre leur maître, ni en général dans les causes où le duel judiciaire était permis, mais ils pouvaient être entendus dans les procès civils où leur maître ne se trouvait pas engagé ⁽⁷⁾ et dans les causes où les gages de batailles étaient défendus.

Ces règles procèdent d'une part de l'idée de respect dû au seigneur, et d'autre part de l'idée de méfiance à l'égard du témoignage du serf à cause de sa trop grande dépendance envers son seigneur ⁽⁸⁾.

(1) Bourbonnais, art. 206; Morellet, *op. cit.*; Bogros, *op. cit.*, p. 47.

(2) Guérard, *op. cit.*, p. 229, 311.

(3) *Somme rurale*, I, 9.

(4) Bourbonnais, art. 205.

(5) « *Pro nullo isti habentur apud praetorem* », Ulp., D., 18, VIII, 1.

(6) Guérard, *op. cit.*, p. 310.

(7) Beaumanoir, ch. 39, n° 33, p. 103, 119 et ch. 63, n° 1.

(8) V. Franche-Comté, XIV, art. 19; Marche, art. 169.

En Nivernais, le serf ne peut pas témoigner contre son maître en matière criminelle, mais en matière civile, il peut être cité par lui ou par son adversaire sauf dans un cas : un serf qui plaide contre son seigneur sur la liberté ne peut citer comme témoins les autres serfs de la seigneurie ⁽¹⁾.

Nous avons dit que les serfs ne pouvaient être prêtres sans autorisation du seigneur; celui-ci, en effet eût perdu ses droits sur la personne du serf s'il en avait été autrement.

A l'origine les serfs devaient être affranchis pour pouvoir entrer dans les ordres à peine de déposition ⁽²⁾, mais il paraît que cette prescription ne fut pas toujours exécutée car aux VIII^e et IX^e siècles on signale un grand nombre de serfs prêtres; la papauté la renouvela. Cette prohibition passa dans le droit coutumier, Beaumanoir nous la signale et ajoute que les autres serfs doivent dénoncer au seigneur celui qui a mis ses enfants en religion sans autorisation ⁽³⁾. A partir de cette époque on n'exige plus l'affranchissement, mais une simple autorisation, le prêtre serf reste mainmortable et rachète au seigneur le droit aux tailles et aux corvées ⁽⁴⁾.

(1) Nivernais, art. 21.

(2) Coquille, sous l'art. 17; Guérard, *op. cit.*, p. 333.

(3) Beaumanoir, ch. 45, n° 28, p. 231.

(4) Bourgogne, IX, art. 20; Coquille, sous l'art. 17, Nivernais. Exemples d'affranchissements permettant d'entrer dans les ordres : *Notice sur Decize* par Girard, p. 93, et Parmentier, *op. cit.*; Archives de la Nièvre. E. notaires de Decize : affranchissement avec condition que le manumis aura le manumissor pour héritier (8 décembre 1479, Le Bourgoing).

La coutume de Nivernais est la seule avec celle de Meaux ⁽¹⁾ qui statue explicitement sur cette question, mais le silence des autres vient de ce que la règle était reconnue comme un axiome ⁽²⁾.

(1) Nivernais, art. 17 ; Meaux, ch. XIII, art. 79 ; et usance de Cornouailles pour le tenancier en *mote*.

(2) Parmentier, *Mainmorte de Marcy*, p. 486 dans Dupin.

CHAPITRE III

Obligations des serfs.

Les obligations auxquelles étaient soumis les serfs en tant que serfs étaient la taille seigneuriale ⁽¹⁾, les corvées, la résidence sur le tènement et l'aveu.

I. — Il y avait deux espèces de tailles seigneuriales, la taille serve et la taille franche, celui qui devait la première était présumé serf, au contraire, le paiement de la taille franche n'entraînait aucune présomption ⁽²⁾.

La taille franche et notamment la taille aux quatre cas ⁽³⁾ qui n'en était qu'une variété était un impôt levé sur tous les manants d'une seigneurie, sans distinction et

(1) Par opposition à la taille royale qui était levée sur tous les roturiers.

(2) Bourbonnais, art. 202.

(3) La taille aux quatre cas était ainsi appelée parce qu'elle se levait : 1^o Quand le seigneur mariait sa fille ; 2^o Quand il était fait chevalier ; 3^o Quand il partait pour la Terre sainte ; 4^o Quand il était prisonnier de guerre. Elle est consacrée par les coutumes de Bourbonnais, art. 29, 30, 344 ; d'Auvergne, XVII, art. 9, 15, 16 ; de la Marche, art. 150.

quelquefois même sur les vassaux; elle avait été établie à l'époque féodale par les seigneurs en vertu des droits régaliens qu'ils avaient. Les tailles franches, sauf peut-être la taille aux quatre cas, étaient rares en France, on n'en voit pas d'exemple en Nivernais (1).

La taille serve était également une sorte d'impôt personnel ou réel suivant les provinces, qui était proportionnel aux revenus du serf. A l'origine elle était levée arbitrairement par le seigneur lorsqu'il avait besoin d'argent. A l'époque de la rédaction des coutumes elle est périodique. Au moyen-âge le serf payait encore outre la taille, l'impôt de capitation ou chevage qui était fixe, généralement annuel, et qui était surtout reconnaissant; le chevage disparut probablement à l'époque où la taille devint périodique.

En Nivernais la taille était personnelle comme toutes les obligations serviles, le patrimoine entier du serf était affecté à la garantie du paiement, ses biens futurs même n'échappaient pas à cette garantie, et l'abandon des biens présents ne libérait pas le taillable (2). Mais la taille nivernaise avait aussi un certain caractère réel, car lorsque le

(1) On trouve un exemple curieux de taille franche dans la coutume de Bourbonnais (art. 195). Nul ne pouvait demeurer dans l'une des quatre chatellenies de mainmorte, Chantelle, Murat, Montluçon et Hérisson pendant l'an et jour qu'il ne dut la taille franche. Cette taille était présumée serve quand elle était due trois fois l'an (art. 202). Toute taille due à un vassal, c'est-à-dire à un autre seigneur que le duc était présumée serve (art. 197).

(2) Nivernais, art. 27.

tènement servile, c'est-à-dire la terre concédée était vendue à un homme libre ou à un serf d'une autre seigneurie, l'acquéreur pouvait être poursuivi pour les arrérages de la taille dus par le vendeur ⁽¹⁾.

En Nivernais, d'après la coutume, la taille était à *volonté raisonnable*, elle devait être fixée par deux ou trois prud'hommes d'après les moyens du taillable ⁽²⁾; mais en fait, les serfs étaient souvent *exploitables haut et bas* ⁽³⁾, c'est-à-dire à volonté comme en Bourbonnais ⁽⁴⁾. Dans les derniers siècles presque toutes les tailles étaient *abonnées* en France ⁽⁵⁾; la taille abonnée était ainsi appelée parce qu'elle était fixée d'avance de gré à gré une fois pour toutes; elle était très usitée en Nivernais ⁽⁶⁾.

La quotité de la taille était assez forte, Coquille semble dire qu'elle était du dixième des épargnes du serf ⁽⁷⁾. Au XIII^e siècle elle varie de 2 à 50 sols, mais la majorité des taillables ne paient que de 4 à 12 sols ⁽⁸⁾. Plus tard, les

(1) Nivernais, art. 3, 19 et 27 et Coquille, sous ces articles; Guyot, *Rép.*, v^o *Taille*.

(2) Nivernais, art. 1 et 2.

(3) En Bourgogne, cette expression désignait la taille aux quatre cas parce qu'elle était levée sur les nobles comme sur les serfs. *Encycl. méth.* et Guyot, *Rép.*, v^o *Taille haut et bas*; Ducange, *Glos.*, v^o *Tallia alta et bassa*. — Saint-Pierre-le-Moutier, art. 1^{er}, *Des servitudes*.

(4) Bourbonnais, art. 190.

(5) *Encycl. méth.*, v^o *Taille*.

(6) En Nivernais, elle s'appelait *abômée*; art. 5.

(7) Coquille, sous l'art. 2.

(8) Terrier de Nevers : en 1286, 114 taillables payèrent 193 livres, et en 1288, 1159 taillables payèrent 391 livres.

tailles royales croissant de plus en plus, les serfs se trouvèrent tellement surchargés d'impôts que les tailles seigneuriales diminuèrent, et Coquille constate avec amertume que de son temps « les rois prennent tant qu'il n'y a rien de reste pour les seigneurs », mais comme le dit M. Dupin, si les seigneurs étaient à plaindre, les serfs l'étaient bien davantage puisqu'on leur prenait tant qu'ils n'avaient rien de reste ⁽¹⁾.

En Nivernais, la taille se payait à la Saint-Barthélemy (24 août), soit tous les ans, soit tous les deux ou trois ans.

Les serfs étaient quelquefois quêtâbles. La quête, qui était perçue tous les deux ans au plus, n'était qu'une taille ordinaire portant un autre nom. Tantôt elle constituait la redevance unique des serfs, qui s'appelaient alors *questaux* comme dans les pays du Sud-Ouest, Bayonne, Saint-Sever, Bordeaux; tantôt, comme autrefois, en Nivernais, elle était cumulée avec la taille ⁽²⁾.

Anciennement, les serfs étaient quelquefois soumis à d'autres prestations dues *de capite suo* : la *coutume* qui consistait en oies et poules ou en deniers et avoine, et les *menues redevances* qui consistaient en deniers, avoine et poules ⁽³⁾.

Notre coutume ne parle pas des corvées ⁽⁴⁾, elle se borne

(1) Coquille et Dupin, sous l'art. 1^{er}, éd. Dupin.

(2) *Encycl. méthod.*, v^o *Quête*; Saint-Pierre-le-Moûtier, art. 2; Nivernais, art. 4; ancienne coutume, art. 2.

(3) *Terrier de Nevers*, p. 61, 64, 162, 170. Lathaumassière, *Coutumes locales de Berry*, introduction.

(4) D'après l'ancienne coutume (art. 1^{er} *des serv.*). Les serfs sont corvéables à volonté raisonnable.

à réserver le droit des seigneurs. Elles consistaient en travaux agricoles, généralement en charrois; elles ne devaient durer que d'un soleil à l'autre et Coquille décide, en s'inspirant de la coutume d'Auvergne, qu'on ne devrait en exiger que douze par an, réparties dans l'année de façon à gêner le moins possible les corvéables ⁽¹⁾.

En droit commun coutumier, la taille et les corvées ne s'arréageaient pas ⁽²⁾, mais il faut en décider autrement pour notre province. La coutume de Nivernais dit expressément que la taille s'arréage, à propos de la fuite du serf et de la vente du tènement servile ⁽³⁾. De même, la plupart des anciens auteurs décident que la taille est prescriptible ⁽⁴⁾, mais la coutume de Nivernais, qui déclare prescriptibles le cens et la redevance bordelière, est muette sur la taille; elle n'autorise que la prescription de sa quotité, ainsi que la prescription du nombre des corvées et de leur mode de prestation ⁽⁵⁾.

II. — En principe, le serf était tenu de résider sur son tènement ⁽⁶⁾, mais déjà au temps de Beaumanoir il pouvait habiter où bon lui semblait, pourvu qu'il ne désavouât pas son seigneur et qu'il payât le chevage, le formariage et les profits; s'il désavouait, il était considéré comme

(1) Coquille, sous l'art. 5; Auvergne, XXV, art. 18. — En Bourbonnais, les serfs ne devaient que quatre corvées par an, art. 191.

(2) *Encycl. method.*, v° *Taille*. — Marche, art. 144.

(3) Nivernais, art. 27 et 19.

(4) Dunod, *Traité des mainmortes*; *Encycl. method.*, v° *Taille*.

(5) Nivernais, art. 4.

(6) Marche, art. 142.

fugitif et pouvait être ramené par la force ⁽¹⁾. C'était le droit de poursuite; le seigneur avait le droit de l'exercer partout, sauf en certains lieux francs ⁽²⁾.

En Nivernais, à l'époque de la rédaction de la coutume, le serf pouvait habiter où il voulait, mais il ne devait pas abandonner sa tenure et la laisser inculte. Lorsqu'il abandonnait, la sanction n'était plus la poursuite, le seigneur n'avait plus que le droit de saisir l'héritage et de faire les fruits siens; si au bout de trente ans ⁽³⁾ le serf n'était pas revenu prendre possession de son bien, le seigneur en devenait propriétaire incommutable. Il en était de même en matière de cens ⁽⁴⁾.

Le droit de poursuite, dans le sens que nous lui connaissons, disparut d'assez bonne heure; en Nivernais, il semble ne plus exister dès le commencement du xiv^e

(1) Beaumanoir, ch. 45, n° 36, p. 237; n° 19, p. 226.

(2) Toulouse, Saint-Malo, Bourges, Valenciennes, Issoudun, Dun-le-Roi, Meung-sur-Yèvre, Maisons en Champagne, etc. Lathaumassière, *op. cit.*; Viollet, *Histoire du droit*. — En Bourbonnais, Gannat, Montaigut en Combraille, Chantelle et Montluçon. *Procès-verbal de la deuxième coutume*, sous l'art. 25. Chantelle et Montluçon étaient des pays de servage d'après les art. 192, 202 et 203; il y a là une contradiction d'autant plus difficile à élucider que les députés de ces deux châtellenies n'ont pas fait opposition à ces articles comme ils l'avaient fait à l'art. 25; seuls les députés de Murat ont déclaré qu'il n'y avait plus que des tailles franches dans leur châtellenie.

(3) Au bout de dix ans en Bourgogne (IX, art. 22), en Franche-Comté (XIV, art. 11), et en Marche (art. 170). Au bout de quinze ans d'après l'ancienne coutume de Nivernais (art. 22).

(4) Nivernais, art. 11 *des cens*.

siècle (1). Mais si la chose disparut le nom subsista : dans les coutumes, le droit de poursuite est non plus une contrainte par corps, mais le droit de réclamer la taille et le droit de prendre l'échute en quelque lieu que le serf soit décédé, même dans une province où la mainmorte n'est pas admise et même aussi dans les lieux de franchise. En un mot, le droit de poursuite ne donnait plus au seigneur que le droit d'attaquer son serf devant la juridiction de la résidence de ce dernier et de le faire juger selon la coutume de la province d'où il s'était échappé.

Ces principes furent incontestés jusqu'en 1760, époque à laquelle la jurisprudence du parlement de Paris, sous l'influence des idées nouvelles, fut amenée à méconnaître complètement le droit de poursuite : un seigneur niver nais, le marquis de la Tournelle, prétendait exercer son droit d'échute sur la succession d'un de ses serfs décédé à Paris ; la Cour, adoptant les conclusions de l'avocat général Séguier, dont l'éloquent réquisitoire est resté célèbre, débouta le seigneur de sa demande (2). « La mainmorte est odieuse, dit Séguier, il faut la supprimer, la liberté est favorable, il faut en quelque sorte la forcer. » Les motifs de l'arrêt se résument en cette phrase, il ne

(1) Le seigneur d'Apremont affranchit collectivement ses serfs en 1326, « disant que pour cause de cette condition de mainmorte, plusieurs de ses hommes et subjects se sont allés et s'en vont de jour en jour en Bourbonnois, qui est joignant ladite terre et autre part afin qu'ils soient quittes et exempts de cette mainmorte. » *Bulletin de la Société nivernaise*, 1883, p. 288.

(2) Arrêt du 17 juin 1760, cité dans Guyot, *Répertoire*, v^o *Mainmorte*.

pouvait pas y en avoir d'autres, puisque la coutume était violée. Cette jurisprudence fut confirmée par l'édit de Louis XVI du 10 août 1779, qui supprime complètement le droit de poursuite ⁽¹⁾.

Enfin le serf devait faire aveu à chaque mutation d'homme. On rencontre peu de reconnaissances dans les chartes, soit que cette formalité ne fût pas exigée, soit qu'elle se fit verbalement ⁽²⁾.

Telles étaient les obligations serviles des serfs niver-nais; mais ils étaient aussi tenus aux obligations qui pe-saient sur tous les roturiers en général comme de payer la taille royale et la dîme, et à celles qui incombaient à tous les manants de leur seigneurie comme de faire guet et garde et d'être soumis aux banalités. On peut penser que lorsqu'un serf avait payé la taille royale, la taille seigneuriale et la dîme il ne lui restait pas grand chose ⁽³⁾,

(1) Dans Isambert, XXVI, p. 139.

(2) V. Cependant deux reconnaissances dans le terrier de Decize, fo 241, v° 243 r°.

(3) Une sentence arbitrale rendue en 1402 entre le seigneur de Damas-Crux et les habitants de Crux déclare :

1° Que ces habitants sont tous serfs de poursuite et de mainmorte.

2° Qu'ils sont soumis au ban de vendanges.

3° Qu'ils doivent faire cuire leur pain au four banal à peine de 60 sous d'amende.

4° Qu'ils doivent faire moudre leur grain aux moulins banaux à peine de 3 sous 6 deniers d'amende.

5° Qu'ils sont corvéables 14 fois l'an.

6° Qu'ils doivent fournir au carême prenant une géline et un oison.

7° Que les hommes sont tenus de faire le guet au château à peine de 3 sous 4 deniers d'amende.

si l'on en croit certains auteurs, plus des deux tiers des revenus du serf étaient absorbés par les impôts ⁽¹⁾.

8° Que les habitants des Faux paieront la dîme de cochons et de lait.

9° Que ceux des Maisons-du-Bois feront des haies au bois et les garderont les jours de chasse.

10° Que les mariés ne seront plus tenus de fournir un gâteau et deux gélînes.

(Inv. som. E 647)

V. aussi sur certaines obligations bizarres des paysans nivernais, comme de battre l'eau des fossés du château pour empêcher les grenouilles d'interrompre le sommeil des maîtres, etc., et sur le droit de prélibation : Jaubert aîné, *Souvenirs du bon vieux temps dans le Nivernais et particulièrement dans le Bazois...*, 1 br. Nevers, 1837.

(1) Chassin, *L'Église et les derniers serfs*; Boncerf, *Les inconvénients des droits féodaux*, p. 10, n. 1.

CHAPITRE IV

Mariage des serfs.

Jadis jusqu'à la fin de l'époque carolingienne l'époux libre, dans un mariage mixte, devenait esclave du maître de l'autre ⁽¹⁾.

Il n'en est plus ainsi en droit coutumier sauf dans les Bourgognes où la femme franche est réputée mainmorteable durant son mariage avec un serf; encore peut-elle redevenir libre en délaissant ses biens au seigneur dans l'an et jour du décès de son mari. Mais il est probable que la coutume statuant de *eo quod plerumque fit* a supposé *a priori* que la femme a été habiter sur le tènement de son mari, car lorsqu'il s'agit d'un homme libre qui épouse une serve, la coutume ne le déclare serf que s'il va demeurer sur le meix de sa femme, c'est pour cela que nous n'avons pas considéré le mariage comme une des sources de la condition servile ⁽²⁾.

(1) Guérard, *op. cit.*, p. 384, 399.

(2) Bourgogne, art. 8, IX; Franche-Comté, art. 3 et 9, XIV.

En Nivernais et en Bourbonnais où la mainmorte servile est personnelle, la femme franche qui épouse un serf reste franche même si elle va demeurer sur le tènement de son mari.

Le formariage qui est consacré par plusieurs coutumes ⁽¹⁾ n'existe pas dans nos deux provinces et on n'en voit aucune trace dans les coutumes ni dans les chartes. Il consistait dans l'abandon par la femme qui épousait un homme libre ou un serf d'une autre seigneurie de tout ou partie de ses biens de mainmorte à son seigneur. Ce droit avait moins de raison d'être dans les coutumes qui admettaient la maxime « Le pire emporte le bon » que dans celles qui, comme la coutume de Bourgogne, faisaient suivre à l'enfant la condition du père.

Notre province [a connu en matière de mariage des serfs deux institutions curieuses : l'une qui lui était propre, le mariage franc, et l'autre qui paraît au contraire avoir été assez répandue, le mariage par échange.

Le mariage franc ⁽²⁾ a pour origine un privilège accordé par Mahaut de Courtenay, comtesse de Nevers en 1235 ⁽³⁾. Lorsqu'une fille serve était mariée franchement par ses parents, elle quittait sa seigneurie pour suivre la condition

(1) Bourgogne, IX, art. 21 ; Franche-Comté, art. 5 ; Vitry, art. 144, Troyes, art. 3 ; Meaux, XIII, art. 78.

(2) Nivernais, art. 16 ; Saint-Pierre-Le-Moûtier, art. 10 ; *Des servitudes*. — V. un exemple dans les Archives des notaires de Decize.

(3) Coquille, sous l'art. 16. Cf. Née de la Rochelle, *op. cit.*, qui donne comme date 1230.

ou la seigneurie de son mari. Si elle épousait un homme libre, elle devenait libre, ce qui avait pour conséquence de soustraire sa postérité au servage; si elle épousait un serf elle devenait serve du seigneur de son mari. Le mariage franc aboutissait donc à un désaveu car le seigneur de la fille ne pouvait pas s'y opposer; mais il ne faudrait pas croire que la charte de 1235 ait eu pour but de supprimer le formariage car rien ne prouve que ce droit ait jamais existé en Nivernais, et cela n'expliquerait pas son absence en Bourbonnais où le mariage franc était inconnu. D'ailleurs, lorsqu'une fille se formariait sans être dans les conditions voulues pour être mariée franchement, elle eût dû le formariage et ce droit eût subsisté dans la coutume.

Pour que le mariage franc fût valable il fallait que les parents de la fille ou l'un d'eux ⁽¹⁾ fussent vivants et consentissent au mariage, la fille ainsi mariée ne pouvait recevoir que des meubles en dot, elle perdait tout droit à la succession de ses parsonniers ⁽²⁾. Lorsqu'elle était mariée à un serf elle pouvait dans l'an et jour du décès de son mari retourner dans sa seigneurie d'origine; mais elle ne recouvrait pas les droits successoraux qu'elle avait perdus.

L'article de la coutume qui consacre le mariage franc

(1) Dans l'ancienne coutume, il fallait que les père et mère soient tous deux vivants. Appendice, Ancienne coutume, art. 10; Coutume de Saint-Pierre, art. 10, *Des servitudes*.

(2) Lorsque la fille était mariée à un homme libre cela se comprenait car le franc ne succède pas au serf (art. 2, *Des successions*).

réserve le droit des seigneurs qui « ne perdent ne gagnent » : leurs serves ne pouvaient être mariées franchement et les filles d'autres seigneuries qui épousaient leurs serfs n'entraient pas dans la leur.

Arrivons maintenant au mariage par échange ⁽¹⁾, le nom indique suffisamment en quoi consistait la chose : deux familles de serfs ayant chacune un fils et une fille convenaient de marier leurs enfants entre eux, et s'entendaient pour que, les garçons restant chacun dans sa communauté, les filles quittassent la leur pour prendre feu et lieu dans le meix de leur mari. Chaque fille perdait ses droits dans la communauté qu'elle quittait et acquérait, dans celle où elle entrait, les droits qu'avait perdus l'autre fille ⁽²⁾; il s'opérait une véritable subrogation.

Nous avons supposé un échange de filles, mais on pouvait procéder par échange de garçons ou d'une fille contre un garçon.

Les conditions nécessaires à la validité du mariage par

(1) Nivernais, art. 31, *Des serv. pers.*; art. 25, *Du droit des gens mariés*. Bourbonnais, art. 265; Saint-Pierre-Le-Moûtier, art. 25, *Des servitudes*, art. 17, *Des gens mariés*; Ancienne coutume de Nivernais, art. 15, *Des gens mariés*.

(2) L'enfant échangé ne devenait pas nécessairement parsonnier dans la nouvelle communauté car il n'acquérait que les droits de l'enfant qu'il remplaçait. En cas de mariage ordinaire, c'est-à-dire sans échange, le gendre ou la bru qui tenait feu et lieu avec les parents de son conjoint devenait au contraire parsonnier pour les meubles existants et les meubles et conquêts à venir. Nivernais, art. 21, *Des gens mariés*; Ancienne coutume, art. 14, *eod. tit.*; Saint-Pierre, art. 8, *eod. tit.*

échange étaient la convention expresse par contrat de mariage, la résidence des enfants échangés dans la communauté de leurs conjoints, et le consentement des père et mère; en Bourbonnais on exigeait en outre le consentement des ascendants ce qui était logique car les subrogés étaient habiles à leur succéder.

Le subrogé était un véritable enfant adoptif, il succédait aux parents de son conjoint, mais non à ses collatéraux, ceux-ci en effet n'avaient pas pu s'opposer au mariage, il était juste qu'ils n'eussent pas d'héritier malgré eux. De même qu'aujourd'hui l'adoptant ne succède pas à l'adopté, les parents adoptifs de l'enfant échangé ne lui succédaient pas (1).

Le subrogé conservait ses droits à la succession de ses collatéraux naturels, car il n'était pas héritier de ses collatéraux adoptifs. Cependant en Bourbonnais il n'en était pas de même car la fille échangée était considérée comme apanée : cet échange, dit un commentateur « sonné en appanage (2) ».

Le mariage par échange n'était pas opposable aux seigneurs quand les familles coéchangistes étaient de différentes seigneuries. Les subrogés n'acquéraient aucun droit sur les terres serviles de leur nouvelle famille sans le consentement du seigneur, mais ils succédaient aux meubles et acquêts; en Bourbonnais ils ne succédaient

(1) Cf. art. 350, 351 du Code civil.

(2) Auroux des Pommiers, sous l'art. 265, Bourbonnais. Cf. Nivernais, art. 24, *Des gens mariés* et Saint-Pierre, art. 9, *Des gens mariés*.

pas aux terres serviles ni aux terres de mainmorte réelle⁽¹⁾.

Le mariage par échange est probablement fort ancien, peut-être était-il connu des Romains, car un rhéteur ⁽²⁾ du deuxième siècle écrit : *Interdum etiam dantur invicem filii adoptandi*. On le rencontre à Paris à une époque bien antérieure à la rédaction des coutumes ⁽³⁾. Au xv^e siècle il existe en Nivernais, en Bourbonnais, en Saintonge, en Angoumois, dans les pays de droit écrit voisins de

(1) Bourbonnais, art. 265. — Il en était de même à Saint-Pierre-Le-Moûtier, Appendice, art. 17, *Des gens mariés*.

(2) Calpurnius Flaccus, n^o 51, cité par de Laurière, *Gloss.*, v^o *Eschange*.

(3) Charte non datée rapportée dans du Breuil, *Le théâtre des antiquités de Paris*, 1639, p. 281.

In nomine sanctæ et individue Trinitatis, Ego Odo Dei gratia Abbas sanctæ Genovefæ, et cæteri fratres nostri, communi consilio concessimus, quod quædam Ancilla sanctæ Genovefæ nomine Ermengardis filia Guidonis Majoris de Fontineto cuidam servo sancti Germani nomine Everardo filio Petri, et Hersendis uxor daretur, quam Ermengardem ab omni jugo servitutis, qua nobis astringebatur, absolvimus, et ut fieret ancilla sancti Germani de pratis, et in eam legem servitutis in qua maritus suus est transiret, concessimus : sed Hugo venerabilis Abbas sancti Germani, et ejusdem Monasterii venerabilis conventus Mutuam vicissitudinem reddentes, concessere cuidam servo nostro nomine Engelberto de Fontineto dari uxorem, quandam ancillam sancti Germani nomine Benedictam, et absolventes eam a jugo pristinæ servitutis transire in qua est maritus suus. Ut autem Iternæ mutationis Concessio in posterum permaneat litteras inde fieri decrevimus et ipsi nobis tuas, cum sui sigilo auctoritate et nos eis nostras, cum nostri auctoritate sigili tradimus.

V. aussi chap. 278 des *Assises de Jérusalem* : « Se aucun vilain de que que ce soit se marie avec vilaine d'autre leu sans le commandement du Seigneur de la vilaine, le Seigneur dou vilain, à qui sera mariée la vilaine étrange, rendra au Seigneur de la vilaine une autre en échange... »

ces deux provinces ⁽¹⁾ et peut-être aussi en Bourgogne ⁽²⁾.

Quelle pouvait être l'utilité de cette institution? Était-ce un moyen d'éluder le formariage? Non, car nous venons de voir que la convention d'échange n'était pas opposable au seigneur. Était-ce un moyen d'écarter le droit d'échute ou la réversion? En Nivernais et en Bourbonnais il est possible que les mainmortables, serfs ou bordeliers aient cherché par là à éviter le démembrement d'une famille au profit d'une autre, mais il ne faut pas perdre de vue que même dans ces pays le mariage par échange n'était pas réservé aux mainmortables ⁽³⁾ et qu'il était peut-être plus répandu dans les pays où la mainmorte n'existait pas. Selon nous, l'échange avait pour but d'arriver à une répartition des mâles entre deux familles qui avaient résolu de marier leurs enfants entre eux; sous l'ancien régime, les ouvriers agricoles étaient rares, et les cultivateurs avaient intérêt à posséder de nombreuses familles, riches surtout en garçons qui sont plus aptes que les filles au ménage des champs; nous savons en outre

(1) Saintonge, I, art. 1^{er}, et Commentaire de Cosme Béchet, *L'usage de Saintonge*, p. 280; Angoumois, Commentaire de Vigier, p. 351 et 352 aa.

(2) Chasseneuz, *Consuetudines ducatus Burgundiæ*, 1581, p. 1299, § 21, signale le mariage par échange en Bourgogne et dit : *practici mihi dice-runt ita observatur*; mais il ajoute : *nundum tamen vidi in facto*. De Laurière cite une charte du comte de Sancerre, où il est question du mariage par échange entre les serfs du comte et ceux de l'abbaye de Saint-Satur, mais ces villes se trouvent sur la frontière du Berry et du Nivernais. La charte est dans Lathaumassière, *op. cit.*

(3) Nivernais, art. 25, *Des gens mariés*; Bourbonnais, art. 265.

que notre institution était principalement usitée chez les paysans ⁽¹⁾. Si donc nous supposons deux familles possédant l'une deux filles et l'autre deux garçons, la première allait se trouver démembrée par le mariage de ses filles, car il était d'usage que les filles allassent habiter avec leurs maris et non réciproquement, nous en trouvons la preuve en ce fait que le droit de formariage était généralement perçu par le seigneur de la femme ; l'échange avait pour effet de répartir les deux couples dans chacune des deux familles et l'adoption qu'il impliquait consolidait cet échange.

Il est probable que l'influence du droit romain ne fut pas étrangère au développement de ce genre d'adoption, non seulement dans les pays de droit écrit, mais même dans les pays de coutume. En Nivernais il fut encore favorisé par le grand nombre des communautés agricoles ; dans cette province le mariage par échange et les communautés furent si ancrés dans les mœurs qu'ils survécurent à la Révolution ⁽²⁾.

(1) Vigier, *Coutume d'Angoumois*, p. 352 aa ; Cosme Béchet, *L'usage de Saintonge*, p. 280 ; la coutume de Bourbonnais l'interdit aux nobles, note précédente.

(2) v. Dupin, *Lettre sur la communauté des Jault, en appendice à la coutume*. — Le même auteur raconte qu'il a célébré un mariage par échange en 1838 en qualité de maire de Gacogne en Morvan. *Le Morvan*, p. 99 et *Introd. à la coutume*, p. xvii. M. Viollet dit qu'il n'a pas trouvé trace de ce mariage et suppose qu'il ne devait y avoir qu'une convention verbale (*Histoire du droit*, p. 490 et note 6). — Sur les communautés nivernaises, Albert Maron, *La communauté des Jault*, 1890 (Bibl. de Nevers), de Cheverry, *Monographie des fermiers à communauté taissable du Nivernais*, dans *L'ouvrier des Deux-Mondes* de Le Play, t. V.

CHAPITRE V

Extinction de la condition servile.

En droit coutumier les divers modes d'extinction de la condition servile étaient : l'affranchissement, le délaissement qu'on appelait aussi déguerpissement ou désaveu, la prescription, l'aveu de bourgeoisie, l'élévation à la dignité épiscopale et le mariage.

Le délaissement n'était admis que par les coutumes où la mainmorte servile était réelle ⁽¹⁾, il n'était donc pas un mode d'acquisition de la liberté en Nivernais et en Bourbonnais. La prescription était également repoussée par notre coutume, car elle décide que le seigneur conserve son droit aux tailles même après trente ans de la fuite du serf ⁽²⁾; cependant Coquille subissant l'influence des cou-

(1) Bourgogne, IX, art. 9; Franche-Comté, XIV, art. 4; Marche, art. 145.

(2) Art. 27 et 28. Nivernais. — La prescription était admise par les coutumes de la Marche, art. 125; de Vitry, art. 146; et de Chaumont, art. 18; elle était repoussée par celles de Bourgogne, IX, art. 2; de Franche-Comté, XIV, art. 1^{er}; de Bourbonnais, art. 25.

tumes voisines pense que le serf qui a joui pendant vingt ou trente ans de la possession d'état d'homme libre a prescrit la liberté ⁽¹⁾; mais ce même auteur signale sans y répondre l'argument que nous invoquons en faveur de l'opinion contraire, et il déclare ailleurs que la servitude « tient et adhère à la chair et aux os ».

Mais, si d'après la coutume de Nivernais le lien servile est imprescriptible, il n'en est pas de même de la mainmorte ⁽²⁾ qui peut s'éteindre par prescription; mais il faut pour cela que le seigneur ait négligé sciemment pendant un certain délai de recueillir une ou plusieurs échutes.

L'aveu de bourgeoisie était une sorte de désaveu, mais il n'avait aucun caractère réel et ne présupposait nullement l'abandon du meix ⁽³⁾.

L'élévation à l'épiscopat qui, de droit commun délivrait du servage ⁽⁴⁾, ne produisait pas cet effet en Nivernais et l'on cite un évêque de Nevers célèbre en son temps qui mourut serf ⁽⁵⁾.

(1) Coquille, sous l'art. 6.

(2) Nivernais, art. 7.

(3) Lathaumassière, *Coutumes locales de Berry*. — En Nivernais l'aveu de bourgeoisie était autorisé par la coutume locale du Val de Lurey dans un cas particulier que nous avons vu : un père qui voulait faire bénéficier ses enfants du droit d'option pour la franchise, pouvait avouer sa femme bourgeoise du duc de Nivernais (Nivernais, IX, art. 7).

(4) *Code Just.*, I, 3. 38. — Du temps de Beaumanoir, le sous-diaconat conférait la franchise. Ch. 45, n° 28.

(5) Jean Germain, évêque de Nevers, puis de Chalon-sur-Saône, chancelier de la Toison d'or, député du duc de Bourgogne à deux conciles généraux fut serf. Il y a aux archives de la Chambre des comptes de Ne-

Le mariage était aussi un mode d'acquisition de la liberté, pour la femme. En Bourgogne, une femme serve qui épousait un homme libre devenait libre (1). Nous avons vu qu'il en était de même en Nivernais sous certaines conditions.

L'affranchissement était le mode normal d'extinction de la qualité servile. Il pouvait être collectif ou individuel; il pouvait n'être que partiel et ne porter que sur la mainmorte, la taille ou toute autre obligation servile.

Des conditions souvent fort onéreuses étaient imposées aux affranchis, comme une augmentation des charges (2),

vers une pièce relative à ce prélat sur la nature de laquelle on n'est pas d'accord. Coquille (sous l'art. 6 de la Coutume) et M. L. de Sainte-Marie (*Recherches historiques sur Nevers*,) y voient un affranchissement de Jean Germain par le seigneur de la Perrière, approuvé par le comte de Nevers son suzerain, le 17 février 1451, avec des lettres de Philippe le Bon, duc de Bourgogne datées du 25 septembre 1461 portant mainlevée au profit du comte de Nevers des droits qu'il peut avoir sur la succession de Jean Germain. D'autre part, M. Eysebach (*Inventaire des titres de la Chambre des comptes de Nevers*) prétend que cet évêque n'a jamais été affranchi et que l'acte cité par Coquille est une ratification par Charles, comte de Nevers, de l'affranchissement de Jacob Germain, père de l'évêque, affranchissement fait par le duc de Bourgogne, en 1431, en qualité de tuteur du comte de Nevers. Cet affranchissement aurait été personnel puisque la succession de Jean Germain fait l'objet des lettres de 1461.

(1) Bourgogne, IX, art. 7, v. aussi Franche-Comté, XIV, art. 5. — v. *supra*, p. 34.

(2) *Inv. som. des archives de la Nièvre*, E. 643 : affranchissement avec augmentation du tiers des charges. — Affranchissement des habitants de Clamecy par Hervé, comte de Nevers, en 1213, moyennant la dîme des fruits et cinq sols tournois par an et par feu (née de la Rochelle, *op. cit.*, p. 154 et 388. — Dupin, *Coutume de Nivernais*, appendice, p. 469).

le paiement d'une somme fixe ⁽¹⁾ qui était souvent présentée comme prix du rachat des tailles et des corvées ⁽²⁾; malgré cela, la plupart des actes d'affranchissement contiennent des phrases pompeuses sur la liberté, l'égalité des hommes et les doctrines du Christ ⁽³⁾.

Aucune forme n'était requise pour la validité de l'affranchissement. Mais le plus souvent, il était fait par acte notarié.

L'affranchissement produisait deux effets : le premier était de dépouiller le seigneur direct, *manumissor*, de tout droit sur la personne du serf, mais celui-ci ne devenait pas libre, *ipso facto*, il devenait serf du suzerain en vertu du droit de *dévolut* car il était réputé immeuble et le seigneur abrégeait son fief en affranchissant un de ses hommes; l'affranchi devait pour devenir libre, obtenir la ratification de tous les suzerains jusqu'au roi ⁽⁴⁾.

Le second effet était relatif aux biens du serf, il consistait à faire passer de plein droit dans la main du *manumissor* les héritages mouvants de la servitude, c'est-à-dire

(1) Affranchissement par Henri II des taillables francs des quatre châtellenies bourbonnaises moyennant 30,000 livres et 2 sols par an de droit de bourgeoisie (Auroux des Pommiers, sous les art. 192, 195 et Boudant, *Histoire de Chantelle*, p. 119).

(2) Affranchissement des habitants d'Auxerre par la comtesse Mahaut (*Ordonnances de Secousse*, VI, p. 419).

(3) *Inv. som.*, E. 643 ; Société Nivernaise, 1869, p. 366 ; Girard, *Histoire de Decize*, appendice, etc.

(4) Coquille, sous l'art. 26 ; Beaumanoir, ch. 45, n° 18, p. 225 ; Loisel, *Institutes coutumières*, n° 91.

les terres serviles ⁽¹⁾. Coquille donne, comme raison à cette disposition, qu'un homme libre ne peut pas tenir des héritages serfs, mais la raison ne nous semble pas bonne, en Nivernais la possession de la terre n'a jamais d'influence sur la qualité des personnes car la prise de meix y est inconnue, « ne sont aucuns serfs sinon par naissance ». A notre avis il faut expliquer cette règle par l'idée de concession conditionnelle, le seigneur a donné des terres à ses serfs, elles lui font retour lorsqu'il affranchit les tenanciers; il se passe quelque chose d'analogue au délaissement, l'affranchissement est une sorte de désaveu, *a parte domini*.

Quelquefois le serf abandonnait tous ses biens au seigneur comme prix de l'affranchissement ⁽²⁾.

Le plus souvent les terres rétrocédées ou abandonnées par le serf étaient reprises par lui à titre de bordelage ⁽³⁾, de cette façon l'affranchi demeurait soumis au seigneur qui reprenait ainsi d'une main ce qu'il donnait de l'autre : il conservait son droit de réversion sur les immeubles et la taille subsistait en changeant de nom. De son côté le serf gagnait un peu au change car le fruit de ses épargnes n'était plus soumis à la mainmorte.

Lorsque l'affranchi avait repris ses biens des mains du seigneur, il les possédait en vertu d'un titre nouveau,

(1) Nivernais, art. 26.

(2) *Inv. som.*, E. 305, 482, 643, etc.

(3) Coquille, sous l'art. 26; Parmentier, *Mainmorte de Marcy*, dans Dupin, *Coutume de Nivernais*, p. 487; *Inv. som.* B. 8.

nous verrons plus loin les conséquences de ce principe ⁽¹⁾.

L'affranchissement était irrévocable, Coquille décide même que la nullité ne pouvait être opposée au bénéficiaire ⁽²⁾, il est probable aussi qu'à l'époque coutumière les règles romaines sur la rétrusion en esclavage pour cause d'ingratitude n'étaient plus appliquées.

(1) Coquille, sous l'art. 26.

(2) Coquille, *loc. cit.* et *Questions et réponses*, n° 284.

DEUXIÈME PARTIE

DE LA MAINMORTE RÉELLE EN NIVERNAIS OU DU BORDELAGE.

CHAPITRE PREMIER

Généralités.

A côté de la mainmorte servile, il y eut dans certaines parties de la France une mainmorte franche, qui se distinguait de la première en ce qu'elle était une condition des terres et non des personnes, les tenanciers n'étaient pas nécessairement serfs et leurs biens n'étaient pas soumis au droit d'échute, la terre concédée étant seule sujette à réversion. Cela revient à dire que cette mainmorte était réelle.

L'origine de la mainmorte franche est assez obscure. Nous pensons cependant qu'elle est née des affranchissements de serfs. Nous avons vu qu'en Nivernais, lorsqu'un seigneur affranchissait son serf, celui-ci était générale-

ment maintenu dans son tènement, qu'il reprenait des mains du seigneur à titre de bordelage ⁽¹⁾. Coquille nous dit que de son temps cela se pratique communément et nous en trouvons de nombreux exemples dans les chartes antérieures. Cette explication se trouve confirmée par ce fait que les bordelages ne sont guère antérieurs au ^{xiii}^e siècle ⁽²⁾, qui est l'époque la plus active des affranchissements. Il en est probablement de même pour les autres tenures en mainmorte franche, bien que les documents fassent défaut.

On voit donc que les bordelages ont une origine commune avec la plupart des censives (et, d'ailleurs, nous savons qu'en Nivernais les affranchis reprenaient souvent leurs terres à cens). On peut donc à ce point de vue les considérer comme une variété de censives, mais il n'en est pas moins vrai qu'ils ont tous les caractères de la mainmorte ⁽³⁾ et qu'à la Révolution ils ont été supprimés comme tenures en mainmorte et non comme cens.

Par cette convention, le tènement servile demeurait soumis à la réversion, les redevances que payaient autrefois le serf *de capite suo*, étaient transformées en charges réelles. Le droit d'échute était supprimé parce qu'il était incompatible avec l'idée de simple tenure et la poursuite, qui est une sanction personnelle, était remplacée par une

(1) V. *suprà*, p. 45, n. 3.

(2) De Lespinasse, *Des bordelages*.

(3) Rapport de Merlin du 8 février 1790, *Archives parlementaires*, t. XI, p. 502, col. 1, n. 1.

sanction réelle qu'on emprunta à l'emphytéose, la com-mise.

La mainmorte franche était usitée en Nivernais et en Bourbonnais sous le nom de *bordelage* ⁽¹⁾, dans cette dernière province elle portait aussi le nom de *taille réelle* qui d'ailleurs paraît avoir été moins répandu dans l'usage que le premier. Elle fut également usitée dans le pays de Combraille en Auvergne sous la simple dénomination de mainmorte ou d'*emphytéose conditionnée*. « Le seigneur qui a droit de mainmorte dit la coutume d'Auvergne, succède à son emphytéote conditionné, séparé et divis de ses parents ou lignagers qui trépassé sans descendants de son corps en loyal mariage, à *l'héritage conditionné tant seulement* ». Et l'article deuxième du titre indique bien que cette mainmorte était franche « il y a aucuns de serve condition, de mainmorte et de suite, et les autres francs et affranchis ⁽²⁾ ».

(1) De l'ancien mot *Borde* qui signifiait maison aux champs et qui était probablement le synonyme germanique de l'expression romane *Manse*. (Coquille, *Coutume*, ch. VIII, préambule ; Ducange, *Gloss.*, v° *Bord*, *Bordelagium*). Avant d'avoir le sens restreint que nous lui connaissons le mot *bordelage* avait été usité ailleurs qu'en Nivernais et signifiait simplement tenure. (Glasson, *op. cit.*, IV, p. 418 ; De Lespinasse, *op. cit.*). La racine *bord* a formé plusieurs autres mots français notamment le *bordage* normand qui est une tenure noble, et la *borderie* poitevine qui est une locature (Poitou, art. 17). — On rencontre dans les documents du siècle dernier des *cens bordeliers* qui sont distingués des *bordelages* (Ternier de Decize, *passim*). Nous n'avons pas pu trouver de renseignements sur ces tenures ; peut-être ne sont-ce que des cens avec redevance tripartite ?

(2) Auvergne, titre XXVII.

On rencontre aussi deux institutions analogues dans les coutumes de Troyes et de Meaux.

Dans la prévôté de Troyes ⁽¹⁾ « les héritages redevables comme de chair, pain ou grain sont mainmortables quand le possesseur d'iceux trépasse sans hoir de son corps né en mariage et étant en celle ; et ne les peut charger, obliger, arrenter ni asservir au préjudice de ladite mainmorte ».

Dans la seigneurie de Rebais ⁽²⁾ il y avait, dit la coutume, une mainmorte générale pour tous les possesseurs même clercs ou nobles. Il est bien probable que cette mainmorte était réelle et franche ; réelle, parce qu'elle frappait toutes les terres de la seigneurie, et franche, parce qu'il est difficile de supposer des possesseurs clercs ou nobles devenant serfs par prise de meix.

La tenure bretonne en *quevaise* était également une tenure en mainmorte réelle franche.

En Nivernais le bordelage occupait tout le plat pays ⁽³⁾, très commun dans les environs de Névers, il s'étendait à l'ouest de la Loire et de l'Allier jusque dans les châtellenies de la Guerche et de Cuffy qui font aujourd'hui partie du département du Cher ⁽⁴⁾ ; il paraît avoir été rare

(1) Troyes, art. 59.

(2) Meaux, *Coutume locale de Rebais*.

(3) De Lespinasse, *op. cit.* ; *Inventaire sommaire, passim*. Voir la carte.

(4) Cuffy faisait partie du Nivernais et non du Berry, les bordelages y étaient en effet très nombreux. *Inv. som.*, B. 5, E. 240, 342, etc. — Cf. Chénon, *Les démembrements de la propriété en France*.

dans le Morvan ⁽¹⁾ et inconnu dans le Donzyais qui était d'ailleurs régi par la coutume d'Auxerre ⁽²⁾.

En Bourbonnais, on retrouve le bordelage dans la châ-tellenie de Germigny qui avait fait autrefois partie du Niver-nais et qui en avait été détachée à une époque inconnue mais antérieure à la deuxième rédaction de notre coutume, cette châ-tellenie avait conservé le bordelage tel qu'il était établi par l'ancienne coutume ⁽³⁾. Partout ailleurs en Bour-bonnais, le bordelage s'appelle officiellement taille réelle; lors de la première rédaction cette tenure était déjà usitée dans les châ-tellenies de Moulins, de Billy, de Verneuil et dans les quatre châ-tellenies dites serves, Chantelle, Murat, Montluçon et Hérisson ⁽⁴⁾.

(1) Bogros, *Histoire de Château-Chinon*, p. 47.

(2) On a dit que les bordelages avaient existé anciennement dans l'Auxerrois et l'on s'appuie sur l'art. 153 de l'ancienne coutume d'Auxerre, mais cet article est relatif à la coutume locale de Varzy, ville du Niver-nais qui était régie par la coutume d'Auxerre; du reste, l'art. 153 ne supprime pas les bordelages, il les interdit, probablement pour éviter la propagation du fléau.

(3) Auroux des Pommiers, sous l'art. 499.

(4) Procès-verbal de l'ancienne coutume de Bourbonnais dans Auroux des Pommiers ou dans Richebourg. — Les tailles réelles étaient proba-blement peu usitées à Montluçon car un seul des députés de cette ville dé-clara les connaître. — Les bordelages ont encore été signalés en Provence et en Aquitaine (Garsonnet, *op. cit.*). Mais le passage de Dominicy sur lequel on s'appuie indique seulement l'existence d'emphytéoses que cet auteur assimile à tort aux bordelages sous prétexte que la redevance est en nature. Voici ce passage :

« *Imo et praeter memoratas condiciones occurrunt in Narbonensi et Aqi-ana provincia, agrorum concessiones in quibus emphyteuta gullinas et an-*

*seres quosdam annuatim domino pendit; quod ex alia possidendi ratione-
quam Franci burdelagium vocant, desumptum est... »* Dominicy, *De Præ-
rogativa allodiorum*, Ch. XVII, § 2. Dans Schilter, *Codex juris allemanici
feudalis*, tome III, p. 122.

CHAPITRE II

Du seigneur, du détenteur et de la nature de leurs droits.

Tout propriétaire pouvait bailler à bordelage; les possesseurs d'alleus roturiers pouvaient donc comme les nobles être seigneurs bordeliers. Le Nivernais étant une province d'allodialité, le nombre des alleus y était probablement fort grand, aussi voyons-nous dans les archives un nombre assez considérable de baux consentis par des bourgeois de Nevers (1).

Tout individu pouvait être détenteur bordelier ou taillable réellement, on rencontre dans les chartes des serfs, des paysans libres, des bourgeois (2), des nobles (3),

(1) *Inv. som. des arch. de la Nièvre*, Série E, n^{os} 11 (1413); 284, 291 (xv^e siècle); 538 (1609); 722 (1507); 771, etc. Bail consenti par une communauté, 87 (1507).

(2) Bourgeois bordeliers, *Inv. som.*, E. Reconnaissance par un notaire, 174 (xvi^e siècle); par un receveur des tailles (*id.*); par un procureur du roi aux finances de Bourges, 176 (xviii^e siècle); par un conseiller du roi, procureur au grenier à sel, Terrier de Decize, f^o 306 (1775), etc.; baux consentis à des notaires, avocats et procureurs, 245 (1647); 246, 270 (1781); 450 (xvii^e siècle).

(3) Nobles bordeliers, *Inv. som.*, E. n^{os} 25 (1740); 40 (1741); recon-

et des communautés religieuses ⁽¹⁾ qui tiennent des biens à bordelage; on pouvait donc être à la fois seigneur et bordelier. Il en était de même en Bourbonnais : presque tous les avocats de Moulins étaient propriétaires d'héritages taillables, suivant le témoignage d'Auroux des Pommiers ⁽²⁾. Cependant, il est à remarquer que la plupart des chartes qui parlent de bordeliers nobles ou de bonne bourgeoisie sont des xvii^e et xviii^e siècles et l'exemple que nous venons de citer est de la fin du siècle dernier. D'autre part, Coquille ⁽³⁾ nous dit que les députés du Tiers-État lors de la deuxième rédaction de la coutume n'avaient pas été choisis du *menu peuple qui est celui qui tient les bordelages* et Bardin dans son mémoire ⁽⁴⁾ s'exprime ainsi : « Ne faut pas attendre comme aucuns disent que par une assemblée d'État pour la révision de la coutume, on y pourra donner ordre car l'Église et la noblesse y ont trop d'intérêts, et toutes les bonnes maisons des villes et du Tiers-État sont fondées en bordelages et n'y a pas d'espérance que le reste

naissance par noble Etienne Brisson, avocat au parlement au profit d'un autre avocat, 41 (1643); par Benoît de Maulnorry, seigneur de Romenay (peut-être un descendant de Coquille), 805 (1770); Terrier de Decize, f^o 251 r^o (1785); dans ce même Terrier, pièce détachée du registre : reconnaissance par haut et puissant seigneur, le marquis de Prévost de la Croix.

(1) Reconnaissance par les RR. PP. jésuites de Nevers, *Inv. som.*, E. 338; par les religieuses de la Visitation de Nevers, *id.*, 581.

(2) Auroux des Pommiers, *Sentences et arrêts*, p. xxviii, dans l'édition de la coutume de Bourbonnais sous la sentence du 30 juin 1721.

(3) Coquille, *Questions et réponses*, n^o 276.

(4) Mémoire de ce qui est à faire pour le bien du Nivernais, dans Coquille, éd. de Bordeaux.

du peuple qui est le menu vienne à vaincre les autres ». On peut donc conclure de là qu'anciennement les bordelages n'étaient tenus que par des paysans, ce qui est conforme à la nature originaire de cette tenure. Plus tard, par suite du développement que prit cet usage dans les mœurs, les bourgeois qui désiraient acquérir un immeuble étaient contraints de le prendre à bordelage.

On peut remarquer, de même qu'au ^{xiii}^e siècle, les rares bordelages que l'on rencontre sont consentis par des seigneurs; ce n'est guère qu'à partir du ^{xv}^e siècle qu'on voit des bourgeois bailler à bordelage. A partir de cette époque, les tenures en mainmorte franche sont modifiées dans leur nature primitive et deviennent de véritables procédés d'amodiation.

Nous devons nous demander maintenant [quelle était la nature juridique du droit du bordelier. Il est bien certain que, comme le serf, c'est lui et non le seigneur qui est propriétaire. Peu importe qu'il doive une redevance perpétuelle et irrachetable, le censitaire, l'emphytéote et le preneur à rente foncière doivent bien des redevances perpétuelles et irrachetables, et cependant ils sont propriétaires. Il est vrai que sa propriété est démembrée et pour ainsi dire réduite à sa plus simple expression; il n'est que superficière en ce sens qu'il ne peut ouvrir de mines ni de carrières ⁽¹⁾; nous verrons aussi qu'il n'a qu'un droit d'*abusus* très limité; en outre, il n'est propriétaire que

(1) Coquille, sous l'art. 2, *Des bordelages*, et sous l'art. 1^{er}, *Des cens*.

sous la condition résolutoire de l'exercice de la réversion, mais le serf n'avait pas un droit plus plein.

La directe bordelière n'était pas purement féodale, puisque nous avons vu qu'un grand nombre de propriétaires d'alleus étaient seigneurs bordeliers; elle n'était pas non plus purement civile, puisqu'on pouvait bailler un fief à bordelage⁽¹⁾ et que le vassal ne pouvait démembre son fief qu'à la condition de retenir sur la partie démembrée une directe féodale. Il faut donc conclure de là que si, à l'époque ancienne, la directe bordelière fut nécessairement féodale étant donnée son origine, elle devint mixte.

Il arrivait souvent que le seigneur bordelier, qu'il fût vassal ou propriétaire d'alleu, aliénait son droit à la redevance tout en conservant sa directe. Coquille, par abréviation, appelle l'acquéreur usufruitier, mais il a plus qu'un droit d'usufruit : la réversion a pour effet de consolider la propriété en la personne du vendeur, seigneur direct, mais c'est à l'acquéreur qu'appartient le droit de bailler la tenure à un nouveau tenancier et même de s'approprier les deniers d'entrée, c'est lui et non le seigneur direct qui a le droit d'exercer la commise⁽²⁾. Ce contrat, qui paraît singulier au premier abord, était très usité, et l'on rencontre un grand nombre d'actes de ce genre dans les chartes⁽³⁾.

(1) Art. 27, *Des fiefs*.

(2) Coquille, sous l'art. 5, *Des bordelages*.

(3) *Inv. som.*, E. 616, 816, 1015, etc., etc. — Le taux de ces ventes était d'environ deux à deux et demi pour cent.

La directe bordelière impliquait un droit honorifique, l'aveu ⁽¹⁾ qui se faisait à chaque mutation d'homme, ou tous les trente ans, lorsqu'il n'y avait pas eu de mutation pendant ce laps de temps ⁽²⁾. Elle impliquait aussi des droits utiles : le droit de réversion, le droit à la redevance et le droit au profit de remuement ⁽³⁾; nous nous occuperons des deux premiers en temps et lieu.

Le droit de remuement, qui s'appelait *quint denier* en matière de fiefs, *lods et ventes* en matière de cens, portait le nom de *tiers denier* pour les bordelages ⁽⁴⁾. Il était égal au tiers de la valeur totale de l'immeuble, ce qui correspondait à la moitié du prix de vente, car c'était le *tiers en montant*; on expliquait cette bizarrerie de la façon suivante ⁽⁵⁾ : la valeur du domaine direct est égale à la moitié de la valeur du domaine utile, le prix de vente d'un bien chargé de bordelage ne représente naturellement que la valeur du domaine utile, de sorte que la valeur totale du bien est égale au prix de vente augmenté de la moitié

(1) La coutume ne parle pas de l'aveu parce que ce point ne souffrait pas de contestation; dans l'inventaire des archives il y a plus de reconnaissances que de baux.

(2) Nivernais, art. 26.

(3) Terme spécial au Nivernais qui signifiait *mutation*. — Guyot, *Rép. hoc v°*, p. 154.

(4) Nivernais, art. 23, *Des bordelages*; Bourbonnais, art. 499; usances de Cornouailles, art. 4 pour la *Quevaise*. — En matière de cens, les lods et ventes n'étaient que du douzième du prix (20 deniers pour livre) pour les laïcs, et du huitième du prix (2 s. 6. d. pour livre) pour l'Église. Niv., art. 2, *Des cens*.

(5) Coquille, sous l'art. 23.

de ce prix, et le profit est calculé sur la somme obtenue ; par exemple, un bordelier vend sa tenure six livres, cette tenure est censée valoir neuf livres, le tiers denier sera de trois livres. Ainsi, le seigneur percevait un profit pour la vente d'une chose qui lui appartenait et qui n'avait pas cessé de lui appartenir : sa directe.

CHAPITRE III

Comment s'établissent les bordelages.

Les bordelages s'établissaient de la même façon que les rentes, par bail ou par constitution à prix d'argent ⁽¹⁾.

Le bail consistait dans la cession du domaine utile sur un immeuble avec rétention d'une directe; le prix de la cession était représenté par des redevances annuelles, quelquefois cependant le preneur fournissait des deniers d'entrée. Tel était le mode normal d'établissement des bordelages.

Un propriétaire pouvait aussi vendre sur son immeuble une directe bordelière, rien ne s'y opposait, et il paraît même qu'il y eut beaucoup de bordelages ainsi constitués ⁽²⁾. Coquille les voit d'un mauvais œil et il cherche à en restreindre la validité parce que souvent ces constitu-

(1) Coquille, sous l'art. 1, *Des bordelages*.

(2) Coquille, *loc. cit.*, et Bardin, *Mémoire de ce qui est à faire pour le bien du Nivernais*.

tions étaient dissimulées et faites à vil prix ⁽¹⁾; le propriétaire vendait son immeuble et le reprenait à bordelage par un bail régulier. Le seigneur faisait disparaître les actes pour dissimuler la vilité du prix en exigeant du bordelier une reconnaissance qui lui permit de prouver son droit ⁽²⁾. Lorsque le détenteur pouvait prouver la constitution à vil prix il obtenait la commutation du bordelage en rente constituée rachetable qui, en effet, a beaucoup d'analogie avec le bordelage constitué. On remarquera à ce propos la tendance qu'on eut de bonne heure à considérer le bordelage, non seulement comme un procédé d'admodiation, mais encore comme un moyen pour un propriétaire de se procurer de l'argent, moyen plus onéreux que l'hypothèque ou la constitution de rente puisque les constitutions de bordelage étaient faites au denier 12 ou 15 ⁽³⁾, c'est-à-dire que l'emprunteur payait sept ou huit pour cent d'intérêt au prêteur; ajoutons moyen beaucoup plus dangereux car le débiteur ne pouvait pas se libérer et qu'il était exposé à perdre sa tenure dans certains cas que nous étudierons. Il est probable qu'étant donné la rareté de l'argent et l'avarice des riches, comme le déclare Coquille, les propriétaires pressés par le besoin d'argent n'avaient pas d'autre ressource.

(1) Le prix était considéré comme juste lorsqu'il était calculé au denier 25 ou 30; par exemple une directe emportant redevance de 10 ou 12 livres devait être vendue 100 écus (Coquille, *loc. cit.*).

(2) *Mémoire de Bardin.*

(3) Coquille, *loc. cit.*

Les tailles réelles bourbonnaises s'établissaient de la même façon que les bordelages, mais on admettait en outre la prescription au profit du seigneur qui avait joui pendant trente ans de la taille (1).

La directe bordelière se prouvait par titre : bail, constitution ou reconnaissances. La preuve par reconnaissances était exceptionnelle, on en exigeait au moins deux comme pour la preuve de la mainmorte servile, car on craignait qu'une reconnaissance unique déguisât une constitution à vil prix; la production de deux actes offrait plus de garanties, surtout si l'on appliquait l'opinion de Coquille qui veut que les deux reconnaissances aient été faites à trente ans d'intervalle (2). La reconnaissance ne prouve l'existence de la charge qu'à partir de sa date, c'est-à-dire qu'elle ne peut être opposée à une personne qui a sur l'immeuble un droit réel antérieur, de sorte que le seigneur qui exercerait son droit de réversion en vertu d'une simple reconnaissance serait tenu de respecter une hypothèque constituée par un titre antérieur au sien. Mais la reconnaissance est toujours opposable à celui qui l'a faite et à ses héritiers.

La présomption était également admise comme moyen de preuve en matière de bordelage, mais à la différence de la preuve par titre, elle ne prouvait que la nature de la charge et non pas son existence. Tout tenancier qui était

(1) Auroux des Pommiers, sous l'art. 489, Bourbonnais.

(2) Sous l'art. 1^{er}.

débiteur d'une redevance réelle en argent, blé et plume ou des trois les deux était censé tenir à bordelage, il en était de même en Bourbonnais sauf que l'argent était obligatoire et que la redevance devait être due en août ⁽¹⁾. De là, quand un héritage bordelier ou taillable soumis à la redevance type était vendu par décret sans que le seigneur eût fait opposition, la charge était éteinte ou convertie en cens ⁽²⁾, cela est vrai, mais elle renaissait aussitôt en vertu de la présomption de la coutume ⁽³⁾.

On ne pouvait pas prouver par présomption l'existence d'une charge bordelière comme on pouvait le faire pour le cens dans les pays qui admettaient la maxime « nulle terre sans seigneur ».

(1) Nivernais, art. 3; Bourbonnais, art. 489.

(2) Coquille, sous l'art. 17, éd. Dupin. Arrêt du 12 mai 1643, cité par Ducher, sous l'art. 489, Bourbonnais.

(3) Aurox des Pommiers, sous l'art. 489, Bourbonnais.

CHAPITRE IV

Sur quels biens on peut établir des bordelages.

Nous avons à examiner sur quels biens on pouvait établir des bordelages, en premier lieu au point de vue de la condition juridique des immeubles, et en second lieu au point de vue de leur nature.

Il est d'abord certain qu'on pouvait bailler à bordelage une terre allodiale, noble ou roturière, car le propriétaire d'un alleu était libre de disposer de sa terre comme il l'entendait.

Nous avons vu également qu'un vassal pouvait valablement établir des bordelages sur son fief sans l'abrégér, cependant il ne pouvait bailler son manoir si le fief était noble, ni la justice s'il était seigneur justicier ⁽¹⁾.

Mais on discutait autrefois la question de savoir si le censitaire pouvait surcharger son cens d'un bordelage. On le fit souvent à l'époque ancienne, car les arrêts de commutation que nous verrons plus loin statuent sur ce cas.

(1) Nivernais, art. 27, *Des fiefs*.

En 1490, lors de la première rédaction de la coutume, trois propositions furent faites pour trancher la question ⁽¹⁾. La première tendait à interdire cette pratique avec admission cependant d'une prescription de trente ou quarante ans en faveur du bordelier, ce fut le système qu'adopta la coutume de Saint-Pierre-le-Moûtier ⁽²⁾; la seconde proposition était analogue à la première mais elle repoussait toute prescription; enfin la troisième tendait à autoriser l'établissement des bordelages sur les cens. On ne parvint pas à s'entendre et la coutume garda le silence sur la question. Ce n'est qu'en 1534 qu'elle fut définitivement tranchée, la deuxième rédaction interdit pour l'avenir purement et simplement d'établir des bordelages sur des cens ⁽³⁾.

Coquille qui approuve cette solution donne pour raison que le seigneur utile est procureur légal établi par la loi pour conserver les droits du seigneur direct, en surchargeant sa censive d'un bordelage il aurait diminué la valeur du bien et les lods et ventes eussent été moindres. Cette raison n'est peut-être pas la meilleure, car la directe bordelière étant réputée immeuble ⁽⁴⁾ les lods et ventes seront calculés sur la valeur vénale de cette directe. Il est plus simple de dire, comme le fait plus loin Coquille, que

(1) Coquille, *Questions et réponses*, n° 49.

(2) *Des cens, bordelages, etc.*, art. 5.

(3) Nivernais, art. 13, *Des cens*.

(4) Le bail à bordelage était susceptible de retrait lignager. Saint-Pierre-le-Moûtier, art. 2, *Du retrait*.

le surcens étant interdit on ne pouvait admettre que deux directes fussent superposées sur un même héritage; le censitaire n'ayant que le domaine utile ne peut bailler à bordelage parce qu'il serait obligé de retenir une directe qu'il n'a pas en puissance; le vassal au contraire est plus qu'un seigneur utile, il a en puissance une directe féodale sur son propre fief puisqu'il peut être autorisé à sous-inféoder, la directe féodale se dédouble car tous les suzerains jusqu'au roi en ont une sur tous les fiefs de leur mouvance, le vassal peut donc bailler à bordelage comme il peut bailler à cens ou à mainmorte personnelle. Ajoutons que la solution de la coutume est en harmonie avec la nature originaire des bordelages (1).

Voyons maintenant sur quelles espèces d'immeubles on pouvait asseoir des bordelages. Il est inutile de dire que les immeubles incorporels n'étaient pas susceptibles d'un pareil démembrement (2).

Il est certain, comme le pense Coquille (3), qu'à l'origine les bordelages n'étaient assis que sur des héritages ruraux,

(1) Pour la même raison on ne pouvait pas mettre bordelage sur bordelage. Cependant il y a aux archives de la Nièvre une vente du fonds et tréfonds d'un pré moyennant 30 livres tournois et 60 sols et un boisseau d'avoine de bordelage, suivie d'un bail à bordelage du même bien par l'acheteur à un tiers moyennant 60 sols 6 deniers et un boisseau d'avoine. *Inv. som.*, E. 1025; des années 1482 et 1486. A cette époque, il est vrai, la coutume n'était pas encore rédigée et la rédaction de 1490 n'interdit pas le surcens (V. appendice, ancienne coutume, art. 6, *Des cens*).

(2) Le seigneur justicier ne pouvait bailler sa justice à bordelage (art 27, *Des fiefs*).

(3) Coquille, sous l'art. 1^{er} et *Questions et réponses*, n° 52.

car une tenure en mainmorte est nécessairement rurale. En outre, étant donné le caractère réel des obligations du bordelier, et comme la dette de la redevance est plutôt la dette de la terre que celle du tenancier, les seules terres susceptibles de bordelage étaient celles qui pouvaient produire blé et geline ou l'un des deux, c'est-à-dire un meix ou un champ; à l'origine, lorsque le seigneur concédait à bordelage un tènement servile qui venait de lui échoir ou lorsque l'affranchi reprenait ses biens à ce titre, aucune difficulté ne pouvait s'élever car la tenure servile comprenait nécessairement un petit domaine avec basse-cour, la dette de geline se comprenait facilement; si le meix était entouré d'un champ le seigneur stipulait du blé, ou de l'argent s'il était entouré d'une vigne, d'un pré ou d'un bois.

Mais plus tard lorsque les bordelages furent usités comme une tenure ordinaire on ne s'inquiéta plus de la nature de l'héritage, les seigneurs et les propriétaires bailèrent leurs vignes, leurs prés ou leurs bois aux paysans d'alentour déjà établis dans leurs meix et qui préféraient se libérer en gelines et en blé plutôt qu'en argent, car le paysan croit moins payer lorsqu'il paie en nature; c'est ainsi qu'on rencontre bon nombre de redevances en blé et poules dues par des héritages qui ne sont ni des champs ni des fermes.

Peu à peu, les bordelages prenant plus d'extension et devenant le procédé usuel d'amodiation, on en établit sur des immeubles urbains. « L'avarice d'aucuns fit voler les

bordelages jusqu'aux villes ⁽¹⁾ », on méconnaissait le caractère essentiellement rural de cette tenure et on aboutissait à ce résultat choquant d'imposer les maisons en grains et en volailles.

Il arriva ce qui était arrivé à Paris pour les maisons chargées de rentes foncières, les détenteurs les laissèrent tomber en ruines : les bordeliers, plus mal traités encore que les preneurs à rente, étaient sans cesse menacés par la perspective du droit de réversion et se souciaient peu de faire des améliorations qui ne pouvaient profiter qu'au seigneur. Ceux qui tenaient à bordelage des jardins ou des terrains en ville se gardaient bien, pour les mêmes raisons, d'y construire autre chose que des hangars ; de là l'aspect misérable de la ville de Nevers, qui était « champêtre et ruinée ⁽²⁾ ».

La coutume de 1534 ⁽³⁾ interdit pour l'avenir de créer des bordelages nouveaux dans la ville, mais le remède était insuffisant, car elle ne supprimait pas ceux qui existaient déjà, elle permettait au contraire de bailler à bordelage une maison acquise par réversion bordelière.

Plus tard, quand furent promulgués les édits de 1539 et de 1553, qui ordonnent le rachat des rentes foncières et des censives établies sur les maisons des villes, on aurait pu penser que les termes très généraux de ces édits visaient les bordelages : « Tous les cens, rentes foncières

(1) Coquille, *op. cit.*, n° 276.

(2) Plaidoyer de Guillaume Rapine dans Coquille, éd. de Bordeaux.

(3) Nivernais, art. 30.

et autres droits et devoirs seigneuriaux constitués sur les maisons des villes et faubourgs de ce royaume sous quelques noms et titres que lesdites redevances aient été constituées ». Mais on ne les appliqua pas.

Les pouvoirs publics s'émurent de cet état de choses; ils chargèrent Guy Coquille de rédiger une requête au roi; cette requête fut présentée et Guillaume Rapine, lieutenant général du Nivernais, lut au conseil privé du roi un plaidoyer dont la rédaction est également attribuée à Coquille ⁽¹⁾. Voici quelles étaient les conclusions de cette requête :

1° Les bordelages constitués à prix d'argent sur les maisons de ville seraient assimilés aux rentes constituées et tomberaient sous l'application de l'édit de 1539.

Quant aux bordelages établis par baux :

2° Lorsque la maison n'était chargée d'aucune autre directe, le bordelage serait remboursé au denier 25 avec charge d'un douzain de cens emportant 2 sols 6 deniers par livre de lods et ventes ⁽²⁾. En outre, on demandait le droit de retrait pour l'Église, bien que, de droit commun, elle ne l'eût pas en matière de cens, parce qu'elle l'avait bordelage.

3° Lorsque le bordelage était établi sur un cens, le remboursement se ferait au denier 30.

(1) Née de la Rochelle, *op. cit.*

(2) Les lods et ventes étaient en droit commun de 20 deniers pour les laïcs et de 2 sols 6 deniers pour l'Église.

On voit que les propositions des habitants de Nevers étaient favorables à l'intérêt des seigneurs : d'après les édits, le remboursement des rentes devait être effectué au denier 15, on demandait le maintien de ce taux pour les bordelages constitués à prix d'argent parce qu'ils étaient vus avec défaveur et que, d'ailleurs, ils avaient presque tous été établis au denier 12 ou 15 ⁽¹⁾; mais les bordelages établis par baux auraient été remboursés au denier 25 ou 30, ce qui était énorme, et remplacés par un cens de douze deniers.

La plupart des seigneurs donnèrent leur adhésion à cette requête et notamment le duc et l'évêque de Nevers, seuls quatre congrégations religieuses et deux bourgeois résistèrent ⁽²⁾.

La requête n'aboutit pas et les choses demeurèrent en cet état jusqu'en 1577, époque à laquelle Louis de Gonzague, duc de Nivernais et Henriette de Clèves, sa femme, plaidèrent en leur propre nom au conseil privé contre les seigneurs récalcitrants.

(1) Coquille, sous l'art. 1^{er}.

(2) Voici le titre du plaidoyer de Guillaume Rapine : « Plaidoyé fait au Conseil privé du Roy, estant lors à Compiègne, pour les Eschevins et Gouverneurs de fait commun, Manans et Habitans de la Ville et Cité de Nevers ; Demandeurs et poursuivans l'entérinement d'une Requête par eux présentée au Roy en sondit Conseil, pour l'extinction et abolition des Bordelages en ladite Ville et Faux-bourgs ; contre le Doyen et Chapitre, Abbé et Convent de Saint-Martin, Abbessé et Religieuses Nôtre-Dame, Prieur et Convent Saint-Estienne ; quatre curez de Saint-Genis dudit Nevers, Maître Pierre Cotignon et Jean Dechoins, Défendeurs audit cas d'autre part. Ledit plaidoyé fait par Maître Guillaume Rapine, Lieutenant Général de Nivernois, le 9 août 1554 ».

Un premier arrêt du 16 août 1577 supprima les bordelages sur les maisons de ville et renvoya la cause devant le parlement de Paris. Mais le chapitre de Nevers s'opposa à l'exécution de l'arrêt, alléguant que les états du pays étaient seuls compétents pour trancher la question. Enfin deux autres arrêts, l'un du 14 mai 1578 et l'autre du 2 juillet 1579 confirmèrent le premier ⁽¹⁾.

Ces arrêts statuaient de la façon suivante :

1° Les bordelages simples étaient commués en cens avec augmentation du tiers en montant, c'est-à-dire que s'il était dû 2 écus, 2 boisseaux de grain et 2 poules de bordelage, il serait dû à l'avenir 3 écus, 3 boisseaux de grain et 3 poules, de cens. Cette augmentation correspondait à la plus-value donnée à l'héritage par la commutation du bordelage en cens car « cens en assiette double et bordelage tierce ⁽²⁾ ».

2° Les bordelages mis sur cens d'autrui étaient commués en rentes foncières avec augmentation du tiers en montant. On ne pouvait pas les convertir en cens car « cens sur cens ne vaut ».

3° Les bordelages *partis et non partis* étaient également commués en cens avec une augmentation d'une unité pour six unités de redevance bordelière, c'est-à-dire qu'une redevance de 6 écus, 6 boisseaux de grain et 6 gelines

(1) V. le texte des arrêts dans « les coutumes du pays et duché de Nivernais », 1772.

(2) Nivernais, art. 12, *d'Assiette de terre*.

de bordelage était remplacée par un cens de 7 écus, 7 boisseaux de grain et 7 gélines. Nous verrons plus loin que dans le bordelage parti et non parti, le caractère de mainmorte fait défaut, l'héritier succède même s'il n'est pas commun; les cas de réversion étant plus rares cette tenure se rapproche du cens, voilà pourquoi les conditions de la commutation étaient moins rigoureuses.

Ces cens étaient naturellement perpétuels et irrachetables, mais les arrêts donnaient aux censitaires le droit de racheter l'augmentation au denier 25, c'est-à-dire que ceux-ci pouvaient exiger que la quotité du cens fût ramenée à la quotité de l'ancienne redevance bordelière en payant au seigneur un capital proportionnel à la différence. Il en était de même lorsque le bordelage avait été commué en rente foncière. Cette faculté n'était accordée qu'aux tenanciers de terres laïques, l'Église pouvait s'opposer au rachat.

4° Les bordelages constitués « en achetant et rebaillant promptement l'héritage au même vendeur ou autrement à prix d'argent que par vrai bail d'héritage » étaient déclarés perpétuellement rachetables au prix du contrat, même pour le clergé.

Les arrêts n'avaient pas donné le retrait censuel à l'Église, celle-ci, en effet, avait le droit de retirer en matière de bordelage, mais ne l'avait pas en matière de cens, la commutation la privait donc de ce droit; elle réclama auprès des échevins qui lui accordèrent le retrait censuel sur les maisons qui avaient été anciennement chargées de

bordelages à la condition qu'elle viderait ses mains dans l'an et jour du retrait et qu'elle se contenterait de deux sols six deniers pour livre de lods et ventes au lieu de trois sols quatre deniers ⁽¹⁾.

On voit que ce ne fut pas sans peine qu'on parvint à supprimer les bordelages sur les immeubles urbains; Coquille se félicite du résultat et ajoute : « ... Et a été mieux à propos de faire cette abolition et indemnité par voie judiciaire ouïes les parties ayant intérêt que par édit et loy, afin de la rendre plus ferme et solide ⁽²⁾ ».

Nous devons noter en terminant que les bordelages étaient assis non pas sur de grands domaines mais sur de petites locatures composées d'une maison et d'une étable entourées d'une ouche de cinq ou six hectares au plus ⁽³⁾.

(1) Parmentier, *Archives de Nevers*, p. 285.

(2) Coquille, *Histoire du Nivernais*, p. 446, éd. de Bordeaux.

(3) *Inv. som., passim.*

CHAPITRE V

Charges du bordelier.

Les charges du bordelier, outre l'ayeü et le paiement des profits que nous avons examinés étaient : le paiement de la redevance, l'entretien de la chose, l'obligation de ne pas démembrer sa tenure.

1. La redevance bordelière consistait en trois choses, argent, blé et plume; pour que la charge fût présumée bordelière en l'absence de titre, il fallait que deux de ces choses fussent comprises dans la redevance ⁽¹⁾. En Bourbonnais, il fallait que l'argent fût l'une ⁽²⁾; au contraire à Troyes ⁽³⁾ l'argent rachetait la mainmorte et la charge était présumée censuelle. Cependant, les parties pouvaient convenir que la redevance ne comprendrait qu'une seule de ces trois choses, ou même imposer au preneur toutes sortes de prestations ⁽⁴⁾, on rencontre fréquemment des

(1) Nivernais, art. 3.

(2) Bourbonnais, art. 489.

(3) Troyes, art. 59.

(4) Voici un extrait d'un bail du xviii^e siècle : bail à bordelage « par

bordelages où l'argent figure seul ⁽¹⁾; la redevance en nature n'était donc pas de l'essence du bordelage, elle n'en était pas non plus la caractéristique car on voit souvent des poules de cens ou de rente ⁽²⁾.

La redevance tripartite n'était pas spéciale à notre tenure, nous avons vu que les anciens *menuti reditus* et les anciennes *coutumes* consistaient aussi en argent, grain et volailles ou quelquefois en deux de ces trois choses, la redevance motoyère était également tripartite ⁽³⁾, en Marche tout tenancier qui devait les trois choses était réputé serf ⁽⁴⁾.

Ce qui caractérise la redevance bordelière c'est qu'elle est représentative des fruits et non simplement récognitive comme le cens, aussi l'avons-nous rangée parmi les droits utiles ⁽⁵⁾. Il est difficile de se rendre un compte exact de son taux, la coutume de Nivernais n'indiquant

Armand de Charry, écuyer, seigneur de Précy à Pierre Duret, meunier, paroissien de Huez, d'un moulin à blé situé au village de Sept-Voies, paroisse de Huez..., sous l'annuel et perpétuel bordelage de 4 quartaux de froment, 13 quartaux de mouture, 2 gélines, une oie grasse, un gâteau de la fleur d'un demi-boisseau de froment garni d'œufs, beurre, sel et fromage et un pain bénit de la fleur d'un demi-boisseau de froment, le tout payable le lendemain de Noël. » *Inv. som.*, E. n° 479.

(1) *Inv. som.*, E. 259, 497, etc. Terrier de Decize, f° 261 v°, 155, 140.

(2) *Inv. som.*, 499, 516, 1024. Terrier de Decize, f° 63. — *Inv. som. des archives du Cher*, Série D, 256 et s. — Terrier de Nevers, *Liste des cens*, XXII, p. 147.

(3) Bretagne, Usements de Cornouailles, *Du droit de Mote*, art. 1^{er}.

(4) Marche, art. 124.

(5) Coquille, sous l'art. 3.

pas la valeur des terres, d'ailleurs cette valeur ainsi que celle des denrées a beaucoup varié suivant les époques (1), comme elle varie encore suivant la qualité. Cependant, en nous basant sur les prix de ventes des redevances, nous inclinons à penser que les bordelages devaient fournir au seigneur un revenu de un et demi à deux pour cent.

L'examen des chartes montre que dans les premiers siècles la partie en nature dans la redevance bordelière était d'une valeur presque égale à la partie en argent et souvent plus forte : au chapitre d'Assiette de terre (2) la coutume fixe la somme à laquelle on doit priser les denrées, une geline est évaluée à douze deniers tournois, un boisseau d'avoine à dix deniers et un boisseau de froment à trois sols, encore cette estimation est-elle inférieure à la valeur réelle suivant l'ancien usage; or, au ^{xv}^e et ^{xvi}^e siècles les bordeliers payaient généralement de vingt deniers à dix sols en argent pour un boisseau de blé et une geline en nature, on peut donc se convaincre que par suite de la plus-value croissante des denrées, la redevance en nature dut être une lourde charge pour les bordeliers du ^{xviii}^e siècle qui avaient des titres anciens. Aussi on remarque que dans les baux de cette époque l'argent prend une place prépondérante, la prestation en blé devient très rare et la geline ne subsiste que pour conserver au contrat son

(1) Coquille (préambule d'*Assiette de terre*) dit que ce chapitre n'est plus en usage parce que depuis la rédaction de la coutume le prix des denrées a beaucoup augmenté.

(2) Nivernais, art. 26 et 27, d'*Assiette de terre*.

caractère ⁽¹⁾. D'ailleurs l'argent devenant plus commun, l'usage des deniers d'entrée se développe, ce qui diminue d'autant la redevance annuelle.

L'époque du paiement de la redevance bordelière était la fête de la Saint-Martin ⁽²⁾ (11 novembre) qui est encore aujourd'hui l'époque du paiement des fermages dans le département de la Nièvre. En Bourbonnais au contraire, les tailles réelles se payaient en août comme les tailles personnelles ⁽³⁾. Au ^{xiii}^e siècle la redevance bordelière ne se payait pas toujours en une seule fois, souvent le blé était livré à la Toussaint, l'argent et la géline à la veille de Noël ⁽⁴⁾.

On rencontre fréquemment dans les baux des stipulations d'une moitié, d'un quart de géline, et même d'une fraction plus petite ⁽⁵⁾ : peut-être la géline ne se payait-elle que tous les deux ou trois ans, peut-être aussi plusieurs tenanciers d'un même seigneur s'entendaient-ils pour en fournir une.

On discutait autrefois la question de savoir si le bordelier devait donner du meilleur blé, du médiocre ou du

(1) De Lespinasse, *Du bordelage*.

(2) Coquille, sous l'art. 10. Quelquefois les redevances bordelières étaient payées à la Saint-Barthélemy comme les tailles : Terrier de Decize, *passim*.

(3) Bourbonnais, art. 202 et 489.

(4) Terrier de l'évêché de Nevers, Bordelages du Champ-des-Rats : *frumentum in festo omnium sanctorum et census et galline in vigilia natiuitatis Domini*.

(5) *Inv. som., passim*. — Terrier de Soury : un quinzième de poule, f° 201 v°, un vingt-quatrième de poule, f° 79, v°. — De Lespinasse, *introduction au terrier de Nevers*.

pire. « Aucuns personnages de conseil, dit Coquille, étant seigneurs bordeliers ont fait courir l'opinion vulgaire qu'il faut payer du meilleur. Mais je ne suis pas de cet avis... » et notre auteur avec son bon sens habituel fait la distinction suivante : si l'héritage bordelier produit du blé, le tenancier devra livrer le blé qu'il aura récolté car ce sont les fruits qui doivent la redevance; si au contraire le bordelage est assis sur une terre qui ne produise point de blé, le détenteur livrera du blé de qualité moyenne ⁽¹⁾.

Nous avons dit que les obligations du bordelier étaient réelles mais cela n'empêchait pas qu'il put être tenu à un fait personnel : de droit commun il était obligé de porter la redevance quand l'hôtel du seigneur n'était pas éloigné de plus de quatre lieues de la tenure ⁽²⁾; en outre il était quelquefois soumis aux corvées, en Bourbonnais le taillable en devait trois par an d'après la coutume ⁽³⁾, en Nivernais les corvées bordelières étaient rares comme les corvées serviles ⁽⁴⁾.

II. Le bordelier doit entretenir sa tenure en bon état, il peut l'amender mais ne doit pas l'empirer ⁽⁵⁾; la cou-

(1) Coquille, sous l'art. 3, *Questions et réponses*, n° 53.

(2) Nivernais, art. 10.

(3) Bourbonnais, art. 495, le taillable personnellement en devait quatre, art. 191.

(4) Exemples de corvées bordelières : *Inv. som.*, nos 356, 595. — Gue-
neau, *Notes sur Vendènesses, Soc. Nivern.*, année 1873, p. 564 et s.

(5) Nivernais, art. 15. D'après l'ancienne coutume (art. 8) le seigneur pouvait forcer le preneur à mettre l'héritage en bon état, même au cours du bail, par une saisie ou empêchement.

tume lui interdit d'arracher des arbres, de démolir des édifices, même quand ces arbres auraient été plantés et ces édifices bâtis par lui; en un mot il ne peut diminuer la valeur de l'héritage. Si les arbres abattus ou les matériaux ont été transportés hors de la tenure, le seigneur peut les revendiquer et faire rétablir les choses dans leur état primitif; lorsque ce rétablissement est impossible, comme lorsqu'il s'agit d'arbres coupés, le seigneur peut faire vendre les objets par justice et demander que tout ou partie du prix lui soit attribué à titre de dommages-intérêts (1).

Guy Coquille qui interprète toujours la coutume dans le sens le plus large, dit qu'il faut entendre cette disposition avec tempérament; il pense notamment que le bordelier peut enlever les arbres qu'il a plantés pourvu que ce soit sans fraude, comme dans le cas où il a établi une pépinière, qu'il peut même couper les arbres qui gênent la culture (2) comme ceux qui se trouvent dans les vignes et les pâturages, et qu'il peut se servir des arbres pour construire sur son tènement, car l'usufruitier a ce pouvoir; il l'autorise même à transformer une futaie en taillis parce que le taillis est d'un meilleur rapport.

Le bordelier n'est pas tenu d'amender l'héritage car il n'est pas tenu des réparations quand les édifices ont été

(1) Nivernais, art. cit. — La coutume de Saint-Pierre attribuait au seigneur la moitié des arbres abattus, art. 14.

(2) Coquille, sous l'art. 15; en ce sens, *Ancienne coutume*, art. 7, et Saint-Pierre, art. 14.

démolis par cas fortuit ou qu'ils sont tombés en ruine par vétusté, mais il doit faire les réparations d'entretien. Souvent le bail lui impose d'amender, et notamment de construire un bâtiment ⁽¹⁾.

III. Le détenteur bordelier ne peut démembrement sa tenure, c'est-à-dire qu'il ne peut en aliéner une partie ni la partager entre ses parsonniers sans le consentement du seigneur à peine de nullité ⁽²⁾. Cette prohibition a pour but d'éviter la confusion dans le paiement de la redevance, aussi le bordelier peut-il faire un partage amiable et temporaire pour la commodité de la culture, mais il reste toujours seul débiteur ⁽³⁾. Il peut même faire un partage définitif quand il tient plusieurs héritages en vertu de contrats différents ⁽⁴⁾.

La sanction de cette disposition est la commise ⁽⁵⁾, le seigneur peut l'exercer l'an et jour passé le commandement de rétablir l'état antérieur. La commise est d'ailleurs la sanction commune des obligations bordelières, nous allons l'étudier dans le chapitre suivant.

(1) *Inv. som.*, n° 167, Bail de 10 arpents (environ 3 hectares) moyennant 2 sols, 2 boisseaux d'avoine et 2 gelines, avec charge de construire une maison et une grange dans les 3 ans (1500) ; 237, délaissement faute de pouvoir réparer. Note sur Vendennesse par Gueneau, *Société niv.*, p. 564 et s., bail du même genre.

(2) Nivernais, art. 11 ; Bourbonnais, art. 490, 491.

(3) Coquille, sous l'art. 13 ; *Ancienne coutume*, art. 6.

(4) Nivernais, art. 14.

(5) Nivernais, art. 12 et 13.

CHAPITRE VI

Extinction des charges bordelières.

Les charges du bordelier s'éteignent par la consolidation de la propriété, c'est-à-dire par la réunion du domaine direct et du domaine utile.

La consolidation se produit le plus souvent en la personne du seigneur, mais elle pourrait se produire en la personne du tenancier ; celui-ci peut, en effet, acquérir la directe sur son propre bien par voie d'achat, de succession ou de donation ; beaucoup de bordeliers des derniers siècles étant d'une condition sociale identique ou supérieure à celle de leurs seigneurs, cette hypothèse n'a rien d'invraisemblable. Dans ce cas, si le seigneur bordelier était un vassal, il devait obtenir l'autorisation de ses suzerains et retenir tout au moins une directe censuelle.

La consolidation en la personne du seigneur s'appelait réversion ou retour ; elle se produisait, en premier lieu, faute d'hoir, comme nous le verrons, en second lieu en cas de commise ou de délaissement.

La commise avait lieu à défaut de paiement de la redevance pendant trois années de suite ⁽¹⁾, et en cas de démembrement de la tenure ⁽²⁾. Voici en quoi elle consistait : lorsqu'un des événements qui donnaient lieu à commise se produisait, le seigneur était saisi de plein droit de la possession de l'héritage, sans appréhension de fait ⁽³⁾; cette saisine lui donnait le droit aux fruits ⁽⁴⁾, le droit d'intenter les actions possessoires, d'assigner le détenteur en paiement de ce qu'il lui devait et de prendre possession effective de la tenure ⁽⁵⁾. La propriété était consolidée au jour de l'assignation ou de la prise de possession, car c' est à partir de ce moment que le bordelier est forclos du droit de faire des offres réelles pour purger la commise, et que le seigneur peut le faire expulser par justice ⁽⁶⁾.

La commise est une peine et non un mode de rétablissement des droits du seigneur, car celui-ci peut encore, après la commise, réclamer au bordelier les arrérages échus jusqu'à ce jour et les fruits échus postérieurement, lorsqu'ils ont été perçus par ce dernier ⁽⁷⁾.

La commise étant une peine, n'avait pas d'effet contre les parsonniers du détenteur qui l'avait encourue par sa faute.

(1) Nivernais, art. 4 et suiv.

(2) Nivernais, art. 11, 12 et 13.

(3) *Id.*, art. 6 et 13.

(4) *Id.*, art. 9.

(5) *Id.*, art. 6, 7, 8 et 13.

(6) *Id.*, art. 7 et 8.

(7) Coquille, sous les art. 5 et 9; *Questions et réponses*, n° 55.

Pour la même raison, une condition essentielle à l'exercice de la commise était la mauvaise foi du bordelier; il fallait qu'il connût l'existence du bordelage sur son immeuble. La coutume réputée de mauvaise foi le premier preneur et l'héritier qui, après avoir payé sa redevance deux années de suite, cesse de la payer pendant trois ans ⁽¹⁾. Il faudrait décider aussi qu'en cas de vente par décret d'un héritage bordelier, sans opposition du seigneur, lorsque la charge revit en vertu de la présomption coutumière, l'acquéreur est considéré comme de bonne foi.

En cas de démembrement, la commise n'avait lieu que dans l'an et jour après le commandement de rétablir l'état antérieur ⁽²⁾, la partie démembrée était seule commise quand il s'agissait d'une aliénation partielle.

Le seigneur qui exerçait la commise ne pouvait exiger le tiers denier, car ce profit représente le prix de son approbation ⁽³⁾.

Lorsque le seigneur était débiteur du bordelier, la compensation s'opérait et la commise ne se produisait pas ⁽⁴⁾.

Le délaissement ou déguerpissement était le moyen donné à tout mainmortable réellement de s'exonérer de ses charges; il était même accordé à tout débiteur d'une obligation réelle, comme le censitaire, le débi-rentier ⁽⁵⁾;

(1) Nivernais, art. 4 et 5 et Coquille, sous ce dernier article.

(2) Coquille, *Questions et réponses*, n° 56; Bourbonnais, art. 490.

(3) Coquille, sous les art. 5 et 13; Auroux des Pommiers, sous l'art. 490.

(4) Coquille, sous l'art. 5.

(5) Nivernais, art. 16, *Des bordelages*; art. 20, *Des cens*; art. 6, *Des rentes*.
Bourgogne, IX, art. 9; Franche-Comté, XIV, art. 4; Marche, art. 145.

encore aujourd'hui, le tiers détenteur d'un immeuble hypothéqué a la même faculté. Le délaissement n'était pas un simple fait unilatéral du détenteur, mais un distrat qui exigeait le consentement du seigneur; celui-ci n'acceptait le délaissement que lorsque le bordelier et en général le débiteur s'était acquitté de ses obligations, il fallait notamment que la tenure fût en bon état. Bien entendu, le seigneur qui refusait indûment pouvait être contraint d'accepter par justice. Souvent, les bordeliers qui ne pouvaient pas payer leurs redevances préféraient délaisser leur tènement pour éviter la commise; de cette façon ils pouvaient obtenir du seigneur la décharge de leur dette ou même une petite indemnité (1).

Les obligations bordelières ne s'éteignent pas par prescription de même que le bordelage; le détenteur qui a payé une partie des redevances est libéré du surplus au bout de trente ou quarante ans; mais s'il n'a rien payé du tout, le seigneur peut le poursuivre même après un temps plus long (2).

(1) *Inv. som.*, n° 237. Délaissement moyennant 53 livres, faute de pouvoir payer et réparer (1605).

(2) Nivernais, art. 2, *Des prescriptions*; art. 22, *Des cens*; Coquille, *Questions et réponses*, n° 50. — Il y a à la bibliothèque de Nevers une lettre manuscrite de Guiller de Mons, lieutenant général du bailliage de Nivernais, datée du 17 juillet 1774, qui relate un acte de notoriété constatant que, d'après une jurisprudence constante depuis 1311, confirmée par celle du parlement de Paris, les cens et bordelages assis sur des alleux peuvent s'éteindre par prescription.

TROISIÈME PARTIE

TRANSMISSION DES BIENS DE MAINMORTE.

CHAPITRE PREMIER

Aliénations entre-vifs.

Le patrimoine des mainmortables nivernais se composait de deux sortes de biens ; celui du serf comprenait, d'une part, les héritages qui avaient fait l'objet de la convention primitive et qui s'appelaient héritages serviles, meix ou tènement servile ; d'autre part, les meubles et les acquêts que le serf avait pu faire à l'aide de ses économies depuis la concession (1) ; tous ces biens étaient soumis à la mainmorte, mais l'aliénation des premiers était moins libre que celle des seconds. Le patrimoine du bordelier se composait en premier lieu des biens soumis au bordelage, et en second lieu de ses autres biens meubles et immeubles, les premiers seuls étaient frappés de mainmorte.

(1) Coquille, sous l'art. 7, *Des servitudes personnelles*.

I. Le serf avait l'entière disposition de ses meubles, soit à titre gratuit, soit à titre onéreux ⁽¹⁾. Quant à ses immeubles, il pouvait les aliéner sans distinction aux serfs de sa seigneurie, aucune autorisation n'était nécessaire et aucun profit n'était dû au seigneur ⁽²⁾. En ce qui concerne l'aliénation au profit d'un homme libre ou d'un serf d'une autre seigneurie, il y avait lieu de distinguer s'il s'agissait d'un héritage servile ou d'un acquêt et si l'aliénation était faite à titre gratuit ou à titre onéreux.

Le serf était pleinement capable de vendre ses acquêts à qui que ce fût, car en Nivernais « le franc acquiert du « serf ⁽³⁾ », le seigneur perdait ainsi tout espoir d'exercer son droit d'échute sur les biens vendus, mais il prenait le tiers-denier ⁽⁴⁾, ce qui était pour lui un bénéfice actuel préférable à une éventualité lointaine, d'ailleurs si son homme décédait sans hoir commun, il retrouverait le prix dans sa succession sous une forme ou sous une autre.

Pour vendre son tènement le serf n'avait pas besoin d'autorisation préalable, mais le seigneur avait une action en videmains contre l'acquéreur, pour le forcer à revendre

(1) Arg., art. 16, *Des serv. pers.*; Nivernais, Bourbonnais, art. 208.

(2) Coquille, *Questions et réponses*, n° 281; Bourbonnais, art. 204.

(3) Nivernais, art. 18, *Des serv. pers.* Cet article aurait pour origine un privilège accordé aux habitants de Château-Chinon (Bogros, *Histoire de Château-Chinon*, p. 39). — Il en était de même à Chaumont (art. 17). Partout ailleurs, le franc n'acquiert pas du serf : Bourbonnais, art. 201; Bourgogne, IX, art. 10 et 11; Franche-Comté, XIV, art. 13; Marche, art. 146.

(4) Coquille, *Questions et réponses*, n° 281.

l'immeuble dans l'an et jour à un serf de la seigneurie. Ce délai passé, l'immeuble appartenait au seigneur, en vertu d'une sorte de commise et l'acquéreur pouvait être poursuivi personnellement pour les dettes du vendeur. Lorsque le seigneur approuvait la vente, il lui était dû tiers-denier pour le prix de son approbation ⁽¹⁾.

Le bordelier pouvait également vendre sa tenure ; quand le seigneur ne voulait pas que la vente s'exécût, il avait à sa disposition non plus la commise, mais le retrait, c'est-à-dire qu'il pouvait prendre le marché pour lui en remboursant à l'acquéreur les frais et loyaux coûts du contrat. Bien entendu, comme dans le cas précédent, il avait la faculté d'approuver la vente et d'exiger le tiers-denier ⁽²⁾. Tout seigneur pouvait exercer le retrait bordelier, même l'Église qui n'avait pas ce droit en matière féodale et censuelle ⁽³⁾.

En Bourbonnais, le seigneur qui n'approuvait pas la vente avait la commise dans les deux cas, qu'il s'agit de vente d'un héritage bordelier ou taillable, ou qu'il s'agit de vente d'un bien servile, mais l'Église ne l'avait pas. En matière servile, le seigneur était saisi par le seul fait de la prise de possession de l'acquéreur ⁽⁴⁾ et non dans l'an

(1) Nivernais, art. 19, *Des serv. pers.*

(2) Nivernais, art. 23 et 24, *Des bordelages.*

(3) Nivernais, art. 25, *eod. tit.* — En cas d'échange, le seigneur avait droit au tiers-denier, mais il ne pouvait retirer (art. 14 de l'ancienne coutume, *eod. tit.*).

(4) Bourbonnais, art. 201.

et jour comme en Nivernais; au contraire en matière de taille réelle le seigneur n'était saisi que dans l'an et jour ⁽¹⁾. On ne distinguait pas le tènement servile des acquêts, car la règle bourbonnaise était que le franc n'acquerrait pas du serf ⁽²⁾.

En Auvergne, l'emphytéote conditionné avait la libre disposition de son tènement par actes entre-vifs ⁽³⁾.

Lorsque le mainmortable nivernais vendait sa tenure, ses lignagers n'avaient pas le droit de retrait, parce que les règles successorales en matière de mainmorte n'étaient pas celles du droit commun et que le retrait lignager « symbolise à succession ⁽⁴⁾ ». S'il avait été admis qu'un lignager même commun en biens eût pu retirer un tènement servile ou bordelier le droit d'échute ou de réversion aurait pu être mis en échec, car le retrayant pouvait n'être plus commun au moment du décès du vendeur. D'ailleurs un bien soumis à la mainmorte ne peut guère être considéré comme un propre. Cependant, lorsqu'un bordelier vendait pour un prix unique plusieurs héritages dont les uns étaient tenus à bordelage et les autres à

(1) Bourbonnais, art. 490.

(2) *Ibid.*, art. 201 et 490, et commentaire d'Auroux des Pommiers, sous ce dernier article.

(3) Auvergne, XXVII, art. 4.

(4) Nivernais, art. 20, *Du retrait lignager*, et commentaire de Coquille, sous cet article. Il en était de même pour la quevaise (*Usements de Cornouailles*, *Quevaise*, art. 8). En Marche le lignager pouvait retirer lorsqu'il était serf de la même seigneurie que le vendeur (art. 167). Les autres coutumes n'interdisent pas le retrait lignager.

cens, on admettait qu'un lignager pouvait retirer le tout⁽¹⁾.

II. Dans la plupart des coutumes le serf peut disposer à titre gratuit par donations entre-vifs, dans quelques autres il doit obtenir l'autorisation du seigneur. La coutume de Nivernais est muette sur la question, mais on conclut de son silence qu'elle n'interdit pas aux serfs de disposer entre-vifs⁽²⁾. Cependant Coquille décide que le serf ne pourrait pas donner plus de la moitié de ses biens lorsqu'il n'a pas d'héritier commun, sans quoi cette disposition serait présumée faite en fraude des droits du seigneur et serait nulle⁽³⁾.

La coutume n'autorise ni n'interdit la donation des biens tenus à bordelage, il faut en conclure qu'elle était libre. Cependant la coutume de Saint-Pierre-le-Moûtier⁽⁴⁾ semble dire que les dispositions de ce genre sont défendues, et en Bourbonnais le donataire devait obtenir la ratification de la donation⁽⁵⁾.

(1) Coquille, *loc. cit.* Le retrait lignager était admis dans les châtellenies de Château-Chinon et de Lormes pour les serfs (*Cout. de Saint-Pierre*, art. 14, *du Retrait*).

(2) Coquille, sous l'art. 32, *Des serv. pers.*, et sous l'art. 27, *Des gens mariés*; Bourgogne, IX, art. 11; Franche-Comté, XIV, art. 13; en Marche le serf ne peut donner sans autorisation (art. 146); en Bourbonnais le serf ne peut donner qu'à des serfs de sa seigneurie (Auroux des Pommiers, sous l'art. 204).

(3) Coquille, *Questions et réponses*, n° 72. Cf. Taisant, sous l'art. 11, Bourgogne.

(4) Saint-Pierre, art. 24, *Des bordelages*.

(5) Auroux des Pommiers, sous les art. 490 et 492; Ducher, sous l'art. 499.

III. La plupart des coutumes interdisent aux mainmortables d'hypothéquer ou d'arrenter leurs héritages de mainmorte tant personnelle que réelle ⁽¹⁾. La coutume de Nivernais ne contient aucune disposition à cet égard, et Coquille suppose que les serfs et bordeliers ont le droit d'hypothéquer ⁽²⁾, il interdit seulement à ce dernier d'arrenter sa tenure outre le gré du seigneur ⁽³⁾. Quoi qu'il en soit, le seigneur avait peu d'intérêt à empêcher ses mainmortables de surcharger leurs tènements car il n'avait pas à respecter les charges en cas de réversion ⁽⁴⁾.

En Bourbonnais le serf pouvait hypothéquer, mais le taillable réellement ne le pouvait pas aux termes de l'article 494 de la coutume, encore est-il douteux que cet article ait été appliqué en pratique ⁽⁵⁾. Comme en Nivernais, le bordelier ne pouvait pas arrenter sa tenure.

(1) Chaumont, art. 17 ; Marche, art. 146 ; Franche-Comté, art. 13, XIV ; Troyes, art. 59 ; Bourbonnais, art. 493, 494.

(2) Coquille, sous l'art. 26, *Des serv. pers., Questions et réponses*, n° 60.

(3) Coquille, sous l'art. 25, *Des bordelages*.

(4) V. *infra*, p. 103.

(5) Auroux des Pommiers, et Ducher, sous l'art. 494 ; Rouyer, sous ce même article, dit qu'il est toujours en vigueur.

CHAPITRE II

Transmission à cause de mort.

En général pour qu'un héritier put recueillir un bien de mainmorte personnelle ou réelle, franche ou servile, il fallait qu'il vécut en communauté avec le *de cujus* au moment de son décès ⁽¹⁾. Seules les tenures en mote et en quevaise faisaient exception à cette règle ⁽²⁾.

La communauté exigée n'était pas celle dont parle la coutume au titre des *communautés et associations*, mais une communauté de fait, taisible et non expresse, qu'on qualifiait de coutumière parce qu'elle s'établissait *sans convention*. Elle se formait par la cohabitation d'an et jour

(1) Nivernais, art. 7, *Des serv. pers.*; art. 18, *Des bordelages*. Bourbonnais, art. 192, 203, 492; Coquille, *Quest. et rép.*, n° 57. — Le parsonnier le plus lointain en degré de parenté excluait les plus proches s'ils n'étaient communs.

(2) Dans la mote les mâles seuls succèdent au tenancier; dans la quevaise le plus jeune des mâles recueille seul toute la tenure.

et se continuait taisiblement entre les enfants pourvu qu'ils vécussent en commun ⁽¹⁾.

Le Nivernais est peut-être le pays où il y eut le plus de communautés agricoles et ce fut à coup sûr celui où elles ont persisté le plus longtemps, puisque plusieurs d'entre elles ont survécu à la Révolution ⁽²⁾. On peut jusqu'à un certain point expliquer cette particularité par l'existence des bordelages. Dans les autres provinces les communautés perdirent de leur importance avec la disparition du servage, mais en Nivernais la plupart des serfs n'étant affranchis que pour devenir bordeliers, demeuraient mainmortables et leurs parents ne pouvant recueillir le tènement que s'ils vivaient en commun avec le tenancier, la communauté subsistait. Comme le nombre des bordeliers augmentait à mesure que le nombre des serfs diminuait il y avait toujours autant de communautés. Mais si l'on peut expliquer ainsi l'extension des associations de mainmortables, il est plus difficile d'expliquer l'extension des communautés agricoles libres. Voici ce que dit Coquille à ce propos ⁽³⁾ : « Selon l'ancien établissement du ménage des champs, en ce pays de Nivernois, lequel ménage des champs est le vrai siège et origine des bordelages, plusieurs personnes doivent être assemblées

(1) Nivernais. art. 3, *Des communautés*, et Coquille, sous cet article; Coquille, sous l'art. 18, *Des bordelages, Quest. et rép.*, n° 58.

(2) Dupin, *La communauté des Jault*, appendice à la coutume; Albert Maron, *La communauté des Jault*, Nevers, 1890 (Bibl. de Nevers).

(3) Coquille, *Questions et réponses*, n° 58.

en une famille pour demener ce ménage, qui est fort labourieux, et consiste en plusieurs fonctions en ce pays, *qui de soi et de culture malaisée* : les uns servans pour labourer et pour toucher les bœufs, animaux tardifs, et communément faut que les charrues soient tirées de six bœufs; les autres pour mener les vaches et les jumens en champ, les autres pour mener les brebis et les moutons, les autres pour conduire les porcs. Ces familles ainsi composées de plusieurs personnes, qui toutes sont employées chacune selon son âge, sexe et moyen sont régies par un seul, qui se nomme Maître de la communauté... En ces communautés on fait compte des enfants qui ne savent encore rien faire, pour l'espérance qu'on a qu'à l'avenir ils feront; on fait compte de ceux qui sont en vigueur d'âge, pour ce qu'ils font; on fait compte des vieux, et pour le conseil, et pour la souvenance qu'on a qu'ils ont bien fait. Et ainsi de tous âges et de toutes façons, ils s'entretiennent, comme un corps politique, qui par subrogation doit durer toujours. Or, parce que la vraie et certaine ruine de ces maisons de village est quand elles se partagent et se séparent, par les anciennes lois de ce païs, tant ès ménages et familles de gens serfs, qu'ès ménages dont les héritages sont tenus à bordelage, a été constitué, pour les retenir en communauté, que ceux-ci qui ne seroient en la communauté ne succederoient aux autres, et on ne leur succéderoit aussi. »

Ce passage de Coquille démontre bien l'utilité des communautés en général, mais n'explique pas la faveur qu'elle

ont eue en Nivernais; il dit bien que la culture du sol y est malaisée, mais si on la compare aux autres provinces, on se convaincra qu'à ce point de vue la nôtre est encore une des mieux partagées, le sous-sol y est humide, ses prairies sont renommées et l'élevage du bétail « qui est le principal emploi et commodité de ce pays ⁽¹⁾ » exige un personnel moins nombreux que la culture des céréales. Peut-être faut-il dire que les communautés de mainmortables qui étaient nombreuses et prospères étaient un exemple que les cultivateurs libres avaient constamment sous les yeux. D'ailleurs les Nivernais sont d'une nature douce, disciplinée et même un peu passive, comme cela se conçoit chez un peuple qui a supporté si longtemps le servage; or pour qu'une association agricole puisse subsister il faut précisément que tous se soumettent à la volonté du maître et que chacun fasse, dans une certaine mesure, abstraction de son individualité.

La communauté coutumière emportait communauté de meubles et acquêts entre les membres qui avaient un patrimoine ⁽²⁾. Le tènement servile ou bordelier pouvait n'être pas commun : il ne l'était qu'entre les représentants du concessionnaire primitif, mais les collatéraux qui étaient entrés dans la communauté postérieurement à la concession n'y avaient aucun droit. De même, lorsqu'un bordelage était concédé à un membre d'une communauté, les

(1) Coquille, sous l'art. 1^{er}, *Des prés et revivres*.

(2) Nivernais, art. 3, *Des communautés*, et Coquille, sous cet article; Coquille, sous l'art. 18, *Des bordelages*.

autres membres n'étaient copropriétaires que si le seigneur y consentait ⁽¹⁾. Les personnes qui étaient communes en biens s'appelaient *parsonniers* au sens étroit du mot ⁽²⁾, les enfants qui n'avaient pas de patrimoine n'étaient pas communs en biens ⁽³⁾, et l'expression de parsonnier ne leur convient pas, cependant les anciens auteurs pour plus de commodité ont étendu la compréhension de ce mot qui signifie au sens large, membre d'une communauté conventionnelle ou coutumière.

Pour qu'il y ait communauté coutumière entre plusieurs personnes, il faut non seulement que tous demeurent sous le même toit : « Le chateau part le vilain », mais encore qu'ils prennent leur repas en commun. « Le feu, le sel et le pain partent l'homme mortemain ⁽⁴⁾ ». Tout individu qui tient table séparée pendant l'an et jour est réputé parti, même s'il loge sous le même toit ⁽⁵⁾.

On admet des tempéraments à cette règle rigoureuse, c'est ainsi que l'enfant qui est absent pour ses études ou qui est au service de Dieu ou du roi n'est pas censé parti ⁽⁶⁾.

Le départ d'un des parsonniers avait pour effet de dis-

(1) Nivernais, art. 27.

(2) Du latin *pars*. — V. Coquille, sous l'art. 3, *Des communautés*.

(3) Coquille, sous l'art. 14, *Des serv. pers.*

(4) Loisel, *Institutes coutumières*, n^{os} 93, 94.

(5) Nivernais, art. 13 et 14, *Des serv. pers.* — Franche-Comté, XIV art. 17.

(6) Nivernais, art. 14, *Des serv. pers.*, et Coquille, sous cet article; *Questions et réponses*, n^o 282. — Bourbonnais, art. 207.

soudre la communauté : « un parti tout est parti ⁽¹⁾ », mais cette disposition n'était pas applicable aux bordelages, elle paraît même avoir été spéciale au servage nivernais car aucune autre coutume ne la consacre ⁽²⁾.

Cette règle n'était pas entendue dans toute sa rigueur ; la coutume y admettait des exceptions :

1° Quand il y avait dans une communauté des enfants de différents lits, le départ de tous les enfants d'un même lit ne dissolvait pas la communauté, et le départ d'un ou de quelques-uns de ces enfants n'avait d'effet qu'à l'égard de leurs frères germains mais non à l'égard des enfants de l'autre lit ⁽³⁾.

Coquille tire de là cette conclusion que lorsqu'une communauté est composée de plusieurs branches collatérales, c'est-à-dire des descendants de plusieurs frères communs, le départ d'un des parsonniers ne nuit qu'à la branche dont il fait partie ⁽⁴⁾.

2° Le parsonnier qui était serf d'une autre seigneurie pouvait demander sa part et s'en aller sans dissoudre la communauté par son départ ⁽⁵⁾.

3° Quand deux époux serfs, durant leur mariage faisaient quitter la communauté à un de leurs enfants pour le marier, lui faire faire ses études, ou pour tout autre motif

(1) Nivernais, art. 9, *Des serv. pers.*

(2) V. cependant Loisel, *op. cit.*, n° 93.

(3) Nivernais, art. 10, *Des serv. pers.*

(4) Coquille, sous l'art. 9, *Questions et réponses*, n° 70.

(5) Nivernais, art. 10, *Des serv. pers.*

légitime, notre règle ne s'appliquait plus; mais il fallait pour cela que d'autres enfants restassent dans la communauté (1).

4° Une fille orpheline qui avait une part indivise dans la communauté de biens pouvait se formarier sans que la communauté fût dissoute, mais elle devait renoncer à sa part (2).

De ces dispositions de la coutume et surtout de la dernière, Coquille conclut en premier lieu que la règle « un parti tout est parti » ne s'applique qu'au cas où le parsonnier qui s'en va demande le partage; en second lieu que la demande de partage (3) ne dissout pas la communauté quand elle est faite pour un juste motif. Ainsi les comuniers peuvent renvoyer un des leurs s'il est « mauvais ménager, fainéant, quereleux, tavernier » et lui donner sa part sans que la règle s'applique; il en est de même si ce parsonnier « malgisant et fâcheux » demande le partage pour nuire à la communauté; mais si, au contraire ce sont les parsonniers qui par méchanceté et mauvais

(1) Nivernais, art. 12, *Des serv. pers.*

(2) Nivernais, art. 11, *Des serv. pers.*

(3) D'après la coutume de Saint-Pierre, la règle « un parti tout est parti » ne s'appliquait qu'au cas de demande de partage, dans les châtellenies de Château-Chinon et de Lormes (art. 4, *Des servitudes*). — V. dans Parmentier, *Inventaires des titres de Nevers*, p. 285, une délibération donnant pouvoir aux échevins d'intenter un procès à Paris et de soutenir que la réversion n'a lieu qu'en cas de partage. — Archives de la Nièvre, notaires de Decize (10 février 1483) clause d'un contrat de communauté expresse : le premier requérant partage paiera aux autres dix livres tournois. — Auvergne, XXVII, art. 7 et 8.

ménage forcent l'un d'eux à se retirer, la communauté sera dissoute ⁽¹⁾.

Dans tous les cas cette dissolution ne se produit que par l'expiration d'un délai d'an et jour à partir du départ; la coutume ne veut pas qu'une fâcherie temporaire ait une conséquence aussi grave, elle exige la persévérance dans la volonté, qu'il s'agit de la formation ou de la dissolution de la communauté ⁽²⁾. Une fois dissoute, la communauté ne pouvait plus se réunir sans l'autorisation du seigneur ⁽³⁾.

L'obligation de vivre en communauté pour pouvoir succéder en mainmorte était absolue, les enfants eux-mêmes y étaient soumis. Cependant la nouvelle coutume de Nivernais admit par tempérament que les enfants du bordelier pourraient succéder à leur père dans tous les cas ⁽⁴⁾. La coutume de Bourbonnais ne suivit pas cet exemple, elle conserva la règle ancienne pour les bordelages et les tailles réelles, de même que la coutume locale de Germigny ⁽⁵⁾.

(1) Coquille, sous l'art. 9, *Questions et réponses*, n° 70. — Bourbonnais, art. 207.

(2) Coquille, sous l'art. 13, *Des serv. pers.*

(3) Nivernais, art. 15, *Des serv. pers.*; Marche, art. 153; Bourgogne, IX, art. 15; Franche-Comté, XIV, art. 15. — V. un exemple de demande de réunion : Arch. Nièvre, notaires de Decize, 29 novembre 1443. Gerbert Barbier, notaire.

(4) Nivernais, art. 14, *Des serv. pers.*, art. 19, *Des bordelages*; ancienne coutume, art. 10, *Des bordelages*; coutume de Saint-Pierre, art. 16, *eod. tit.* Auvergne, XXVII, art. 3, comme Nivernais, *Nouvelle*.

(5) Bourbonnais, art. 192, 492; Germigny, art. 14; Troyes, art. 59. — V. Procès-verbal de la coutume de Bourbonnais, § de Germigny.

Pour pouvoir succéder à un serf il fallait, non seulement être commun avec lui, mais il fallait encore être serf soi-même, ainsi un affranchi ne pouvait pas succéder à son père ni réciproquement, car en Nivernais le serf ne succède pas au franc et le franc ne succède pas au serf ⁽¹⁾. Il y avait cependant une exception à cette règle : le père ou la mère survivant pouvait recueillir les meubles de son fils serf décédé sans autre héritier commun, bien que le survivant fût franc ⁽²⁾.

Nous devons signaler maintenant une clause des baux à bordelages autorisée par la coutume de Nivernais, c'est la clause de « parti et non parti ⁽³⁾ ». Les arrêts de commutation la prévoient, cependant elle ne devait pas être très usitée car nous n'en avons jamais rencontré d'exemple. C'était une convention d'après laquelle les héritiers du bordelier pouvaient lui succéder, qu'ils soient partis ou non partis, on supprimait ainsi l'obligation de vivre en communauté. Le bordelage parti ou non parti n'était donc pas une tenure en mainmorte mais une sorte d'emphytéose ou de censive; il en différait par ceci, qu'en cas de déshérence la tenure appartenait au seigneur direct et non au seigneur haut justicier.

(1) Nivernais, art. 2, *Des successions*; de même à Meaux, ch. VIII, art. 48. — En Bourbonnais le serf succède au franc mais le franc ne succède pas au serf (art. 200). — Dans les châellenies de Château-Chinon et de Lormes, le serf succède au franc. Cout. de Saint-Pierre, art. 2, *Des successions*.

(2) Art. 24, *Des serv. pers.*

(3) Nivernais, art. 20, *Des bordelages*; Coquille, *Questions et réponses*, n° 59.

Le rappel à succession n'existait pas en Nivernais ⁽¹⁾, il consistait en ce que, le seigneur étant écarté par la présence d'un héritier commun, l'ordre successoral était rétabli et tous les héritiers succédaient sans distinction. Mais en matière de douaire de la veuve du bordelier il se passait quelque chose d'analogue : en principe, la veuve ne peut être douée au préjudice du seigneur, mais lorsque le *de cujus* a laissé un héritier commun qui écarte le droit d'échute, la veuve peut exercer son douaire sur la tenure bordelière et le conserver quoi qu'il arrive ⁽²⁾.

Il en était autrement pour la femme du serf ; celle-ci pouvait prendre à titre de douaire la moitié des héritages de servitude de son mari à charge de payer la taille *pro rata* à peine de commise ⁽³⁾.

La différence entre le douaire bordelier et le douaire servile s'explique par ce fait que le bordelier pouvait avoir des biens francs.

Coquille admet que les enfants du bordelier peuvent prendre douaire « ores qu'ils ne fussent héritiers ⁽⁴⁾. »

En principe le serf et le bordelier étaient incapables de disposer de leurs biens ou de leur tenure par acte de dernière volonté ou par donation à cause de mort ⁽⁵⁾. Mais

(1) Bourgogne, IX, art. 17 ; Troyes, art. 5.

(2) Nivernais, art. 29, *Des bordelages*, et Coquille, sous cet article. — Cf. Bretagne, usements de Cornouailles, *Du droit de Quevoise*, art. 8.

(3) Nivernais, art. 20, *Des serv. pers.*

(4) Coquille, *Questions et réponses*, n° 61.

(5) Coquille, sous l'art. 32, *Des serv. pers.* et sous 27, *Des gens mariés*.

comme cette prohibition n'est faite que dans l'intérêt du seigneur et pour empêcher le mainmortable de rendre le droit d'échute ou de réversion sans objet, on admit que le mainmortable aurait pleine capacité de disposer de ses biens lorsqu'il aurait un parent commun avec lui, car la présence d'un héritier commun empêchait le droit seigneurial de s'ouvrir (1).

Dans ce cas, le serf et le bordelier pouvaient tester, non seulement en faveur de leurs parents communs, mais en faveur de toute personne; quelques arrêts des derniers siècles ont décidé le contraire, mais cette jurisprudence qui, d'ailleurs, n'était pas constante est contraire à l'opinion de Coquille, et aussi croyons-nous aux principes de la matière, car elle favorisait les intérêts des héritiers alors que la prohibition de donner à cause de mort est faite dans l'intérêt du seigneur (2).

Lorsque le serf n'avait pas d'héritier commun, il pouvait encore tester jusqu'à concurrence de soixante sols (3). A l'origine, ce legs devait être fait *pro remedio animæ*, c'est-à-dire à l'Église, mais les coutumes n'ont pas reproduit cette limitation. Le bordelier n'avait pas la même faculté parce qu'il avait la pleine disposition de ses biens libres, et qu'il aurait fallu démembrer sa tenure pour exécuter ce legs.

(1) Coquille, sous l'art. 32, *Des serv. pers.*

(2) 17 mai 1737, 1^{er} avril 1740; en sens contraire, 7 août 1690, 19 mai 1759, cités par Guyot, v^o *Bordelage*.

(3) Nivernais, art. 32. Dans les autres coutumes, ce droit était limité à cinq sols (Chaumont, art. 17; Troyes, art. 16; Vitry, art. 7).

CHAPITRE III

De la réversion et de l'échute.

Le droit de réversion est le droit en vertu duquel l'héritage concédé à mainmorte fait retour au seigneur ⁽¹⁾. Le droit d'échute est le droit en vertu duquel le seigneur succède aux biens meubles et acquêts du mainmortable personnellement.

Ainsi, le premier est un droit de retour sur un héritage concédé, le second est un droit de succession; le tènement servile étant un héritage concédé comme la terre bordelière, advient au seigneur par réversion et non par échute.

La réversion s'exerce, dans la mainmorte personnelle :

1° Faute d'hoir de condition servile ;

2° En cas d'affranchissement ;

3° Dans les deux cas de commise, c'est-à-dire lorsque le

(1) La réversion devait se produire assez fréquemment. Dans le terrier des Bordes de 1413, sur 85 bordelages, 27 sont dans la main du seigneur, faute d'hommes.

serf vend sa tenure à un incapable, et lorsque la veuve douée ne paie pas sa quote-part de la taille (1).

Elle n'avait pas lieu en cas d'aveu de bourgeoisie.

En matière de bordelage, la réversion a lieu :

1° Faute d'hoir;

2° En cas de commise;

3° En cas de délaissement (2).

La réversion s'opérait toujours quitte de charges, c'est-à-dire que la terre faisait retour au seigneur telle qu'il l'avait concédée; les rentes et hypothèques consenties par le détenteur s'évanouissaient. Les charges une fois éteintes ne revivaient plus, et le nouveau concessionnaire recevait l'héritage libre.

Cependant, lorsque la tenure était rétrocédée au même tenancier, par exemple lorsque le seigneur baillait à bordelage, à son affranchi, les biens qu'il venait d'acquérir par l'effet de l'affranchissement, les charges revivaient, car le débiteur n'aurait pas pu triompher devant une réplique de dol du créancier (3).

Le seigneur qui prend un héritage par réversion a le

(1) L'acquisition par le seigneur du tènement servile abandonné n'est pas un cas de réversion, c'est un cas d'acquisition par prescription.

(2) Le retrait bordelier n'était pas un cas de réversion. Il est vrai que Coquille cite sans le critiquer un arrêt qui applique au retrait un des effets de la réversion, l'extinction des charges, mais cette solution est injuste, car l'acquéreur a payé un prix égal à la valeur de l'immeuble diminuée du montant des charges, il ne reçoit du seigneur que ce prix, et cependant il est toujours tenu aux charges. — V. Coquille, *Questions et réponses*, n° 38.

(3) Coquille, sous l'art. 26, *Des serv. pers.*

droit de percevoir les fruits pendants sans devoir aucune indemnité au tenancier ; par exemple, si la réversion s'est opérée au moment où la récolte allait être coupée, cette récolte appartiendra au seigneur ⁽¹⁾.

Cependant Coquille décide que le seigneur bordelier devait respecter les droits du laboureur à champart ⁽²⁾. En Nivernais, tout individu avait le droit de défricher les terres d'autrui sans autorisation, à charge seulement de laisser au propriétaire une partie de la récolte, variable selon l'usage des lieux ⁽³⁾ ; le seigneur n'aurait pas pu enfreindre les usages et prendre toute la récolte. Ceci n'est pas une dérogation à la règle d'après laquelle les charges s'évanouissent, car le champart était une charge légale.

Le seigneur bordelier devait-il tenir compte au tenancier des améliorations qu'il avait pu faire ? Nous savons que le bordelier n'est pas tenu d'amender, aussi a-t-il droit au remboursement des impenses d'amélioration, lorsque la réversion a lieu sans sa faute, c'est-à-dire en cas de délaissement ou faute d'hoir. Mais, en cas de commise, il ne lui était rien dû, car la commise est une peine encourue par sa faute ⁽⁴⁾. Il en serait de même, à notre avis, en cas de retrait, car le prix de la vente est censé représenter la valeur actuelle de l'immeuble, y compris les améliorations.

(1) Nivernais, art. 21, *Des bordelages*. — Ancienne coutume, art. 11, *eod. tit.*

(2) Coquille, sous l'art. 26, *Des bordelages* ; *Questions et réponses*, n° 60.

(3) Nivernais, ch. XI, *Des champarts*.

(4) Coquille, sous l'art. 15, *Des bordelages* ; *Questions et réponses*, n° 62.

Le droit d'échute étant un droit de succession, le seigneur devait non seulement respecter les charges immobilières, mais encore payer les dettes mobilières jusqu'à concurrence de ce qu'il recueillait ⁽¹⁾.

Lorsque le défunt appartenait à plusieurs seigneurs, ce qui pouvait se présenter au cas où son père et sa mère étaient de différentes seigneuries, les meubles étaient partagés entre les seigneurs proportionnellement aux droits qu'ils avaient en la personne du serf; au contraire, les immeubles appartenaient au seigneur dans la mouvance duquel ils se trouvaient. Les alleus ou les immeubles qui se trouvaient dans des seigneuries auxquelles n'appartenait pas le serf étaient partagés comme les meubles ⁽²⁾.

Dans ce dernier cas, c'est-à-dire lorsque le défunt laissait des terres tenues à cens ou à rente d'autres seigneurs que son maître, celui-ci recueillait ces terres en vertu de son droit d'échute, mais il devait les mettre en mains habiles dans l'an et jour, c'est-à-dire les concéder à un vilain, car il n'était pas d'usage qu'un seigneur eût pour vassal ou censitaire une personne qui lui fût égale ou supérieure dans la hiérarchie féodale ⁽³⁾. S'il négligeait de

(1) Coquille, sous l'art. 7, *Des serv. pers.*; *Questions et réponses*, n° 280; Marche, art. 160; Bourgogne, IX, art. 15; Franche-Comté, XIV, art. 18; ancienne coutume de Nivernais, art. 16, *Des serv.*

(2) Nivernais, art. 29, *Des serv. pers.*

(3) L'ancienne coutume dit « le seigneur s'il n'est habile... » (art. 4, *Des serv.*).

le faire, le seigneur censier ou rentier pouvait prendre possession de l'héritage ⁽¹⁾.

Cette disposition ne s'appliquait pas au bordelage par la raison que le seigneur bordelier avait exercé son droit de réversion sur la terre assujettie pendant que le seigneur de mainmorte exerçait son droit d'échute sur les autres biens du tenancier.

Nous avons vu qu'il y avait un cas où le seigneur ne recueillait pas les meubles du serf décédé sans hoir commun et de condition servile : c'est lorsque le *de cujus* ne laissait d'autre héritier commun que le survivant de ses père et mère, bien que celui-ci fût libre il recueillait les meubles ⁽²⁾.

(1) Nivernais, art. 28 ; Bourgogne, IX, art. 19. — V. aussi Coquille et Dupin, sous l'art. 6, *Des confiscations*.

(2) Nivernais, art. 24, *Des serv. pers.*

CONCLUSION

Depuis le ^{xiii}^e siècle jusqu'à la Révolution le servage et les bordelages ont suivi une progression inverse. Les bordelages rares à l'origine ⁽¹⁾, occupaient vers 1570 les trois quarts du territoire des environs de Nevers ⁽²⁾ et devaient être encore plus répandus au ^{xviii}^e siècle. Nous avons vu que cette tenure qui n'était d'abord qu'une tenure d'affranchi prit une telle extension qu'elle fonctionna à la fois comme procédé usuel d'amodiation et comme hypo-

(1) D'après le terrier de l'évêché de Nevers, l'évêque possédait en 1287, 1449 taillables et il n'avait que 31 directes bordelières pour 1195 directes censuelles environ. Le terrier des Bordes contient un dénombrement de 1413 qui mentionne 85 bordelages pour 160 censives ; il n'y est pas question de serfs, peut-être une vingtaine de tenures qui ne sont ni des cens ni des bordelages sont-elles des tenures en mainmorte. Enfin le terrier de Decize mentionne en 1775, 91 bordelages pour 202 cens ou rentes, et ne contient que deux reconnaissances de tailles. Encore les terriers ne donnent-ils que des renseignements incomplets, car les bordelages étaient peut-être plus usités sur les terres allodiales que sur les terres seigneuriales.

(2) Bardin, *Mémoire pour le bien du Nivernois*.

thèque ou rente constituée; elle remplaça le cens, l'emphytéose, le bail à ferme et même à une certaine époque le bail à loyer, le bail à rente et les contrats que nous venons de mentionner, la constitution de rente et l'hypothèque. Le bordelage était devenu une charge foncière asservissant les héritages à perpétuité en quelques mains qu'ils fussent, comme la rente foncière.

Au contraire le servage perdit de plus en plus de son importance; il y eut à partir du ^{xiii}^e siècle un grand nombre d'affranchissements collectifs et individuels ⁽¹⁾, et à la veille de la Révolution on ne rencontre que très peu de serfs en Nivernais. Un auteur nivernais qui écrit en 1747 parle à l'imparfait des servitudes qui *avaient* lieu dans cette province ⁽²⁾. Évidemment cet auteur est mal renseigné car nous savons qu'il y avait encore des serfs à une époque postérieure ⁽³⁾, mais son témoignage prouve qu'il y en avait peu ⁽⁴⁾.

(1) Guérard, *op. cit.*, p. 392. Affranchissement des habitants de Clamecy en 1213, appendice à Dupin, *op. cit.*, p. 469 et dans Née de la Rochelle, *op. cit.* Affranchissement des habitants d'Apremont, *infra*, p. 30, n. 1, *Société niv.*, 1892, p. 82, 83.

(2) Née de la Rochelle, *op. cit.*, *in fine*. *Dissertation sur les servitudes*.

(3) Bogros, *op. cit.*, p. 47; Dupin, *op. cit.*, p. 217 et 488 : affranchissement des serfs des domaines ducaux par Mancini.

(4) M. Dupin qui publie un extrait du mémoire de Parmentier s'appuie sur ce document pour prétendre qu'il y avait encore beaucoup de serfs en Nivernais jusqu'en 1789 (p. 218 et 488). Nous ferons remarquer en premier lieu que cette pièce est intitulée « *Mémoire pour prouver que les habitants de Marcy étaient anciennement serfs.* » En second lieu, que Parmentier relate un certain nombre d'affranchissements et semble dire que

En Bourbonnais le servage était cantonné dans les quatre châtellemies serves lors de la première rédaction de la coutume ⁽¹⁾; à l'époque de la seconde rédaction tout porte à croire qu'une seule de ces châtellemies avait encore des serfs ⁽²⁾; au XVIII^e siècle tous les habitants du Bourbonnais étaient libres ⁽³⁾. Quant aux tailles réelles il est probable qu'il y en eut un assez grand nombre à cette dernière époque bien que les documents fassent à peu près défaut ⁽⁴⁾, mais nous ne pensons pas qu'elles eurent jamais l'importance que prirent les bordelages en Nivernais.

A la veille de la Révolution il n'y avait guère en France que des mainmortables réellement, le servage personnel ne subsistait plus qu'en Nivernais où d'ailleurs il était rare; les derniers serfs étaient affranchis et transformés en dé-

de son temps tous les habitants sont affranchis. Enfin ce mémoire dit clairement qu'il s'agit de certains bois sur lesquels les habitants de Marcy prétendaient avoir un droit d'usage allodial; Parmentier répond que cela est impossible puisque les habitants de Marcy étaient anciennement serfs. Nous ajouterons que Marcy étant régi par la coutume d'Auxerre comme Parmentier le dit lui-même (p. 486, al. 8), ne faisait pas partie du Nivernais au point de vue juridique.

(1) Procès-verbal de l'ancienne coutume dans Richebourg ou dans Auroux des Pommiers.

(2) La châtellemie d'Hérisson. Les députés de Murat disent que les tailles étaient toutes franchises dans leur châtellemie, et ceux de Montluçon et de Chantelle s'opposèrent à l'art. 25 disant que leurs villes étaient *villes franchises*.

(3) Auroux des Pommiers, Rouyer, Ducher, sous les art. 189 et s.

(4) Auroux des Pommiers, sous la sentence du 30 juin 1721, dans les sentences et arrêts, p. XXVIII, à la suite de la coutume, v. *infra*, p. 54.

tenteurs bordeliers; c'est ainsi que l'esclavage de la terre se substitua à l'esclavage de la personne.

Ce n'est pas à dire que le paysan ait beaucoup gagné à cette transformation. Certes il avait l'espoir de profiter seul de ses économies s'il pouvait en faire et sa fierté personnelle était satisfaite en ce sens qu'il n'était plus serf; mais à part cette restriction, sa condition n'avait pas changé, il demeurerait chargé d'une redevance fort lourde, plus onéreuse encore que les redevances serviles, il était toujours soumis aux banalités et autres charges, il ne pouvait pas davantage aliéner son héritage sans abandonner la moitié du prix au seigneur, ni le transmettre à ses parents lorsque ceux-ci ne vivaient pas en communauté avec lui; encore le serf n'était pas exposé comme lui à voir sa tenure confisquée pour défaut de paiement des redevances. La mainmorte franche avait les mêmes inconvénients économiques que la mainmorte servile; les parents, pour s'assurer une postérité mariaient leurs enfants de bonne heure, et ces couples trop jeunes donnaient naissance à une race abâtardie ⁽¹⁾. On peut supposer que la multiplicité des bordelages en Nivernais dut constituer une calamité publique, pour que les magistrats municipaux eussent osé si souvent adresser leurs doléances au roi ou au duc, sous un régime où l'on n'abusait pas des réclamations.

Quoi qu'il en soit, les auteurs du siècle dernier qui ont

(1) Mémoire de Bardin.

écrit d'une façon véhémence et souvent exagérée contre la mainmorte servile ne parlent que très peu des bordelages. Voltaire avait beaucoup écrit sur les serfs du Mont-Jura, c'est dans cette partie de la France qu'ils étaient le plus nombreux et l'opinion publique était influencée au point de ne s'intéresser qu'à ceux-là. Mais ce qui est le plus étonnant, c'est que les cahiers du Tiers-état nivernais en 1789 qui n'ont pas de phrase assez violente pour flétrir le servage et le régime actuel ⁽¹⁾, se bornent à demander la suppression ou même la commutation des bordelages. Il est vrai que les rédacteurs des cahiers étaient des bourgeois et non des paysans, et que le bordelier bourgeois souffre beaucoup moins de sa situation, il a en général une fortune personnelle qui lui permet de vivre sans compter sur le revenu de la terre tenue à bordelage, et il ne craint pas la commise faute de paiement; mais nous sommes loin des phrases de Rapine et de Bardin qui étaient eux aussi bourgeois et de Coquille qui était noble et seigneur bordelier ⁽²⁾. Il est difficile d'expliquer cette indifférence. On ne peut dire que les bordelages étaient moins nombreux au XVIII^e siècle qu'au XVI^e, l'inventaire des archives, bien qu'incomplet, fournit les bases d'une statistique qui prouve le contraire; peut-être la clause

(1) *Archives parlementaires, Cahier du bailliage de Nivernais*, IV, p. 246 et s. — *Cahier de Saint-Pierre-le-Moutier*, art. 70 et 72. — *Cahiers du Bourbonnais*, art. 11 et 12 dans le *Bulletin de la société d'émulation de l'Allier*, année 1854.

(2) *Inv. som.*, E. 587.

parti et non parti était-elle devenue de style, bien que nous n'en ayons pas rencontré d'exemple? Peut-être au contraire faut-il attribuer ce phénomène à la direction qu'avait suivie les esprits sous l'influence de Voltaire, de l'abbé Clerget et de tant d'autres?

En 1789, le servage n'existait plus qu'en Franche-Comté, en Bourgogne, en Alsace, en Lorraine et dans quelques parties de la Champagne, du Nivernais et de la Marche. L'abbé Clerget ⁽¹⁾ évalue à 1,500,000 le nombre des serfs français, mais ce nombre est certainement exagéré.

En 1779 ⁽²⁾, Louis XVI avait affranchi les serfs de ses domaines. Il n'avait pas osé porter atteinte aux droits des seigneurs, qu'il considérait comme des droits de propriété; il aurait voulu les supprimer en payant aux seigneurs une indemnité, mais l'état de ses finances ne le lui permettait pas. Cependant, il avait supprimé le droit de poursuite sans indemnité, ce qui, à notre avis, était un manque de logique : le droit de poursuite appartenait aux seigneurs comme le droit de mainmorte lui-même, et nous ne voyons pas en quoi il est plus immoral de prendre la succession d'un serf lorsqu'il est décédé hors de sa province que lorsqu'il n'a pas quitté son meix. Le roi avait probablement voulu confirmer la jurisprudence du Parlement de Paris qui, depuis 1760, ne tenait plus compte du droit de poursuite. Au fond, l'édit de 1779 était une concession

(1) *Le cri de la raison*, titre.

(2) Édit du 10 août, dans Isambert, XXVI, p. 139.

faite à l'opinion publique, mais il est probable que dans l'entourage du roi, la mainmorte n'était pas considérée comme une chose aussi contraire au droit naturel qu'elle nous le paraît aujourd'hui.

Dans cet édit Louis XVI exhortait les seigneurs à suivre son exemple, mais ce conseil fut peu écouté, Louis Mancini-Mazarini, dernier duc de Nivernais, fut l'un des rares seigneurs qui affranchirent leurs serfs à cette époque ⁽¹⁾.

La plupart des cahiers du Tiers-État aux États-Généraux demandèrent la suppression de la mainmorte, le roi la demanda aussi dans sa déclaration ⁽²⁾. C'est dans la nuit du 4 août que cette abolition fut votée ⁽³⁾.

Le décret du 4 août ne fut pas la seule décision qui intervint sur cette matière. La Constituante avait aboli sans indemnité « les droits qui tiennent à la mainmorte personnelle ou réelle. »

Ce système donna lieu à des difficultés. Il n'y avait pas, à cette époque, de théorie générale sur la mainmorte et l'on se demanda si l'on devait comprendre sous cette expression les institutions dérivées de la mainmorte mais qui n'en portaient pas le nom. Merlin, en qualité de rapporteur du comité féodal, s'expliqua très clairement

(1) Dupin, *op. cit.*, p. 218.

(2) Déclaration du roi du 23 juin 1789, dans Duvergier, tome I^{er}, p. 32. — Aux états de Blois de 1576 et aux états de Paris de 1614, le Tiers-État avait déjà demandé la suppression de la servitude personnelle (Picot, *Hist. des États-Généraux*, II, p. 539, IV, p. 68).

(3) Décret du 4 août 1789, dans Duvergier, I, p. 39.

sur ce point⁽¹⁾ : « Nous croyons inutile de prévenir que ce mot *mainmorte* a des synonymes et que partout où l'on rencontre les effets de la mainmorte, là doivent s'appliquer les effets de l'article 1^{er} du décret du 4 août, sans s'embarrasser si c'est du terme de mainmorte qu'on s'y sert...

« Dans le Nivernais il existe, outre la mainmorte proprement dite, une tenure particulière appelée *bordelage*, qui a quelques caractères de la mainmorte...

« On doit aussi assimiler à la mainmorte le genre de tenure qui, en Bretagne, porte le nom de *quevaise*⁽²⁾. »

De plus, le décret du 4 août avait aboli, sans indemnité, les droits représentatifs de la mainmorte personnelle, réelle ou mixte. Or, si cette abolition était juste en ce qui concerne la mainmorte personnelle, il n'en était pas de même pour la mainmorte réelle. Merlin suppose deux fonds concédés à deux individus différents, l'un à mainmorte, l'autre à cens; il n'était pas possible que le mainmortable, qui enviait autrefois le sort du censitaire, fût mieux traité que lui par le décret du 4 août et que son héritage fût entièrement libéré de toute charge, alors que l'héritage du censitaire demeurerait soumis aux anciennes redevances transformées en charges réelles.

Le comité féodal proposa de modifier ou plutôt d'inter-

(1) Rapport du 8 février 1790. *Archives parlementaires*, XI, p. 502, col. 1, note 1.

(2) L'art. 7 du décret de 1790 et l'art. 4 du décret de 1792 assimilent à la mainmorte les bordelages, la mote et la quevaise.

préter et de compléter le décret du 4 août de la façon suivante : La mainmorte personnelle, réelle ou mixte demeurerait supprimée sans indemnité ; le mot mainmorte était pris dans son sens strict, c'est-à-dire l'impossibilité de disposer, — qu'elle dérive d'une incapacité ou d'une indisponibilité — et les droits d'échute et de réversion. En outre, les droits qui tenaient à la servitude personnelle ou qui la représentaient étaient supprimés sans indemnité ; au contraire, les redevances réelles étaient transformées en charges foncières simplement rachetables.

Merlin expliqua ce qu'on devait entendre « par les droits qui tiennent à la servitude personnelle ou qui la représentent. On doit comprendre dans la liste de ces droits ceux qui ne dérivent ni de contrats d'inféodation ni de contrats d'accensement, *qui ne sont dus que par des personnes indépendamment de toute possession de fonds*, et n'ont pour base qu'une usurpation enhardie par la féodalité, soutenue par la puissance seigneuriale, légitimée par la loi du plus fort. Que sont-ils en effets, les droits dont une concession de fonds n'a pas été le principe ? des droits féodaux ? non. Car qui dit droit féodal, dit un droit établi par le contrat de fief. Des droits censuels ? non encore ; car qui dit droit censuel dit un droit établi par le contrat de cens. Que sont-ils donc enfin ? des exactions seigneuriales et rien de plus. Mais par là même ils tiennent à la servitude car il n'y a qu'un esclave qui puisse les souffrir ⁽¹⁾.

(1) Rapport de Merlin, *loc. cit.*, p. 504.

Il examine ensuite quels sont les droits qui en vertu de ces principes doivent être abolis sans indemnité, les tailles et corvées personnelles, les droits de guet et de garde et autres droits semblables ainsi que les rentes ou redevances réelles qui les représentent. Quant aux banalités, il faut savoir si elles n'ont pas été réservées dans la tradition d'un fonds.

Après quelques débats l'Assemblée adopta le projet du comité qui devint le décret des 15-28 mars 1790 ⁽¹⁾.

En Nivernais, les conséquences de ce décret étaient les suivantes : le serf qui ne possédait point d'héritage était entièrement libéré de toute prestation. Le serf tenancier d'héritages en mainmorte continuait à devoir la taille, car elle est *assise sur le tènement*, il devenait pleinement capable de disposer, mais il devait payer le remuement, car telle est la solution de Merlin pour le cens.

La situation du bordelier était à peu près la même sauf qu'il demeurerait soumis aux corvées, car les corvées bordelières sont réelles.

L'Assemblée législative compléta à son tour les décrets de la Constituante. Elle ordonna la production des titres pour la preuve des droits déclarés rachetables, ce qui était juste ; déjà Merlin avait laissé entendre dans son rapport de 1790, notamment à propos des banalités, que le rachat exigerait la production des titres dans la plupart des cas.

Le décret de 1792 décida encore que les actes d'affran-

(1) Dans Duvergier, tome I^{er}, p. 135.

chissement de la mainmorte réelle ou mixte seraient annulés ; le décret de la Constituante avait, au contraire, validé ces actes sur la proposition de Merlin par ce motif que la mainmorte réelle ayant généralement pour origine la concession d'un fonds, les conditions imposées à l'affranchissement étaient licites, et que d'ailleurs ces actes étaient inspirés par un sentiment de générosité qu'il fallait encourager ⁽¹⁾. Déjà, à cette époque, un amendement en sens contraire basé sur ce que la mainmorte n'avait d'autre source que l'usurpation, avait été repoussé ; mais le principe prévalut deux ans plus tard.

Enfin, la Convention supprima sans indemnité toutes les redevances seigneuriales ⁽²⁾. C'était le moyen le plus simple de libérer la propriété foncière, car si l'on avait maintenu le système du rachat, il est probable qu'il y aurait encore aujourd'hui des bordelages en France ; mais ce moyen énergique n'était pas équitable car beaucoup de tenures en mainmorte réelle avaient pris naissance par un bail régulier, les bailleurs se trouvaient manifestement lésés. Malgré ses inconvénients, c'est encore le système de l'Assemblée législative qui eût été adopté si la mainmorte avait été supprimée en dehors d'une période révolutionnaire, comme l'aurait fait un roi clairvoyant en 1779. Certes, ce n'eût pas été chose facile tant les seigneurs et surtout l'Église mettaient d'âpreté à conserver des droits

(1) 27 févr. 1890. *Arch. parl.*, XI, 725 et s.

(2) Décret du 17 juillet 1793, dans Duvergier, VI, p. 24.

odieux, mais on eût vaincu les résistances. On aurait ainsi évité des représailles sanglantes et le peuple vainqueur dans la lutte pour la liberté eût peut-être montré plus de clémence envers ses anciens tyrans.

APPENDICE

Nous publions ici les parties de l'ancienne coutume de Nivernais et de la coutume de Saint-Pierre-le-Moûtier qui se rapportent à notre sujet, c'est-à-dire les titres « des bordelages » et des « servitudes personnelles » avec quelques articles des autres titres.

L'ancienne coutume a été imprimée en gothique en 1503 ⁽¹⁾, mais ce livre est introuvable. Nous nous sommes servi du manuscrit de la Bibliothèque nationale ⁽²⁾; ce manuscrit n'est lui-même que la copie d'une copie. Le premier copiste, qui était un conseiller au Parlement de

(1) Berroyer et de Laurière, Bibliothèque des coutumes. — Cf. la date de 1518 donnée par Richebourg en note sous le titre de la coutume de Nivernais, et la date de 1494 donnée par le *Manuel du Libraire*.

(2) Bibl. nat. Ms. nouv. acq. fr., 1090. Ce manuscrit porte en sous-titre : *Bibliothecæ Regiæ humiliter offert Ludovicus Arigijs Bert de la Bussière in supr. Paris. sen. patron. 1764*. Il porte la mention suivante à la fin de chaque coutume : *Collationné la copie ci-dessus au manuscrit de monsieur Brisson, conseiller au Parlement, en foi de quoi j'ai signé. Bert de la Bussière.*

Paris, nommé Brisson, et qui appartenait à une vieille famille d'hommes de lois nivernais, déclare avoir emprunté d'un avocat l'exemplaire imprimé qui lui a servi d'original. Cette édition était donc rare de son temps, c'est-à-dire probablement au xvii^e siècle, pour qu'elle ne fût pas entre ses mains et qu'il prît la peine de la transcrire⁽¹⁾.

La coutume de Saint-Pierre-le-Moûtier a été rédigée en 1515 par ordre du roi Louis XII⁽²⁾. Saint-Pierre possédait autrefois un baillage royal important, cette ville a longtemps lutté contre Nevers, ce fait en est la preuve, mais il faut croire qu'elle ne fut pas victorieuse, car sa coutume ne fut jamais homologuée⁽³⁾.

Jamais non plus elle n'a été imprimée. Dumoulin écrit, en parlant de ces coutumes : « Je les eusse adious-tées après les présentes si les officiers du lieu auxquels en ay escrit m'en eussent envoyé coppie signée du greffier. l'en ai bien mon extrait, mais ie ne le répute pas suffisant pour imprimer⁽⁴⁾. »

Le conseiller Brisson, qui publie la coutume de Saint-Pierre, nous raconte ainsi l'histoire de son original⁽⁵⁾ :

(1) Ce Brisson n'a rien de commun avec le président Brisson qui vivait au xvi^e siècle, et qui n'était pas Nivernais.

(2) Annotations de Brisson à la fin du manuscrit. Dumoulin, *Les coutumes générales et particulières de France*, t. I^{er}, note en marge du titre de la coutume de Nivernais.

(3) Dumoulin, *op. cit.*; Coquille, *Hist. de Nivernais*, p. 436, col. 1; *Introduction à la coutume*, p. 5, col. 2.

(4) Dumoulin, *op. et loc. cit.*

(5) Note à la fin du manuscrit.

« Le manuscrit signé Millet sur lequel j'ai fait cette copie des coutumes générales du bailliage de Saint-Pierre-le-Moûtier, ressorts et exemptions d'iceluy, est suivant toutes les apparences une copie de ces coutumes que M. Olivier Millet, lieutenant-général du bailliage de Saint-Pierre-le-Moûtier en 1558, avoit faite pour son usage particulier.

« C'est M^r Blauzat, lieutenant particulier à Saint-Pierre-le-Moûtier, qui m'a communiqué le manuscrit de M^r Millet.

« M. Millet, lieutenant-général du bailliage de Saint-Pierre-le-Moûtier a comparu, pour les habitants de Saint-Pierre à la rédaction de la coutume de Nivernois de 1534 et il y parla de la rédaction de celle de Saint-Pierre-le-Moûtier, qui avoit été commencée en 1514 par feu M^r Guillaume Bourgoing, alors lieutenant-général du bailliage de Saint-Pierre-le-Moûtier. »

Il ajoute qu'Olivier Millet était gendre de Guillaume Bourgoing, grand-père maternel de Guy Coquille ⁽¹⁾; il constate que les citations de la coutume de Saint-Pierre, faites par Dumoulin en marge de la coutume de 1534, sont conformes à son manuscrit.

Nous avons respecté l'orthographe du manuscrit, bien qu'elle ne soit pas très uniforme; on voit que les copistes successifs l'ont rajeunie par endroits ⁽²⁾.

(1) Cf. Coquille, *Hist. de Niv.*, p. 427, col. 2. La coutume de 1534 a été rédigée par un Guillaume Bourgoing qui est probablement le même.

(2) Nous avons eu entre les mains une copie manuscrite de ce document, copie très mauvaise, incomplète, et où l'orthographe et même le style sont modernisés, sauf certains mots dont l'orthographe a été faus-

Ajoutons que notre manuscrit contient les procès-verbaux des deux coutumes, qui sont intéressants pour l'histoire locale, mais qui fournissent peu de renseignements au juriconsulte. Nous l'avons copié entièrement et nous comptons le publier sous peu *in extenso*.

sement et maladroitement vieillie. Cette copie appartient à M. Alb. Gonnat, de Saint-Pierre-le-Moûtier, qui a bien voulu nous la prêter. Elle porte en sous-titre : *Déposée à la Bibliothèque du roi à Paris en 1764 et transcrite sur l'original d'icelle en 1781, par moi B... Pâris.*

LE COUSTUMIER

DES PAYS DE NIVERNOIS ET DONZIOIS

FAIT A NEVERS

PAR L'ASSEMBLÉE DES TROIS ÉTATS ET PAR AUTORITE

DU PRINCE DESDITS PAYS

RÉDIGÉ EN 1490.

.....

DES FIEZ ET DROITS D'ILCEUX.

.....

20. Ung vassal peult bailler partie ou membre de ce qu'il tient en fyé noble à nature de bourdelaige ou de censive, sauf et réservé le principal membre et pourpris de celui dudit fyé et par justice, se justice y a, sans payer quint denier, si non que le preneur eust baillé argent d'antraige de plus grant valeur que la redevance eu égard à la valeur de l'héritage, duquel argent ainsi baillé, le

Seigneur féodal auroit son quint denier se bon luy semble ;
mais un fief rural se peult bailler en bourdelaige ou autre
redevance.

.

DES CENS, CENSIVES ET DROITS D'ICEULX.

.

TIERS ARTICLE DISCORDÉ.

6 (1). L'en ne peut mettre cens sur cens.

Ce présent article n'a peu estre accordé entre messieurs
les commis devant nommés pour la diversité des opinions
parquoy n'est cy plus avant enregistré quant à présent.

.

QUINT ARTICLE DISCORDÉ.

11 (2). L'en ne peut asseoir bourdelaige.

Le présent article n'a peu estre accordé.....

.

DES BOURDELAIGES.

HUITIESME ARTICLE DISCORDÉ.

1 (3). Toutes manieres d'héritages.

Le présent article n'a peu estre accordé...

2. Bourdelaige est une redevance annuelle qui est cons-

(1) Art. 12, *Des cens* dans la nouvelle coutume.

(2) Art. 13, *Des cens* dans la nouvelle coutume.

(3) Nouvelle coutume, même article.

tituée en trois choses, ou de trois les deux, c'est à sçavoir argent, blé et plume : et se les trois n'y sont, ou des trois les deux, il n'est point réputé bourdelaige.

3. Se aucun porte héritaige, et il paye à cette cause blé, argent et plume ou des trois les deux, il est tenu et réputé bourdelaige, posé que par contract ou convenant expressément il n'appère que ce soit bourdelaige, sinon qu'il soit monstré et prouvé au contraire.

4. Bourdelaige qui se doit paier certain lieu et jour, se le preneur fait faulte de le payer par le tems et espace de trois ans, il est acquis au Seigneur bourdelier, et s'en peult dire vestu et saisi lesdits trois ans passés. Et ce nonobstant ledit preneur sera tenu de payer les arréraiges desdictes années.

5. Se le bourdelaige est deu certain jour convenu entre les parties, et il n'y a point de lieu nommé, il doit estre apporté en l'ostel du Seigneur bourdelier par le preneur, sinon qu'il soit en distance de plus de quatre lieües de l'ostel du Seigneur bourdelier, ou qu'il soit convenu entre les parties qu'il se doive aller quérir par le Seigneur bourdelier en l'ostel du preneur.

6. Le preneur du bourdelaige ne peult partir ne démembre ledit bourdelaige en aucune manière sinon par l'expresss consentement du Seigneur bourdelier, et s'il fait le contraire, le Seigneur bourdelier lui pourra faire faire commandement qu'il le remette en son premier estat dedans l'an et le jour, et l'an et le jour passés à compter de la notification dudit commandement, il est acquis audit Seigneur bourdelier, et s'en peult dire vestu et saisy; mais se aucuns bourdeliers tiennent plusieurs bourdelaiges d'un

Seigneur ou de plusieurs, ils les peuvent bien partir et en faire division entre eulx, en telle manière que chacun d'eulx peult avoir un bourdelaige ou plusieurs, mais ils ne peuvent séparer l'un d'iceulx sans le consentement des Seigneurs ou Seigneur d'iceulx.

7. Se aucun tient à bourdelaige aucun héritaige, il est tenu de le tenir et entretenir et délaissier en bon et souffisant estat, car il peut amander l'héritage et non pas empirer, et se aucun tenoit l'héritage en bourdelaige où il y eust arbres pommiers, noiers et autres portans fruits, il ne les peult couper ne abbatre sans la licence dudit Seigneur bourdelier s'ils sont utiles à l'héritage. Et s'il fait le contraire il est tenu de l'intérêt du Seigneur bourdelier.

8. Si le bourdelier ne tient en estat souffisant l'héritage ou maison, ainsi qu'il a été accordé entre les parties, ou comme par ladicte coustume est tenu de le faire, l'en le peult contraindre par empeschement dudit héritaige et fruits d'iceluy, jusqu'à ce qu'il ait mis audit estat, après ce que ledit Seigneur auroit dûement sommé et attendu par an et jour ledit preneur à compter dudit jour de ladicte sommacion, lequel le preneur l'auroit peu mettre en souffisant estat et il ne l'auroit pas fait.

9. Le bourdelier peut renoncer au bourdelaige toutes fois qu'il veut, en payant ce qui en seroit deu, et en le laissant en bon et souffisant estat, car se ledit bourdelaige n'est en bon et souffisant estat il ne seroit pas receu à le renoncer jusques à ce qu'il fust en bon estat et qu'il eust payé ce que en seroit deu, lesquelles deux choses sont requises avant qu'on puisse quitter ledit bourdelaige.

10. Bourdelaige est de telle nature qu'il vient de hoir en hoir soit du corps du preneur bourdelier ou autre, mais qu'il soiet conjoint ou commun avec ledit preneur bourdelier et habile à lui succéder, car le fils séparé du père ou autre héritier non conjoint ou commun en bien avecques le tenant dudit bourdelaige inhabile à lui succéder n'est point héritier du bourdelaige, sinon qu'il soit autrement convenu entre les parties.

11. Quant le bourdelaige eschiet au Seigneur par défaut de héritier non habile à lui succéder, ledit bourdelaige lui eschiet en l'estat en quoy est trouvé, c'est à entendre que, se une vigne eschet au Seigneur bourdelier par faulte de hoir, et ladicte vigne feust le lendemain preste à vendanger, et le preneur bourdelier voise de vie à trépas, le Seigneur bourdelier aura la vendange sans contredit, et les héritiers n'y auront rien, et semblablement en autres héritages comme prés et terres qui sont emblavées.

12. Se ung bourdelaige eschet au Seigneur bourdelier qui n'est en estat souffisant, le Seigneur bourdelier a son recours pour son intérêts contre les héritiers ou biens tenants dudit bourdelaige.

13. Se ung preneur bourdelier vend l'héritage, qu'il tient à bourdelaige, le Seigneur bourdelier en a la retenüe, en paiant le sort principal de la vente avecques les loyaux cousts et frais raisonnables, ou le tiers denier du prix de la dicte vente, c'est à sçavoir de dix livres tournois cent sols tournois, parceque le tiers denier se prend oultre le prix et en montant, et de plus plus et de moins moins.

14. Et se ledit héritage tenu à bourdelaige est eschangé,

le Seigneur n'en a point de retenüe, mais aura le tiers denier comme dit est, et sera estimé ledit bourdelaige en estimation commune, sinon qu'il y eust fraude ou souldé d'argent plus grande que la chose baillée en eschange contre l'héritage tenüe à bourdelaige èsquels cas sera usé comme devant est déclaré ès fiefs et cens, et sans démembrement ledit bourdelaige, comme il est dit cy-devant en autre article.

15. Quant ung homme a tenu par trente ans aucun héritage à bourdelaige, rente ou cens, l'en ne lui peult ou doit oster pour faulte de non avoir et monstrier lettre des haults desdits bourdelaiges, rentes ou cens.

16. Se en aucun hostel y a plusieurs communs ou personniers et l'ung d'iceulx prend aucun héritage à bourdelaige durant le temps de la communauté, combien que ses personniers ne soyent nommés audit bail, néantmoins ont droit audit bourdelaige selon la cotité qu'ils ont en la dicte communauté, s'il plaist au Seigneur bourdelier : et se ledit Seigneur bourdelier ne le veult consentir, le preneur sera tenu récompenser sesdits personniers en autres héritages, d'autant que leur cotité peult avoir de ladite communauté, ou, en argent.

DES DROITS APPARTENANTS A GENS MARIÉS,
ET COMMUNAUTÉ D'ICEULX.

.
15. Se gens francs marient par eschange leurs enfans les uns avec les autres, les enfans ainsi mariés par eschange

ont droit tant en meubles, héritaiges que conquests, s'il n'y a convenance ou contraire.

.

DES SUCCESSIONS.

.

2. Ung homme ou femme de condicion ne succède point a ses parens francs *ab intestato*, ne semblablement l'homme franc ne succède point à l'homme ou femme de condicion en aucune manière.

.

DE RETRAICTES DES HÉRITAIGES VENDÜES.

.

12. Entre gens de condicion servile retraicte n'a point lieu.

DES SERVITUDES ET DROITS D'ICELLES.

1. Les hommes et femmes serfs et de serve condicion desdits pays selon la coustume générale, sont taillables de hault et de bas à volenté raisonnable à leur Seigneur, une foyz l'an, au terme de la Saint-Barthélemy, et pour imposer et asseoir la dicte taille, ledit Seigneur ou ses commis se peuvent et doivent informer de la faculté des dicts hommes, en appellant tels que bon leur semblera, affin de hausser et diminüer les dictes tailles, lesquelles tailles seront imposées sur les corps des gens serfs et sur leurs mex et tenemens mouvans de leur servitude. Et pareillement lesdicts hommes sont corvéables à volenté raisonnable.

2. Es dicts pays, en plusieurs Seigneuries, y a plusieurs hommes et femmes qui sont taillables deux ou trois fois l'an, et aussi questables : les ungs de deux ans en deux ans et les autres de trois ans en trois ans, et aussi taillables de deux ans en deux ans seulement, et en autres de taille abosmée ⁽¹⁾ seulement, et en ce ils déroguent à la Coutume générale dessus posée, desquels cas particuliers lesdits Seigneurs et hommes en useront ainsi que on a accoustumé de user d'ancienneté.

3. Et aussy sont les dicts hommes et femmes de poursuite; car, en quelque part qu'ils voient demeurer, ils sont tenus de payer leurs tailles à eux imposée en la manière devant dicte et aussi sont mainmortables, soient tailles abosmées, ou questables ou autrement, par le moyen de laquelle mainmorte, se lesdicts hommes ou femmes, vont de vie à trespas sans hoir commun avec eulx, toute leur succession tant meubles que héritaiges, quelque part que ils soient situés et assis, soient en terre mainmorte ou autre, compétent et appartiennent à leur Seigneur, et en est vestu et saisi, sauf et réservé en aucuns lieux desdicts pays ou gens de condicion ne sont point mainmortables et eschoient les ungs aux autres, par privilege ou autrement et dont ils sont en jouïssance, qui doresnavant en jouïront et useront comme ont fait le temps passé.

4. Se ledit homme tenoit et possidoit aucuns héritaiges en terre mainmorte réelle et chargée de censive envers aucun Seigneur ou autre, ledit Seigneur du défunct, s'il n'est habile est tenu de le vendre ou mettre, hors de sa

(1) Le texte porte *abosivée* comme aussi dans l'article suivant, mais il y a là évidemment une erreur du copiste.

main et en main habile, dedans l'an et jour après le trespas de son dit homme ou femme.

5. Entre gens de condicion, ung party tout est party, c'est-à-dire que, s'il y a plusieurs gens de condicion en une communaulté, et s'il s'en part ung par partaige, les autres sont départies, en telle manière que, s'il meurt aucun des dicts parsonniers sans hoirs descendans de son corps, commun et conjoint avec lui le Seigneur prend l'eschoite tant en meubles comme en héritaiges.

6. Et s'entend ladicte coustume, que ung party tout est party, quant à ceulx qu'on dit estre parties sont originellement de ladicte servitude, car se ung autre d'autre servitude, comme une femme qui se viendroit marier en une communaulté, et après le trespas de son mary, se elle se partoît dudit hostel en comportant sa part des meubles et conquests, elle ne partiroit point les autres demourant audit hostel, et aussi s'entend ladicte coustume quant ceulx qui sont partis sont d'ung même lit, et s'il advenoit que en une même communaulté de servitude y eust plusieurs enfans de divers lits, et l'ung se part, pourtant n'auroit le seigneur point de mainmorte, si non sur ceulx qui sont de ce mesme lit.

7. Et aussi sa fille serve a droit acquis de père ou de mère, et elle est mariée femme serve par ses communs et parsonniers meuble pourtant, elle audit cas ne départ point les communs desquels elle se part.

8. Se ung homme de condicion demeure, et tient feu et lieu à part par an et jour, il ne peult plus demander partaige de meubles et des conquests qui se feront depuis qu'il est party avec ses parsonniers ou ceux avecques les

quels il avoit communauté, aussi ne lui peult on demander partaiges des choses dessus dictes.

9. Se ung enfant de servitude se part de l'ostel de ses père ou mère, demeurant hors d'iceluy, tenant feu et lieu autre part, par an et jour, il pert le droit de la succession de ses dicts pere et mere, si non qu'il fust en service, ou autre part où il ne tiensist feu et lieu.

10. Se gens de condition mariés ont plusieurs enfans, et durant la vie desdits deux mariés ils marient ou séparent aucuns de leurs enfans, ceulx qui sont ainsi départies ne peuvent plus venir à la succession de leurs pere et mere, mais celui ou ceulx qui demeurent avec eux viendra ou viendront à la succession, sans ce que le Seigneur puisse prétendre aucun droit à la dicte succession desdicts pere et mere à l'occasion de la séparation ou mariage d'iceulx qui ainsi ont été séparés ou mariés.

11. Partage est réputé pour fait entre gens de condicion, quand ils tiennent feu et lieu à part divisément et séparément par an et jour, l'ung de l'autre; ou qu'ils ont départy pain et sel, posé qu'ils demeurent en ung même tect ou maison, et ne peuvent jamais demander partaige de biens meubles et conquests faits depuis la dicte separacion les ungs aux autres, lesdicts an et jour passés.

12. Et après ce qu'ils ont esté ainsi séparés ils ne se peuvent rassembler pour succéder les ungs aux autres sans le congé et consentement du Seigneur.

13. Gens de condicion peuvent marier leurs filles franchement, pere et mere vivans, meubles portant hors de la communauté, sans retour en telle manière que la dicte fille ainsi mariée, se elle est conjointe par mariage avec

un homme franc, elle demeure à toujours mais (?) franche; et se elle est mariée à ung homme de condicion, elle demeure serve au Seigneur de son mary perpétuellement avec sa postérité et lignée, sauf et réservé ès lieux où les seigneurs ne perdent ne gaignent, c'est-à-dire que les dictes filles ne se marient point franches, et aussi n'acquièrent point les dictes filles ainsi mariées que dit est, qui en useront ainsi qu'ils ont accoustumé le temps passé.

14. Gens de condicion servile ne peuvent faire leurs enfans clercs ne prestres, sans l'exprests consentement de leur Seigneur, et quand ils le feroient de fait, ils sont amendables arbitrairement à leur Seigneur, et les peuvent contraindre par Justice à défaire ce qu'ils ont fait sans son congé et licence, quant aux simples clercs, et neantmoins demeurent toujours iceulx clercs ou prestres hommes taillables de poursuite et de mainmorte de leur dit Seigneur, comme leurs parens.

NEUFIESME ARTICLE DISCORDÉ.

15. (1) Gens de condicion servile et mainmortable.

Le présent article n'a peu estre accordé...

16. Les dicts hommes et femmes de la condicion devant dicte ne pevent disposer de leurs biens par ordonnance de dernière volenté, mais seront tenus les Seigneurs qui seront héritiers de payer les funérailles selon la faculté et estat du trespasé, et les debtes, tant comme les meubles et conquests se pourront estendre.

17. La femme d'un homme soit franche ou serve de-

(1) Nouvelle coutume, art. 18. Le franc acquiert du serf et le serf du franc.

meure douée après le trespas de son mary de la moitié de l'héritage de sondit mary, et en est saisye en payant la moitié de la taille au regard des mex et tenemens tail-lables.

18. Gens de servile condicion sont receus et admis en tesmoignage en tous cas, et tant pour leur Seigneur comme contre leur Seigneur, excepté en matière criminelle contre leur Seigneur, et en matière de franchise prétendue par aucun des homes de condicion contre son Seigneur.

19. Se homme et femme sont conjoincts par mariage, dont l'ung est de condicion servile et l'autre franc, soit l'homme ou la femme, les enfans qui naistront dudit mariage sont et demourent de la pire condicion, c'est à sçavoir servile envers le Seigneur duquel meut ladicte servitude, et est ce la coustume desdicts pays de Niver-nois et Donziois par laquelle l'on dit que le mauvais emporte le bon.

20. Homme et femme de condicion conjoincts par mariage, qui sont de divers Seigneuries, et ont ung enfant ou plusieurs, et le pere ou la mere va de vie à trespas, délaissant les dicts enfans, et après ledit trespas les dicts enfans ou l'un d'eux, vont ou va de vie à trespas sans hoirs de leurs corps conjoincts ou communs habiles à luy succéder, en ce cas les meubles appartiennent audit pere ou mere survivant, et les héritaiges appartiennent au Seigneur de la servitude dont meuvent les dicts héritaiges.

21. Se ung homme ou femme de condicion se affranchit, soit par manumission, privilège, mariage ou autrement, *ipso facto* les héritaiges mouvans de la servitude

compètent et appartiennent à son Seigneur, et en est saisy si non que autrement en soit expressément appointé et accordé entre le Seigneur et l'homme.

22. Se ung homme ou femme de condicion s'en va demeurer hors du lieu de sa servitude, son Seigneur peult prendre ses héritaiges et mettre en sa main pour appliquer les fruicts à son profit, et se ledit homme ou femme demeure quinze ans dehors sans retourner, les dicts héritaiges sont du tout acquis audit Seigneur, mais s'il retourne demeurer, dedans les dits quinze ans après, au lieu dont il est party, il peult recouvrer ses héritaiges, en payant les frais et réparacions necessaires et arrérages tant de sa taille que d'autres, en lui déduisant ce qui aura esté levé de son héritaige, si non que ledit homme paiast ou feist payer une fois l'an les tailles et charges à sondit Seigneur, audit lieu dont il est homme, telles qu'elles luy seront imposées, et néanmoins ledit homme avec sa postérité et lignée demeure toujours de poursuite tant pour sa taille personnelle, que pour la mainmorte comme dessus.

23. Se ung homme de condicion va de vie à trespas sans hoir commun avecques luy, et soit homme de deux ou plusieurs Seigneurs, ses meubles compètent et appartiennent à ses dicts Seigneurs pour telle part ou portion que chacun y a, et au regard de ses héritaiges, ils compètent et appartiennent au Seigneur de la servitude ou estoc duquels lesdicts héritaiges sont mouvans, et semblablement s'il y a conquests mouvans de la ditte servitude, mais s'il y avoit conquests ou autres héritaiges qui ne fussent mouvans de la servitude ou estoc de l'ung ne de l'autre, ils se divisent

entre les dicts Seigneurs pour telle part et porcion que chascun avoit en la personne dudit homme.

24. Se deux ou plusieurs Seigneurs ont plusieurs hommes de condicion communs, entre eulx, ils et chacun d'eulx pevent poursuivre l'ung l'autre en cas de partaige et division, et prendra et aura l'action et choix le Seigneur ou Seigneurs à ce requis, sauf la prérogative du Prince.

25. Et le partaige fait, l'homme serf ne tiendra point son héritage qu'il tenoit avant ledit partaige mouvant de l'estoc du Seigneur dont il n'est plus homme, si non à charge raisonnable telle qu'il plaira audit seigneur, et du consentement dudit Seigneur.

26. Se gens de condicion marient par eschange leurs enfans les ungs avec les autres, lesdicts enfans ainsi mariés par eschange, au lieu où ils entrent, n'ont droit, si non ès meubles et conquests par teste, ou selon la convenance faite entre eux, posé que par eux il soit dit qu'ils entreront en communaulté comme enfans, car sans le consentement du Seigneur ils ne peuvent avoir droit ès héritages estant de la servitude, si non qu'ils soient d'une même servitude.

27. Par la coustume locale du vaul de Leurcy estant en la chastellenie de Montenoison, quant ung homme serf tant de Monseigneur Comte, que d'autres Seigneurs ses vassaux prent femme franche par mariage, soit qu'elle soit franche par la coustume générale ou de franche orine, et aussi quant femme serve de mondit Seigneur ou d'autres Seigneurs vassaux prend pour mariage homme franc, ou usant de franchise, et que desdicts mariages yst enfans, et ils sont plusieurs, le premier peult eslire la franchise, et

soy tenir à l'adveu desdicts pere et mere s'ils sont francs, le second demeure à la servitude et à la condicion dont est ledit serf, le tiers après subséquanmant peult après eslire la franchise ou servitude, l'autre après ensuivant, comme le second demeure à la servitude et toujours conséquanmant de degré en degré peult eslire ; et s'il en y a point de caste (?) ou non, il peut eslire, comme le premier, lequel que bon lui semblera, et semblablement s'il n'y a que ung enfant, il est à son choix d'eslire lequel que bon lui semblera, et ne sont point tenus les dicts enfans eslire la dicte franchise jusques l'an révolu après la mort de leurs pere et mere, et se lesdicts enfans sont pupilles après le décès de leurs functs pere et mere ils sont tenus, se ils sont masles, de eslire ou faire ladicte élection à quinze ans, et se elles sont femelles, à quatorze ans, en renonçant toutes voyes à tous les biens meubles et heritaiges mouvans de leurs pere et mere de la dicte servitude, en telle manière que, s'il n'y a que ung enfant seul qui preigne la franchise, les biens appartiennent au Seigneur, et s'ils sont plusieurs enfans, lesdicts biens appartiendront aux enfans qui demeurent en ladicte servitude. Et par ladicte coustume, ceulx qui élisent la dicte franchise demeurent Bourgeois de mondit Seigneur le Comte en payant chascun an au chastelain de Montenoison douze deniers tournois de bourgeoisie à la Saint-Rémy, sans ce qu'ils puissent faire autre adveu ; et se estand ladicte coustume en neuf parroisses esquelles les hommes serfs peuvent tenir leurs femmes franchises en les advouant estre Bourgoises de mondit Seigneur. Le nom desquelles neuf parroisses s'ensuit cy-après, c'est à scavoir, Lurcy-le-Bourg, Lurcy-le-Chastel, le chemin de Noulay, Prunevaulx, Saint-

Bening-des-Bois, Givredy, Saint-Martin-de-la-Brétonnerie,
Sainte-Marie-de-Flagelles et Saint-Franchy-en-Achiles.

ASSIETTE DE TERRE SELON LA COUSTUME DES PAYS

ET COMTÉ DE NIVERNOIS ET DONZIOIS.

.
Art. 4. La taille d'ung homme de servitude doit estre
évaluée la dixiesme partie de ce que sa taille peult valoir
en dix ans et son mex sera baillé en assiette pour la
dixiesme partie de sa taille.

.
6. Se assiette se fait en cens, la somme due pour le cens
se double, s'elle se fait en bourdelaiges, la somme de
bourdelaige se tierce, car s'il vault chacun an dix sols
tournois, il sera prisé quinze sols tournois.

.

COUSTUMES GÉNÉRALES

DU BAILLIAGE DE SAINT-PIERRE-LE-MOUSTIER

RESSORTS ET EXEMPTIONS D'JCELUY.

DES FIEFS ET DROITS D'JCEULX.

.
20. Ung vassal peult bailler tout ce qu'il tient en fief, à autre, ou autres à titre de bourdelage, cens ou rente emphytéose, pour telle charge et prestation annuelle raisonnable qui sera accordée entre luy et le preneur ou preneurs, et tiendra led. bail au préjudice du s^r féodal sauf et réservé le chef dud. fief s'aucun y en a, le pourpris d'iceluy chef. et la justice si justice y a, sans payer quint denier ou autre prouffit au s^r féodal, sinon que le preneur eût baillé entrée en deniers, ou autre chose de plus grande valeur que l'estimation de lad. charge et prestation annuelle, desquels deniers ou estimation d'autre chose led. s^r féodal a le quint denier, ou retenüe, selon ce que dessous est dit.
.

DES CENS BOURDELAGES ET DROITS D'JCEULX.

.

5. Celui qui tient un héritage à tiltre de cens, ne le peult bailler à autre à semblable tiltre de cens, rente emphitéose, ou de bourdelage, ou constituer nouvelle charge de cens, bourdelage, ou rente emphitéose sur iceluy à autre, et qui fait le contraire, le premier s̃gr censier les pourra sommer de extindre led. second cens, rente emphitéose, ou bourdelage, et d'en certiorer led. premier s̃gr censier dedans l'an prochainement ensuivant lad. sommation, et s'ils ne le font, lad. charge du second cens, bourdelage ou rente emphitéose est de lors acquise au premier s̃gr censier, et en est saisy, sinon que lesd. bailleur et preneur en ayent joy par trente ans contre lays et quarante contre l'église, sans sommation ou autre suffisante interception : sauf en la s̃grie de la Charité là où celuy qui tient ung héritage à charge de cens le peult bailler à autre tiltre et charge de rente emphitéose, à la charge de payer led. cens par le propriétaire et détempteur, tant par luy que par lesd. s̃grs emphitéotiques : et si led. propriétaire vend et aliène le fonds, au s̃gr censier en appartient le remüment et autres droits, et non au seigneur emphitéotique : et semblablement si ledit seigneur emphitéotique vend ou aliène lad. rente, aud. s̃gr censier en appartient le remument et autres droits et non pas au Seigneur emphitéotique ; sauf que led. seigneur emphitéotique a la retenüe du fonds de lad. chose quand elle est vendüe par led. propriétaire et est acquise aud. seigneur emphitéotique par cessation de paiement de trois ans de lad. rente emphitéose et en est led. s̃gr emphitéotique saisi,

.
 9. Toutes manières d'héritages se peuvent bailler à tiltre et charge de bourdelage annuel et perpétuel, soyent prés, vignes, terres, bois, maisons et autres pour telle charge et prestation qui sera accordée entre les parties sauf et réservé comme cy-dessus et cy-après sera dit.

10. Bourdelage est une redevance annuelle qui consiste en trois choses, ou de trois les deux : c'est à sçavoir en argent, bled et plume, et si les trois n'y sont, ou de trois les deux, n'est point réputé bourdelage, sinon qu'on fasse apparoir du contraire.

11. Si celuy qui tient ung héritage à tiltre de bourdelage, et doit la charge sur ce jmosée à certain jour, cesse de payer lad. charge à celuy à qui elle est due, qui est le Seigneur bourdelier, pour trois ans, led. héritage, dès lors lesd. trois ans passés, est acquis au sgr bourdelier, et en est saisy et néanmoins que celui qui tenoit led. héritage sera tenu payer les arrérages dud. bourdelage aud. sgr bourdelier.

12. Si la charge de bourdelage est due à certain jour convenu entre les parties et il n'y a point de lieu nommé, il doibt être apporté à l'hostel de la demourance du sgr bourdelier par le preneur pourvû que led. hostel dud. sgr ne soit point distant de la chose tenue à lad. charge à plus de quatre lieües ou qu'il soit convenu et accordé au contraire; mais sera tenu seulement le payer sur le lieu de sa demourance.

13. Ceulx qui tiennent aucun héritage à tiltre de bourdelage ne peuvent partir ou diviser entre eulx les héritages qu'ils tiennent à une seule charge de bourdelage, ne

vendre ou autrement aliéner l'un des héritages qu'ils tiennent à une seule charge de bourdelage sans l'express consentement du s̃gr bourdelier, et s'ils font le contraire, le s̃gr bourdelier les peult sommer qu'ils remettent led. héritage ou héritages au premier état et s'ils ne le font dedans l'an prochain ensuivant à compter de lad. sommation, lesd. héritages ou héritage partis ou divisés ou autrement desmembrés, par l'une ou l'autre des voyes sus dites, tant ceux qui auront été aliénés, que ceulx que celui qui auparavant les tenoit a retenus sans aliéner, sont acquis aud. s̃gr et en est saisy, mais si aucuns tiennent par ensemble plusieurs héritages à diverses charges de bourdelage, d'un ou de plusieurs s̃grs, ils pourront bien contracter ensemble sans le consentement desd. s̃grs, en manière qu'à chacun d'eulx adviendra ou adviendront ung héritage ou plusieurs tenu ou tenus sous une seule charge de bourdelage sans le consentement des s̃grs et sans leur payer aucun profit.

14. Si aucun tient à bourdelage aucun héritage, il est tenu de le tenir, entretenir et délaisser en bon et suffisant état et peult amender l'héritage et non pas l'empirer, et si aucun tenoit héritage à bourdelage auquel il y eut pruniers, noyers et autres arbres portants fruits, il ne les peult couper, abbattre ni démolir sans licence du s̃gr bourdelier, et s'il fait le contraire, led. s̃gr bourdelier pour son jntérest aura la moitié desd. arbres coupés et abbatus ou la moitié de l'estimation d'iceulx, sinon que par le moyen de lad. démolition led. héritage soit mélioré et non détérioré.

15. Celui qui tient héritage à tiltre de bourdelage peult

renoncer aud. héritage et soy décharger et acquiter de lad. charge, toutesfois qu'il veut, en payant ce qui en est dû des arrérages et en le laissant en bon et suffisant état, et ce signifiant au s̃gr, autrement non : et si led. héritage n'est en bon et suffisant état, led. preneur ne seroit pas tenu à le renoncer, jusques à ce qu'il soit en bon et suffisant état, et qu'il ait payé ce qui en seroit dû, lesquelles deux choses sont requises avant que on puisse être reçu à quitter led. héritage.

16. En héritages chargés de bourdelage ne succèdent les enfans et autres lignagiers d'aucuns déffunts; qui tiennent lesd. héritages à tiltre de bourdelage, si non que lesd. enfans soyent non séparés desd. deffuncts, et que les lignagiers soient communs par communauté coutumière en meubles et conquets au lieu de leur pere ou mere, au prouffit des autres enfans, soit par mariage ou autrement, à faulte desd. autres enfans, ils ne succèdent à leursd. pere ou mere, comme séparés d'iceulx esd. héritages chargés de bourdelage, si non qu'ils soyent communs avec led. deffunct au tems de son trépas par la manière dessus dite et par communauté coutumière, sans avoir jamais été séparés, mais en sont ni capables et inhabiles, sinon que autrement eût été accordé par le Seigneur bourdelier.

17. Quand l'héritage chargé de bourdelage eschet au s̃gr par faulte d'héritiers non habiles à y succéder ou autrement, ced. héritage luy eschet en l'état où il est trouvé, c'est à entendre que si une vigne tenue en bourdelage eschet au s̃gr bourdelier qui n'est en état suffisant et que lors elle soit prête à vendanger, le s̃gr bourdelier aura les

fruits lors pendants en lad. vigne, et ainsi d'autres héritages, et en autres semblables cas.

18. Si un héritage chargé de bourdelage, qui n'est en état suffisant, eschet au sgr bourdelier led. sgr ha son recours pour son jntérêt contre le bourdelier ou son héritier ou bien tenant.

19. Si celui qui tient héritage à bourdelage vend led. héritage qu'il tient à bourdelage, le sgr bourdelier en a la retenüe en payant le prix de la vente avec loyaux cousts et frais raisonnables et aura le tiers denier du prix de lad. vente qui est de dix livres tournois, cent sols : de plus en plus et de moins en moins.

20. Si l'héritage tenu à bourdelage est eschangé, le sgr n'aura point de retenüe, mais aura le tiers denier de l'estimation commune dud. héritage, si non qu'il y eût fraude, fiction, tourne ou soute en deniers plus grande que la chose baillée en eschange contre l'héritage tenu à bourdelage, èsquels en sera üsé et en üse l'on ainsi que dessus est dit en semblable cas en fiefs et cens.

21. Quand aucun a tenu trente ans aucun héritage en payant chacun an au sgr aucune charge de bourdelage, rente, cens ou autre charge, l'on ne le peult contraindre à soy désister dud. héritage par faute d'avoir et monstrier lettres de bail dud. héritage aud. titre de bourdelage, rente, cens ou autre charge.

22. Si en aucun hostel y a plusieurs communs ou personniers; et l'un d'eulx prend aucun héritage à tiltre de bourdelage, durant le tems de la communauté, combien que sesd. personniers ne soyent nommés au bail et prinse dud. bourdelage néanmoins ont droit aud. héritage prins

aud. tiltre de bourdelage pour telle portion qu'ils ont en lad. communauté, et si le s̃gr bourdelier ne s'y veult consentir, le premier sera tenu récompenser sesd. personniers en autres charges, ou en deniers, d'autant que leur portion de lad. chose peult valloir.

23. Ung bourdelier ne peult allier ne transporter l'héritage par lui tenu à bourdelage, si l'héritage n'est en bon et suffisant état, et que led. bourdelier ait fait et accompli entièrement ce qu'il est tenu ou a été accordé de faire en prenant led. héritage à bourdelage; et si aucune aliénation y a, elle est nulle, et n'est tenu le s̃gr bourdelier d'en revestir et recevoir l'achepteur que premièrement les choses susd. ne soient faites et accomplies entièrement par le preneur ou ceulx dont il a cause, et aura toujours le s̃gr bourdelier son action et poursuite contre le preneur bourdelier ou ses hoirs et ayant cause pour les contraindre à faire ou faire faire lesd. choses.

24. Aliénation d'héritage chargé de bourdelage est permise et peult estre faite par celuy ou ceulx qui tient ou tiennent led. héritage aud. tiltre sans le consentement du Seig^r en deux cas seulement, c'est à savoir à tiltre de vendition et d'eschange, et en tous autres cas est jnterdite, et si celuy ou ceulx qui tient ou tiennent led. héritage fait ou font le contraire sans le consentement du s̃gr, il est acquis audit s̃gr, et en est saisy.

DES DROITS APPARTENANS A GENS MARIÉS ET AUTRES COMMUNS DE COMMUNAUTÉ DE BIENS

9. Homme et femme conjoints ensemble par mariage,

B.

40

ou l'homme pour luy et sa femme peuvent marier leur fille ou filles par appanage en leur constituant dot et ledit appanage et constitution de dots faits, lesd. filles ou fille ainsi appanées ⁽¹⁾, et dotées ne peuvent retourner à la succession de leur pere et mere, tant qu'il y ait hoir masle de leursd. pere et mere, ou hoirs des hoirs masles, soient masles ou femelles, et accroissent les portions desd. filles ainsi appanées et dottées au prouffit desd. masles et hoirs descendant d'iceulx, s'il n'est expressément convenu au contraire par le contrat de mariage desd. filles ou fille.

.

17. Si gens francs marient par eschange leurs enfans les ungs au lieu des autres, les enfans ainsi mariés par eschange, acquièrent droit tant en meubles, héritages propres que conquests ès maisons èsquelles ils sont subrogués par eschange, pour tels droits et portions que y avoient, ou eussent pû ou dû avoir ceux au lieu desquels ils sont subrogués par eschange, et en sont saisis, s'il n'y a paction au contraire; si non ès héritages chargés de bourdelage, esquels, sans le consentement du sgr bourdelier, ils n'auront aucun droit ou possession.

.

DES SUCCESSIONS ET DISPOSITIONS DE DERNIÈRE VOULONTÉ.

. ,

2. Ung homme ou femme de condition servile ne succè-

(1) Ce mot n'est pas très lisible sur le ms., il semble y avoir appanées mais cette forme n'a jamais été usitée (La Cunre, *Dict. de l'ancienne langue française*; Godefroy, *id.*).

dent point à gens francs, et semblablement homme ou femme francs ne succèdent point à homme ou femme de condition servile, sauf ès s̃gries de Chatel-Chinon et de Lorme, là où les serfs succèdent à leurs lignagiers francs, et non pas é contra.

.

DES DOÛAIRES ET DROITS D'ICEULX.

.

5. Douaire soit prefix ou coustumier, ne peult être assis en héritages tenus par le mary à bourdelage, au préjudice du seigneur, si non que ce fut de son consentement.

.

DU RETRAIT DES HÉRITAGES VENDUS.

.

2. Quand aucūn a vendu son héritage ancien, ou cens ou bordelage, ou rente sur led. héritage ancien, le prochain du lignage du vendeur du côté dont meut led. héritage, le peult avoir par retrait lignager.....

.

12. En vente d'héritages chargés de bourdelage, retrait lignagier n'a point de lieu, mais a lieu en vente de tous autres héritages et droits jncorporels sortissans nature de meuble et héritage.

.

14. Entre gens de condition servile retrait lignager n'a point de lieu, sauf ès s̃gries de Chatel-Chinon et de Lorme,

là où gens de condition servile, ès héritages èsquels ils pourroient venir par succession, semblablement y pourroient venir par retrait.

DES RENTES ET YPOTÈQUES.

1. Tous héritages sont réputés pour aleufs et francs de tous droits de charges, qui ne montre et fait apparoir du contraire.

.

DE SERVITUDES ET DROITS D'ICELLES.

1. Les hommes et femmes serfs et de serve condition sont taillables de hault et bas à volonté raisonnable à leur s̃gr, une fois l'an au terme de la feste de saint Barthélemy, et pour imposer et asseoir lad. taille, led. Seigneur ou ses commis doivent appeller deux ou trois des plus prudhommes de chacune parroisse ou village, tels que bon leur semblera pour soy informer des facultés desd. hommes et femmes, affin de hausser ou diminuer lesd. tailles ausquelles tailles seront imposées sur les corps des gens serfs, et sur leur mex et ténement mouvans de la servitude.

2. Aucuns desd. hommes et femmes de lad. condition sont taillables deux ou trois fois l'an, et aussi questables, les uns de deux en deux ans, les autres de trois en trois ans seulement, et les autres de taille abonnée seullement et aussi corvéables, et ce desroge à la coutume générale devant dite desquels cas particuliers, les s̃grs et hommes

useront ainsi qu'ils ont accoutumé d'ancienneté, lequel usage ancien est permis aux sgrs par la coutume.

3. Et aussi sont lesd. hommes et femmes par lad. générale coutume de poursuite, car en quelque part qu'ils voient demourer, ils sont tenus de payer leurs tailles à eulx imposées à la manière devant dite, et aussi sont mainmortables et par le moyen de lad. main morte si lesd. hommes ou femmes vont de vie à trespas sans hoirs communs avec eulx, toute leur succession tant meubles que héritages quelque part qu'ils soient situés et assis soient en terre mainmortable ou autre, compétent et appartient à leur sgr, et en est saisy, sauf et réservé en aucuns lieux où gens de condition ne sont point mainmortables et succèdent les uns aux autres par privilège ou autrement, et dont ils sont en jouissance, qui en useront ainsi qu'ils ont fait d'ancienneté.

4. Entre gens de condition servile, ung party, tout est party, c'est-à-dire, s'il y a plusieurs gens de lad. condition en une communaulté ou l'un d'eux se sépare de lad. communauté, les autres sont tous censés et réputés partis et départis, en telle manière que s'il mouroit aucun d'eux sans hoirs descendants de son corps non séparés de luy, le sgr prend la succession tant en meubles comme en héritage, sauf esd. sgrs de Chateau Chinon et de Lorme, esquelles les autres qui ne sont partis de fait, mais demeurent toujours en communauté de biens ne sont pourtant censés ne réputés partis, mais succèdent les ungs aux autres tout ainsi que si jamais aucuns de leurs personniers n'avoient été partis.

5. Et s'entend lad. coutume qu'ung party, tout est

party, quand ceux qu'on dit être partis sont originellement de la servitude, car si ung autre d'autre servitude, comme si une femme qui se voudroit ⁽¹⁾ marier en une communauté et après le trespas de son mary, elle se départoit dudit hotel en emportant sa part des meubles et conquets, pourtant les autres demeurans aud. hotel ne seroient partis : et aussi s'entend lad. coutume quand ceulx qui sont partis sont d'un même lit, et s'il advenoit que en une même communauté de servitude, il y eust plusieurs de divers lits, et l'un se part, pourtant n'auroit point le sgr de mainmorte si non sur ceux qui sont du même lit que celui ⁽²⁾ qui s'est party.

6. Et aussi si fille serve a droit acquis de pere ou de mere, et elle est mariée femme serve par ses communs et personniers hors de leur communauté, meuble pourtant, aud. cas, les autres de lad. communauté ne sont partis.

6. Si gens de condition servile mariés ont plusieurs enfans, et durant la vie desd. deux mariés ils marient ou séparent aucuns de leurs enfans hors de leur communauté, ceulx qui sont ainsi séparés ne peuvent plus venir à la succession de leur pere et mere, mais celui ou ceulx qui demoure avec eulx viendra ou viendront à leur succession, sans que le sgr y puisse prétendre aucun droit à l'occasion de la séparation ou mariage de ceulx qui ont été ainsi séparés, ou mariés.

8. Partage est réputé pour fait entre gens de condition

(1) L'ancienne coutume porte *viendroit*; il y a probablement ici une erreur du copiste.

(2) Le ms. porte : *de celui*.

servile, quand ils tiennent feu et lieu à part, divisément et séparément, par an et jour, l'un de l'autre, ou qu'ils ont départis pain et sel, posé qu'ils demeurent en ung et sous ung même toit ou maison, et ne peuvent jamais demander partage de biens les ungs aux autres, ne succéder les ungs aux autres, lesd. an et jour passés.

9. Après qu'ils ont été ainsi séparés ils ne se peuvent réassembler pour succéder les ungs aux autres au préjudice de leur sgr̃, sans le consentement et congé de leur sgr̃.

10. Gens de condition servile peuvent marier leurs filles franchement pere et mere vivans, meubles portans hors de la communauté, sans retour, en telle manière que lad. fille ainsi mariée, si elle est conjointe par mariage avec ung homme franc, elle demeure toujours franche, et si elle est mariée à ung homme de condition servile, elle demeure serve au sgr̃ de son mary perpétuellement avec sa postérité et lignée, sauf et réservé en aucuns lieux où les sgr̃s ne perdent et ne gagnent, c'est-à-dire, que lesd. filles ne se marient point franchises, et aussi lesd. filles mariées à aucun de lad. condition d'autre sgr̃ ne sont pourtant serves du sgr̃ de leur mary.

11. Si ung homme de condition servile est party et réputé party, par la coutume, de ses communs et personniers par l'une des manières sus dites ou autrement, il ne peut plus demander partage à ses personniers, ou ceulx avec lesquels il avoit biens communs, aussi ils ne lui peuvent demander partage.

12. Si ung enfant de servitude va demourer hors de la maison de ses pere et mere et tient feu et lieu hors de la

compagnie d'iceulx par an et jour, il perd le droit de la succession desd. pere et mere, mais s'il étoit en service, ou autre part, ou il ne tint ne feu ny lieu, il n'est pourtant privé desd. successions, ne de son droit de communauté qu'il avoit paravant avec ses communs et personniers.

13. Gens de condition servile ne peuvent être clercs ou prestres sans l'expres consentement de leur Seigneur, et s'ils font le contraire le sgr les peult contraindre par autorité de justice à lui payer ses intérêts, et néanmoins leur pourra imposer la taille servile et par quelque laps de tems que lesd. clercs ou prestres cessent de payer lad. taille, ou que le sgr ne la leur imposera, toutes fois que lesd. clercs ou prestres décéderont en quelque lieu que ce soit, tous leurs biens, où qu'ils soient, appartiennent à leurd. Seigneur, par droit de main morte et en est saisi.

14. Si gens de condition servile vendent ou aliènent leurs héritages mouvans de leur servitude, le sgr de la servitude du vendeur peult sommer l'achepteur de mettre led. héritage par lui acquis de son hōme serf et de sa servitude en homme ou femme de la condition dud. vendeur dans l'an et jour prochainement ensuivant de lad. sommation, et si l'achepteur ne le fait dans led. tems, led. héritage est acquis au sgr et en est saisi.

15. Héritage tenu et possédé par gens de condition servile est réputé et censé estre mouvant de leur servitude, quand pour raison d'iceluy il n'en payent aucune charge à autre qu'à leur sgr et autrement non.

16. La femme d'ung homme serf, soit franche ou serve demoure douée après le trespas de son mary de la moitié des héritages de sond. mary non chargés de bourdelage, et

en est saisie en payant la taille et autres charges pour lad. moitié, et est tenue de bailler au s̃gr de sond. feu mary la déclaration de l'héritage qu'elle tient en douaire et si elle ne le fait dedans l'an après ce qu'elle en aura été requise par son s̃gr, elle le perd.

17. Gens de servile condition sont reçus et admis en témoignage en tout cas, et tant pour leur s̃gr que contre leur s̃gr excepté en matière criminelle contre leur Seigneur, et en matière de franchise prétendue par aucuns contre leur Seigneur.

18. Si homme et femme sont conjoints par mariage dont l'un est de condition servile et l'autre franc, soit homme ou femme, les enfans qui descendent dud. mariage sont et demeurent de sa pire condition, c'est à savoir, servile envers le s̃gr duquel meut lad. servitude.

19. Homme et femme de condition servile conjoints par mariage qui sont de diverses s̃gr̃ies, et ont enfans ung ou plusieurs, si le pere ou la mere vont de vie à trespas délaissés desd. enfans et après led. trespas, lesd. enfans vont de vie à trespas communs avec le survivant de leurs parents, les meubles compétent et appartiennent aud. survivant, s'il est commun et non séparé et l'héritage du trespasé appartient au s̃gr de la servitude dont il est mouvant.

20. Si homme ou femme de condition servile est affranchy, soit par privilège manumission ou autrement, dès lors les héritages mouvans de lad. servitude compétent et appartiennent au s̃gr. sinon que autrement en soit expressément accordé par le Seigneur.

21. Si ung homme ou femme de condition servile va

demourer hors de sa servitude son s̃gr peult prendre ses héritages et mettre en sa main pour mettre les fruits à son profit, et si led. homme demoure trente ans dehors sans retourner, les héritages sont du tout acquis au s̃gr, mais s'il retourne demourer dans lesd. trente ans au lieu dont il est party il peult recouvrer ses héritages en payant les frais et réparations nécessaires et arrérages tant de tailles de d'autres en lui déduisant ce qui aura été levé de son héritage, sinon que led. homme payast ou fist payer une fois l'an les tailles et charges à sond. Seigneur, aud. lieu dont il est homme, telles qu'elles lui seront imposées et néanmoins led. homme avec sa postérité et lignée demeure toujours de poursuite tant pour sa taille personnelle, comme pour la main morte comme dessus.

22. Si ung homme ou femme de condition servile va de vie à trespas sans hoir commun avec lui et soit homme de deux ou plusieurs s̃gries, les meubles compétent et appartiennent à sesd. seigneurs pour telle portion que chacun y a et au regard de ses héritages, ils compétent et appartiennent au s̃gr de la servitude ou estoc duquel lesd. héritages sont mouvans de lad. servitude; mais s'il y avoit conquets ou autres héritages qui ne fussent mouvans de lad. servitude ou estoc, ne de l'un ne de l'autre, ils se divisent entre lesd. seigneurs pour telle part et portion que chacun avoit en la personne dud. homme ou femme de condition servile.

23. Si deux ou plusieurs seigr̃s ont plusieurs hommes ou femmes de condition servile communs entre eulx, ils et chacun d'eulx peuvent poursuivre l'un l'autre en cas de partage et division, et aura l'option celuy à qui elle adviendra par sort.

24. Le partage fait l'homme serf ne tiendra point l'héritage franc qu'il tenoit avant led. partage mouvant de l'estoc du s̃gr dont il n'est plus homme sinon à charge raisonnable de cens dud. autrè s̃gr.

25. Si gens d'une même condition servile marient par eschange leurs enfans les ungs avec les autres, lesd. enfans ainsi mariés par eschange au lieu où ils entrent, ont droit et succèdent au lieu d'iceluy au lieu duquel ils sont eschangés; mais s'ils sont de diverses conditions ils succèdent tant seulement ès meubles et conquets par testes ou telles autres portions, selon la convenance faite entre eulx, posé que par eulx il soit dit qu'ils entreront en communauté comme enfans, car sans le consentement du s̃gr, ils ne peuvent avoir droit ès héritages étans de la servitude, sinon qu'ils soient d'une même servitude.

26. Homme ou femme de condition servile ne peult ordonner ou disposer de ses biens par testament, ou autre disposition de dernière volonté, oultre la somme de soixante sols tournois pour une fois.

DE ASSIETTE DE TERRE.

4. La taille d'un homme ou femme de servile condition, qui se hausse et baisse, en assiette doit être prinse pour la dixiesme partie de ce qu'elle a pû valloir ès derniers dix ans, et son mex et tennement sera baillé en assiette pour la dixiesme partie de lad. taille.

6. Si assiette se fait en cens, la somme due pour le cens

se double, car s'il vault chacun an douze deniers tournois, il sera prins en assiette pour deux sols tournois : et si elle se fait en bourdelages ou rentes emphytéoses, la somme de bourdelage ou rente emphytéose se tierce, car s'il vault chacun au dix sols tournois, il sera prins pour quinze sols tournois.

.

LISTE BIBLIOGRAPHIQUE

N. B. — Les citations des commentaires de Coquille se réfèrent à l'édition de Bordeaux. Dans l'édition Dupin les commentaires ont été abrégés et souvent transposés.

Archives de la Nièvre (Inventaire sommaire des), antérieures à 1790, par LEBLANC-BELLEVAUX. 1 vol. in-4°, Nevers, 1868.

Archives des notaires de Decize, inventoriées par M. DE FLAMARE, archiviste de la Nièvre (non encore publiées).

Archives Parlementaires, par MADIVAL et LAURENT, t. III, IV, V, VIII et XI.

AUROUX DES POMMIERS. — *Commentaire de la coutume de Bourbonnais*. 2 vol. in-fol., Paris, 1732.

BARDIN (ERARD). — *Mémoire de ce qui est à faire pour le bien du pays de Nivernois*, envoyé à Monsieur DE NEVERS, par MAITRE E. B..., qui est party, le 18 août 1573. Dans les œuvres de COQUILLE, éd. de Bordeaux, I, p. 269.

BEAUMANOIR (PHILIPPE DE). — *Les coutumes de Beauvoisis*, publiées dans la Société de l'histoire de France, 1842, par le COMTE BEUGNOT. 2 vol. in-8°.

BEAUNE (HENRI). — *Droit coutumier français. La condition des personnes*. 1 vol. in-8°, Lyon-Paris, 1882.

BÉCHET (COSME). — *L'Usance de Xaintonge*. 1 vol. in-4°, Saintes, 1647.

- BERROYER (CLAUDE) et EUSÈBE DE LAURIÈRE. — *Bibliothèque des coutumes*. 1 vol. in-4°, Paris, 1699.
- BOGROS (D^r). — *Histoire de Château-Chinon*, 1 vol. gr. in-8°, Château-Chinon, 1864.
- BOURDOT DE RICHEBOURG. — *Coutumier général*. — Texte des coutumes anciennes et nouvelles et leurs procès-verbaux. 4 vol. in-fol., Paris, 1724.
- Auvergne, t. IV.
- Auxerre, ancienne et nouvelle, t. III.
- Bourgogne, t. II.
- Franche-Comté, t. II.
- Bretagne, t. IV, usements de Cornouailles.
- Chaumont, t. III.
- Berry, coutumes locales, t. III.
- Marche, t. IV.
- Meaux, t. III.
- Troyes, t. III.
- Vitry, t. III.
- CANGE (DU). — *Glossarium ad scriptores mediæ et infimæ latinitatis*, Paris, 1736.
- CHASSIN. — *L'église et les derniers serfs*. 1 vol. in-12, Paris, 1880.
- CHÉNON. — *Histoire des démembrements de la propriété foncière en France*. 1 vol. in-8°, Paris, 1881.
- Coutumier des pays de Nivernois et Donziois* (ancienne). Ms. de la Bibl. nat.
- Coutumes générales du baillage de Saint-Pierre-le-Moustier*. Même Ms.
- Coutume du pays et duché de Nivernois*.... Nevers, chez LOUIS LE FEBVRE, 1772, 1 vol. in-18. — Contenant les arrêts de commutation des bordelages. Ces arrêts se trouvent dans quelques autres éditions de la coutume postérieures à 1579. — Bibl. municip. de Nevers.
- COQUILLE (GUY). — *Commentaire de la coutume de Nivernais*. — *Questions et réponses sur les coutumes de France*.

COQUILLE (GUY). — *Histoire du Nivernois*.

Dans les œuvres complètes, éd. de Bordeaux. 2 vol. in-fol., 1703.

UCHER. — *Commentaire de la coutume de Bourbonnais*. Paris, 1781.

DUNOD. — *Traité de la mainmorte et des retraits*. 1 vol. in-4°, Paris, 1760.

DUPIN. — *Coutume de Nivernais*. 1 vol. in-8°, Paris, 1864.

Encyclopédie méthodique. Jurisprudence. 8 vol. in-4°, Paris, 1782-1787.

ESMEIN. — *Cours élémentaire d'histoire du droit français*. 2^e édit., 1 vol. in-8°, Paris, 1895.

FUSTEL DE COULANGES. — *Histoire des institutions politiques de l'ancienne France*. — *Les origines du système féodal*. Paris, 1890. — *L'alleu et le domaine rural*. Paris, 1890.

GARSONNET. — *Histoire des locations perpétuelles et des baux à longue durée*. Paris, 1879, 1 vol. in-8°.

GUÉRARD. — *Prolegomènes du polyptique de l'abbé Irminon*. 1 vol. in-4°, Paris, 1844.

GUYOT. — *Répertoire de jurisprudence*. Nouv. éd., Paris, 1784, 17 vol. in-4°.

HENRION DE PANSEY. — *Dissertations féodales*. 2 vol. in-4°, Paris, 1789. Cet ouvrage n'est qu'un recueil des articles publiés par l'auteur dans l'*Encyclopédie méthodique* et dans le *Répertoire de Guyot*.

LA THAUMASSIÈRE (GASPARD THAUMAS DE). — *Les anciennes et nouvelles coutumes locales de Berry et celles de Lorris*. Introduction. 1 vol. in-fol., Paris, 1680.

LESPINASSE (ROBERT DE). — *Notice sur les redevances roturières du Nivernais appelées bordelages*. Bibliothèque de l'École des Chartes, 1868, p. 140.

— *Introduction au registre-terrier de l'Évêché de Nevers*. Soc. Niv., 1870.

MORELLET (J.-N.). — *Du servage en Nivernais au xv^e siècle*. Extrait d'un rapport au ministre de l'Instruction publique du 30 septembre 1836. Nevers, 1840.

- NÉE DE LA ROCHELLE. — *Mémoires pour servir à l'histoire du Nivernois et Donzyois*. Paris, 1747, 1 vol. in-12.
- PARMENTIER. — *Archives de Nevers ou inventaire historique des titres de la ville*, édité par DUVIVIER, 2 vol. in-8°, Paris, 1842.
- *Mémoire pour prouver que les habitants de Marcy étaient anciennement serfs (1755)*. Extrait publié par DUPIN, en appendice à la coutume de Nivernais.
- PERRECIOT. — *État civil des personnes et condition des terres dans les Gaules*. 2 vol. in-8°, Paris, 1845.
- RAGUEAU (FRANÇOIS) et EUSÈBE DE LAURIÈRE. — *Glossaire du droit français*, publié par FAVRE. Niort, 1892, 1 vol. in-4°.
- RAPINE (GUILLAUME). — *Plaidoyer... pour l'extinction des bordelages dans la ville de Nevers*, dans COQUILLE, *Œuvres*, éd. de Bordeaux, p. 273.
- Société nivernaise des Lettres, Sciences et Arts* (Bulletin). Nevers.
- Terrier des minimes de Decize* (Prieuré et couvent de Saint-Pierre), 1775. Archives de la Nièvre. Ms. Registre.
- Terrier de Souris* (Couvent de la Charité). Archives de la Nièvre. Ms. Registre.
- Terrier de l'Évêché de Nevers, rédigé en 1287*, publié par R. DE LESPINASSE. *Soc. Niv.*, 1870.
- TERRIER DES BORDES, publié par A. BONVALLET. *Soc. Niv.*, 1869, p. 348.
- VIOLLET (PAUL). — *Histoire du droit civil français*. 2^e éd., 1 vol. in-8°, Paris, 1893.
- VOLTAIRE. — *Œuvres complètes*, éd. GARNIER FRÈRES. Paris, in-8°, *passim*. V. la table.

INDICATIONS RELATIVES A LA CARTE.

La carte ci-contre a été dressée d'après les documents suivants :

ADOLPHE JOANNE. — *Géographies de la Nièvre, de l'Allier du Puy-de-Dôme* (Cartes des départements).

COMTE DE SOULTRAIT. — *Inventaire des titres de Nevers*, de l'abbé de MAROLLES. 1 vol. in-4°, Nevers, 1873, publié par la Société Nivernaise (Cartes du Nivernais et de l'évêché de Nevers).

ACHILLE ALLIER. — *L'ancien Bourbonnais*. Atlas gr. in-fol. (Carte du Bourbonnais).

NICOLAS DE NICOLAÏ. — *Description générale du Bourbonnais... en 1569*. Nouv. éd. Moulins, 1875, 1 vol. in-4° (Carte du Bourbonnais avec indication des châellenies).

Anciennes cartes du Nivernais, du Bourbonnais et de l'Auvergne de la Bibliothèque Nationale (Section des cartes et plans).

Procès-verbal de l'ancienne coutume de Bourbonnais, dans RICHEBOURG ou dans AUROUX DES POMMIERS.

Coutume d'Auxerre (indication des lieux régis par la coutume).

PARMENTIER. — *Mémoire sur la mainmorte de Marcy*, dans DUPIN, p. 486, al. 8 (Ressort de la coutume d'Auxerre).

BOGROS. — *Histoire de Château-Chinon*, p. 47.

LEBLANC-BELLEVaux. — *Inventaire sommaire des archives de la Nièvre*, notamment, pour les points extrêmes de la région des bordelages, aux numéros suivants de la série E : *La Charité*, 291, 430; *Saint-Franchy*, 288; *Sardy*, 319; *Neuffontaines* (Chitry-sous-Montsabot), 272; *Blismes*, 452; *Montigny-sur-Canne*, 102; *Savigny-poil-fol* (Veuillen), 236; *Decize et environs*, passim. *Saint-Parize-le-Chatel*, 127; *La Guerche* (Saint-Sulpice-le-Chatel), 1023.

En outre, l'inventaire sommaire des archives de l'Allier qui n'est pas publié mais dont nous avons pu consulter des épreuves mentionne des bordelages à Baleine près de Toury-sur-Jour et à Saint-Pierre-le-Moùtier (E, 8, 19, 40).

Parmentier ⁽¹⁾ signale des bordelages à Cueurs et à Migny (environs de Varzy) en 1500, mais cette époque est antérieure à la rédaction de l'ancienne coutume d'Auxerre qui est de 1507 et dont l'art. 153 relatif à la coutume locale de Varzy, interdit les bordelages.

Les teintes ont été apposées d'une façon approximative sur notre carte. En ce qui concerne les bordelages nous nous sommes inspiré des procès-verbaux des coutumes ou des coutumes elles-mêmes, sauf en Nivernais, province pour laquelle nous nous sommes servi de l'inventaire des archives et d'autres documents qui nous ont fourni des renseignements plus complets.

Nous ne sommes pas très sûr des limites du pays de Combraille, les anciennes cartes d'Auvergne sont tellement inexactes au point de vue topographique qu'il est difficile de s'y reconnaître.

De même nous avons compris le Donzyais dans le ressort de la coutume d'Auxerre en nous conformant à cette coutume et au témoignage de Parmentier; mais Coquille nous dit qu'une partie du Donzyais réunie au Nivernais au ^{xii}^e siècle puis détachée de cette province en 1526 y a été de nouveau rattachée en 1546 et que cette partie de territoire est régie par la coutume de Nivernais contrairement aux affirmations des officiers délégués d'Auxerre ⁽²⁾. Nous avons cependant maintenu notre tracé, car Coquille ne nous dit pas de quelle partie du Donzyais il s'agit et parce que les bordelages étaient presque complètement inconnus dans ce pays ⁽³⁾ qui malgré les diverses modifications apportées à son territoire n'a probablement jamais cessé d'être régi par la coutume d'Auxerre.

Enfin nous devons noter que toutes les cartes du Bourbonnais reculent les limites septentrionales de cette province jusqu'à la Loire, de Nevers à Gannay sauf à quelques endroits; nous croyons qu'il y a là une erreur et que ces limites sont celles d'autres divi-

(1) Mainmorte de Marcy, dans Dupin, p. 487, al. 2.

(2) Coquille, *Introduction à la coutume*, p. 5.

(3) De Lespinasse, *Des bordelages*.

sions politiques, généralité ou élection. Nous avons préféré le tracé des cartes du Nivernais car il est certain que Saint-Pierre-le-Moûtier faisait partie de cette dernière province et non du Bourbonnais ⁽¹⁾.

(1) Coquille, *op. et loc. cit.*; *Hist. de Niv.*, p. 435 et s.

Vu par le Président de la thèse,

LEFEBVRE.

Vu par le Doyen,

COLMET DE SANTERRÉ.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

GRÉARD.

CARTE DU NIVERNAIS ET DU BOURBONNAIS

- Limites des Provinces.
- Limites des Départements.
- 🚩 Chef-lieu de Châtellenie
- 🟡 Ressort approximatif de la Coutume d'Auxerre.
- 🟠 Pays de mainmorte réelle.

Echelle : 500.000.



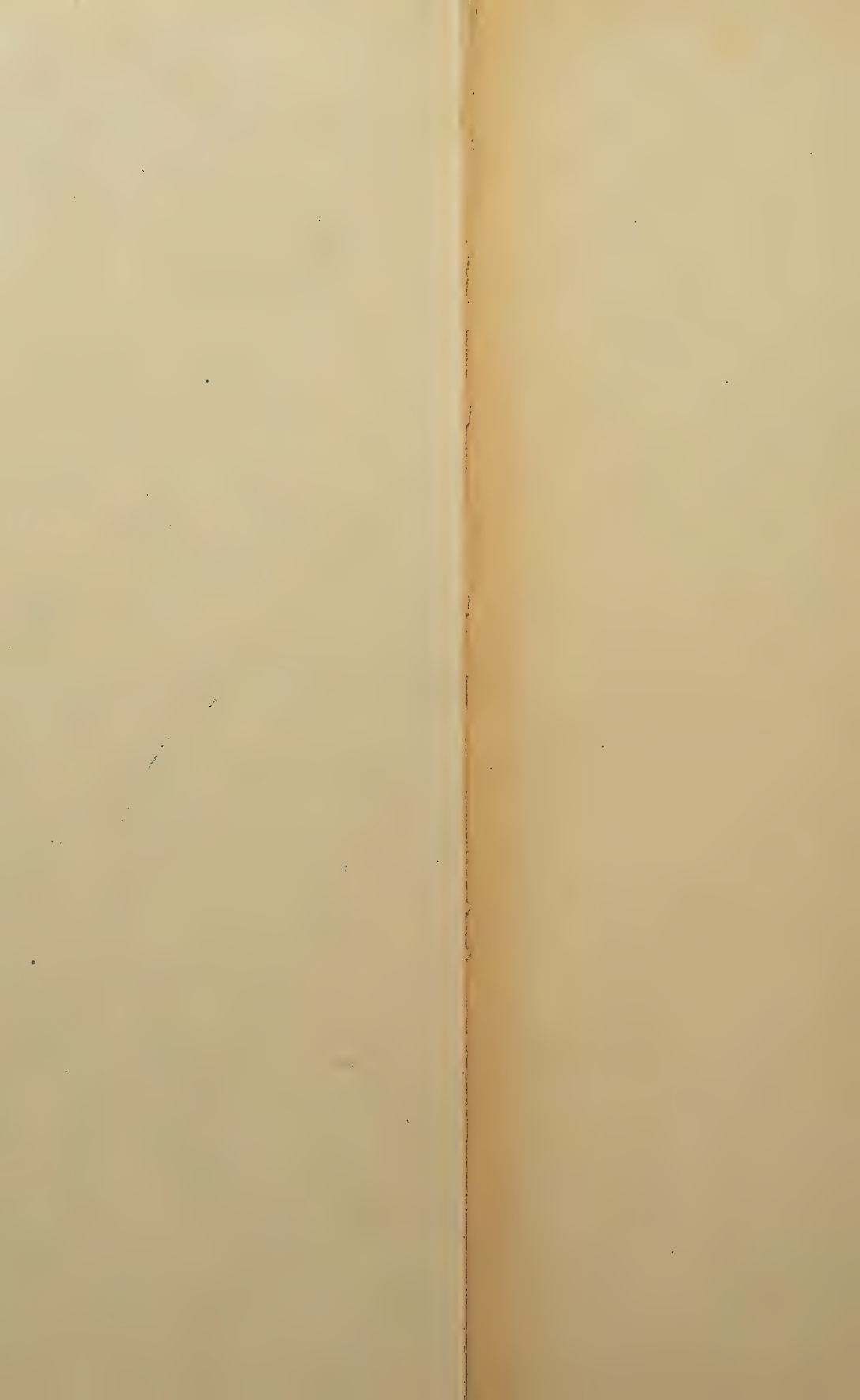


TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
INTRODUCTION.....	1

PREMIÈRE PARTIE

De la mainmorte personnelle en Nivernais.

I. — Sources du servage.....	15
II. — Capacité des serfs.....	20
III. — Obligations des serfs.....	24
IV. — Mariage des serfs.....	33
V. — Extinction de la condition servile.....	41

DEUXIÈME PARTIE

De la mainmorte réelle en Nivernais ou du bordelage.

I. — Généralités.....	47
II. — Du seigneur, du détenteur et de la nature de leurs droits.	53
III. — Comment s'établissent les bordelages.....	59
IV. — Sur quels biens on peut établir des bordelages.....	63
V. — Charges du bordelier.....	73
VI. — Extinction des charges bordelières.....	80

TROISIÈME PARTIE

Transmission des biens de mainmorte.

	Pages.
I. — Aliénations entre-vifs.....	85
II. — Transmission à cause de mort.....	91
III. — De la réversion et de l'échute.....	102
CONCLUSION.....	108
APPENDICE.....	119
Ancienne coutume de Nivernais.....	123
Coutume de Saint-Pierre-le-Moutier.....	139
Liste bibliographique.....	157
Indications relatives à la carte.....	161



IMPRIMERIE
CONTANT-LAGUERRE



BAR-LE-DUC